Claremont Colleges
Scholarship @ Claremont

CMC Senior Theses | CMC Student Scholarship

2012

Les Ambitions de Sarkozy et Le Leadership Francais dans L'Intervention en Libye de 2011

Heather Annette Siegel
Claremont McKenna College

Recommended Citation
Siegel, Heather Annette, "Les Ambitions de Sarkozy et Le Leadership Francais dans L'Intervention en Libye de 2011" (2012). *CMC Senior Theses*. Paper 401.
http://scholarship.claremont.edu/cmc_theses/401

This Open Access Senior Thesis is brought to you by Scholarship@Claremont. It has been accepted for inclusion in this collection by an authorized administrator. For more information, please contact scholarship@cuc.claremont.edu.

CLAREMONT MCKENNA COLLEGE

LES AMBITIONS DE SARKOZY ET LE LEADERSHIP FRANCAIS DANS L'INTERVENTION EN LIBYE DE 2011

SUBMITTED TO

PROFESSOR FAZIA AITEL

AND

PROFESSOR FRANCE LEMOINE

AND

DEAN GREGORY HESS

BY

HEATHER ANNETTE SIEGEL

FOR

SENIOR THESIS

ACADEMIC YEAR 2011-2012

APRIL 23, 2012

Dédié à mon père, qui me manque chaque jour.

Table de matières

Introduction……2

Chapitre I : Une introduction à la politique étrangère française…….....5

L'influence de la Révolution française et l'importance des droits de l'homme….....7

La politique de grandeur et d'indépendance de Charles de Gaulle……...10

La France au centre de l'Europe unifiée……....15

Conclusion……22

Chapitre II : La politique étrangère du président Nicolas Sarkozy……....24

La politique de Sarkozy envers les pays méditerranéens……..29

La politique de Sarkozy envers l'Union européenne……38

La politique de Sarkozy envers les États-Unis…….46

Conclusion……....56

Chapitre III : L'influence française dans l'intervention en Libye……..59

Le début du printemps arabe…….…62

La révolution tunisienne et la réponse française…….62

Le printemps arabe en Égypte……..66

La Libye……....68

Le prochain domino : la Libye……..68

La réaction française à la révolution libyenne……....72

Le rôle de la France dans la réponse au conflit libyen……...79

Conclusion……95

Conclusion : Le bilan des activités de Sarkozy……98

La France comme défenseur des droits de l'homme……..99

La France comme puissance diplomatique et militaire……....101

La France au sein d'une Europe puissante……...105

Conclusion……...100

Appendice : Allocution de Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (27 août 2007)……112

Bibliographie……..122

Introduction

Le 19 mars 2011, 22 chefs d'état, ministres des Affaires étrangères, hauts diplomates et secrétaires généraux se sont assemblés à Paris à l'invitation du président de la République Nicolas Sarkozy pour discuter une réponse internationale unifiée au conflit entre le colonel Kadhafi et le peuple libyen. Sarkozy s'est adressé aux participants du sommet : « Chacun se trouve désormais placé devant ses responsabilités. C'est une décision grave que nous avons été amenés à prendre. Au côté de ses partenaires arabes, européens, nord américains, la France est décidée à assumer son rôle, son rôle devant l'histoire ».[1] Comme Sarkozy l'indique, une grande partie de la communauté internationale s'est réunie pour « protéger la population civile de la folie meurtrière d'un régime qui, en assassinant son propre peuple, a perdu toute légitimité ».[2] Tandis qu'une coalition de pays divers a travaillé ensemble pour essayer de mettre fin à la violence en Libye, la France s'est distinguée en tant que force motrice dans chaque étape de la réponse internationale.

Je me suis intéressée au rôle diplomatique joué par la France ainsi que les moyens dont elle s'est servi pour effectuer une réponse internationale forte et coordonnée, et j'ai voulu comprendre pourquoi la France a choisi cette occasion pour démontrer sa capacité de leadership international. Donc pour mieux comprendre les enjeux et les objectifs de Sarkozy à ce moment de l'histoire, j'ai examiné les actions du président dans le contexte de la politique étrangère française traditionnelle et la politique étrangère qu'il a mené depuis le début de sa présidence.

---

[1] Nicolas Sarkozy, « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen », *La présidence de la République*, 19 mars 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/declarations/2011/declaration-de-m-le-president-lors-du-sommet-de.10952.html.

[2] « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen ».

Dans le premier chapitre, je discute la politique étrangère française en général. J'examine la vision que la France a d'elle-même en tant qu'acteur international et l'image d'elle-même qu'elle donne à l'étranger. J'analyse trois moments importants dans l'histoire de la France qui influencent énormément les priorités de sa politique étrangère ainsi que la conception qu'elle a de son rôle dans la communauté internationale. Je parle d'abord de la Révolution française, d'où vient l'attachement de la France à la démocratie et aux droits de l'homme. Ensuite je parle des héritages de la présidence de Charles de Gaulle, surtout l'idée de la « grandeur » et le principe de l'indépendance. Finalement j'explique le rôle de la France dans la construction de l'Union européenne et les enjeux des relations franco-européennes.

Dans le deuxième chapitre, je me concentre sur la politique étrangère menée par Sarkozy depuis son élection en 2007, surtout sa politique envers les pays méditerranéens, l'Europe et les États-Unis. Je trouve que Sarkozy considère la France comme une grande puissance mondiale, et il se sert de la politique étrangère pour démontrer et rappeler à la communauté internationale sa puissance économique et diplomatique. Je discute d'abord la politique de Sarkozy envers les pays méditerranéens, surtout son projet pour la création de l'Union pour la Méditerranée. Puis je discute la politique de Sarkozy envers l'Union européenne, y compris sa présidence de l'UE et ses tentatives de démontrer le potentiel de l'Europe comme puissance diplomatique. Troisièmement j'analyse les relations franco-américaines et la réintégration française dans l'Otan.

Dans le troisième chapitre, j'analyse comment Sarkozy a démontré son leadership dans la réponse internationale au conflit libyen. Je discute les révolutions en Tunisie et en Égypte, et j'explique la réaction française et internationale. Ensuite je discute la

révolution en Libye et j'analyse en détail chaque étape de la réponse internationale. Je parle en particulier de la réponse française et de la façon dont la France a influencé les actions de la communauté internationale. J'examine le leadership que la France a démontré et les résultats de ses tentatives diplomatiques.

Cette thèse vise à expliquer la politique étrangère de Sarkozy, y compris ses objectifs et les moyens diplomatiques dont le président se sert. En particulier, elle analyse les objectifs que Sarkozy voulait réaliser et l'image de la France qu'il voulait donner à travers ses activités en réponse à la révolution en Libye. La France reste un acteur important et actif sur la scène internationale, et donc il est important pour l'étude des relations internationales de comprendre les éléments qui influencent ses priorités diplomatiques, les buts qu'elle veut accomplir et la façon dont elle mène sa politique étrangère.

Chapitre I : Une introduction à la politique étrangère française

Charles de Gaulle commence ses *Mémoires de guerre* en disant : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison ».[1] Pendant toute son histoire, la France s'est toujours fait une certaine idée d'elle-même qui a influencé ses relations extérieures. Cette vision guide surtout la politique étrangère française et détermine la place dans le monde que la France revendique. La politique étrangère est le meilleur outil dont dispose la France pour communiquer sa vision d'elle-même et démontrer les qualités qui, selon elle, la définissent comme état. Donc les site webs et les publications officiels du gouvernement français sont des sources essentielles pour examiner la manière dont la France présente sa politique étrangère et son rôle diplomatique dans ses mots à elle. Sur son site web anglais, le Ministère des Affaires étrangères et européennes écrit :

> « La France a toujours été un **acteur de premier rang sur la scène internationale**. En Europe, la France s'est engagée tôt à la tâche d'unifier le continent. Globalement, le pays reste attaché à **son indépendance, le principe clé de sa diplomatie** depuis le général de Gaulle, qui a donné à la France **la force de dissuasion nucléaire autonome** pendant la Guerre froide. Quand la France agit dans le monde pour **défendre les droits de l'homme**, elle peut faire appel aux principes de 1789 qui ont inspiré la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Organisation des Nations unies au Palais du Trocadéro à Paris en 1948. »[2]

Dans cette introduction à sa politique étrangère destinée aux anglophones, le gouvernement français identifie les thèmes et idées qui communiquent le sens qu'elle a de

---

[1] Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre* (Paris: Librairie Plon, 1954), 1.

[2] Version originale : « France has always been a first-rank player on the international scene. In Europe, France committed itself at an early stage to the task of unifying the continent. Globally, the country remains attached to **its independence**, **the key principle of its diplomacy** since General de Gaulle, who gave France **an autonomous nuclear deterrent** during the Cold War. When France acts in various parts of the world **to defend human rights**, it can call on the principles of 1789 that inspired the Universal Declaration of Human Rights adopted by the United Nations at the Trocadéro Palace in Paris in 1948. »
(Les caractères gras sont originaux.)
« France's foreign policy », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www.diplomatie.gouv.fr/en/france_159/france-in-the-world_6820/france-foreign-policy_6904/_12588.html.

son propre rôle dans le monde. Pour la France, l'idéologie de sa politique étrangère et si importante parce que, comme Sarkozy a dit pendant son premier grand discours sur la politique étrangère, « à travers elle, c'est notre identité en tant que nation que nous exprimons ».[3]

La France souligne surtout son identité comme « acteur de premier rang », une grande puissance historique et actuelle. La France reste un pays puissant au niveau diplomatique, économique, et militaire. Diplomatiquement, elle joue un rôle central dans les organisations internationales comme l'Union Européenne (UE) et l'Union économique et monétaire (UEM), où elle est un membre fondateur. Elle est aussi un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) avec le droit de veto. La France est un membre du G8, qu'elle a créé en 1975, et du G20. Son corps diplomatique est le plus grand au monde après celui des États-Unis. Économiquement, l'économie française est la cinquième plus grande au monde et la deuxième plus grande en Europe avec un PIB nominal de 2.58 trillions de dollars américains en 2010.[4] La France est aussi le quatrième pays au monde et le premier en Europe par nombre d'entreprises qui figurent parmi les Global 500 (les 500 entreprises les plus grandes au monde). Militairement, l'armée française est la plus grande en Europe, et le budget militaire nominal de la France est le troisième au monde (derrière les États-Unis et la Chine). Elle est une puissance nucléaire avec le troisième stock d'armes nucléaires au monde.

---

[3] Nicolas Sarkozy, « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007), *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs /precedentes-conferences/xveme-conference-des-ambassadeurs/article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.

[4] Bureau of European and Eurasian Affairs, « Background Note: France », *State Department*, 27 mai 2011, http:// www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3842.htm.

Comme le Ministère des Affaires étrangères et européennes l'explique sur son site web, la politique étrangère française actuelle a ses racines dans les grands moments de l'histoire de la France. Le gouvernement français identifie la Révolution française, la présidence et la politique de Charles de Gaulle, et la construction de l'Europe unifiée comme trois facteurs formateurs qui continuent à définir le programme de sa politique étrangère et son identité internationale. Ces trois événements contribuent à la vision que la France a de son propre rôle dans le monde, et cette vision aide à expliquer les relations diplomatiques, militaires, et humanitaires entre la France et le reste de la communauté internationale. Donc il faut analyser ces trois moments historiques pour mieux comprendre le programme diplomatique officiel de la France et ses objectifs ainsi que la façon dont la France mène sa politique étrangère.

L'influence de la Révolution française et l'importance des droits de l'homme

La Révolution française marque le début de la République en France et elle est l'origine de l'attachement français aux valeurs démocratiques y compris les droits de l'homme. Elle a commencé en 1789 avec la convocation des États généraux, une assemblée qui soulignait les divisions dans la société hiérarchisée. Au cours des années suivantes, les révolutionnaires ont mis fin à l'Ancien Régime, qui était surtout caractérisé par la monarchie absolue et les droits particuliers de la noblesse. En septembre 1792 la Convention nationale a officiellement aboli la monarchie et créé la Première République dont l'autorité et légitimité venaient du peuple français.

L'établissement d'un gouvernement démocratique a lancé une nouvelle période de l'histoire française. La France a eu plusieurs autres régimes au cours des deux siècles

suivants – aujourd'hui, c'est la V^e^ République – mais elle a toujours resté attachée à l'idéal de la république. Pour la France, une république est surtout un régime démocratique où le peuple, qui constitue la citoyenneté, joue un rôle actif dans le gouvernement. Une république est aussi caractérisée par l'état de droit, « un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit »,[5] et elle inculque certaines valeurs civiques dont les trois plus connues sont celles qui constituent la devise française : *Liberté, égalité, fraternité*. En France, ces valeurs nationales influencent sa politique domestique et étrangère, et la promotion de ses valeurs à l'étranger est un élément important de son programme diplomatique.

La Révolution française, la Première République et les valeurs républicaines ont été fortement influencées par les idées des Lumières. Au cours du XVIII^e^ siècle, les philosophes analysaient les relations entre l'individu, la société et l'état. Certains philosophes comme Rousseau soutenaient qu'il y avait un contrat social entre l'homme et le gouvernement. Selon eux, les hommes cèdent certains droits quand ils créent une société et acceptent l'autorité d'un gouvernement, mais ils gardent toujours leurs droits inaliénables. Les révolutionnaires se sont servis de ces idées et cette rhétorique au début de la Révolution. En 1789, ils ont préservé et garanti ces droits dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un document qui a encore une valeur constitutionnelle en France. La Déclaration dit que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » et définit ces droits comme « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à

[5] « Qu'est-ce que l'Etat de droit? », *Vie-Publique.fr*, *Direction de l'information légale et administrative*, http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/qu-est-ce-que-etat-droit.html.

l'oppression. »[6] La France reste fière d'avoir créé une des premières républiques et d'avoir été un des premiers pays à écrire une telle déclaration des droits de l'homme.

Selon le gouvernement, son attachement à la démocratie et aux droits de l'homme « est au cœur de l'ambition diplomatique nationale du pays. »[7] La France se voit comme un promoteur de l'état de droit et un défenseur des droits de l'homme, deux éléments clés de la gouvernance démocratique. En fait le Ministère des Affaires étrangères et européennes parle de « l'aide au développement et la gouvernance démocratique » comme un seul concept, catégorisant le soutien des droits de l'homme comme une partie de sa politique sur la gouvernance démocratique.[8] Pour démontrer son attachement à ces valeurs à l'étranger, la France souligne sa participation « à la formulation d'une grande partie des doctrines et instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme. »[9] Au plan diplomatique, elle a inspiré la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, elle reste active au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et elle soutient les programmes humanitaires des agences de l'ONU et des organisations non gouvernementales. En plus, la France se sert de sa grande capacité militaire pour participer à beaucoup d'opérations de maintien de la paix autour du monde, dans les pays comme le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Liban, et le Kosovo.

---

[6] « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 », *Assemblé nationale*, http://www.assemble enationale.fr/histoire/dudh/1789.asp.
[7] « La patrie des droits de l'Homme », *France.fr*, *Service d'information du Gouvernement*, http://www.france.fr /connaitre/monde/droits-de-lhomme/article/la-patrie-des-droits-de-lhomme.
[8] « Gouvernance démocratique : L'approche française », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux_830/aide-au-developpementgouvernance democratique _1060/gouvernance-democratique_1053/index.html.
[9] Version originale : « France has taken part in formulating the bulk of the doctrines and international instruments in the area of human rights. »
« France's human rights policy », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www.diplomatie .gouv.fr/en/france-priorities_1/human-rights_1101/france-human-rights-policy_1672.html.

Tandis que la France soutient que la démocratie et les droits de l'homme ont « une signification historique particulière » pour la France et sa politique,[10] elle reconnaît que ces droits sont universels. Selon une publication du Ministère des Affaires étrangères et européennes, la « promotion et la protection des droits de l'homme et des processus de démocratisation constituent une composante essentielle de la politique étrangère de la France. »[11] La France reste si attachée à ces deux priorités parce qu'au XVIII^{e} siècle, c'était la France elle-même qui a dû établir un gouvernement démocratique et affirmer les droits de ses propres citoyens. L'incorporation de ces principes dans sa politique étrangère permet à la France de partager ces deux valeurs, qui se trouvent au cœur de son identité nationale, avec le reste de la communauté internationale.

La politique de grandeur et d'indépendance de Charles de Gaulle

Charles de Gaulle est une des figures les plus importantes et influentes dans l'histoire de la France et de sa politique étrangère, et les idées gaullistes continuent à influencer la politique française aujourd'hui. Charles de Gaulle est connu en tant que général, « chef des Français libres » pendant la Seconde Guerre mondiale, homme d'État et président de la France. Sa politique est surtout associée avec son concept de la « grandeur » de la Franc. En 1954 il a écrit dans ses *Mémoires de guerre* : « J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence [a créé la France] pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. […] Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur ».[12] En essayant de définir le terme « grandeur », un historien écrit : « Grandeur

[10] « France's human rights policy ».
[11] Ministère des Affaires étrangères, *La gouvernance démocratique et les droits de l'homme*, 2010.
[12] De Gaulle, *Mémoires de guerre*.

insinue le désir d'être un "joueur" et pas un "enjeu", et d'être un acteur "ambitieux", "universel" et "inventif" sur la scène internationale. Grandeur implique la défense consciente de l'indépendance, l'honneur et le rang de la nation. »[13] De Gaulle croyait que la France avait un rôle unique dans le monde, et il a donc dirigé une politique étrangère qui permettrait à la France de réaliser ce rôle. En participant à la construction de l'Europe unifiée (que je vais considérer dans la prochaine partie), en se retirant du commandement intégré de l'Otan et en développant la force de frappe nucléaire, Charles de Gaulle a clairement communiqué l'indépendance française et a souligné son influence sur la scène internationale.

Charles de Gaulle avait eu une longue carrière militaire avant la Seconde Guerre mondiale, mais il n'a émergé comme figure nationale que pendant la guerre. En 1940, après que la France ait signé un armistice avec les Allemands, de Gaulle s'est opposé au gouvernement de Vichy. Il est allé en Angleterre où il est devenu le chef des Forces françaises libres, un groupe de Français qui se battaient contre Vichy et les Allemands. De Gaulle est très connu pour son discours inspirateur, l'Appel du 18 juin, que le gouvernement français identifie comme un des « grands événements » dans l'histoire française. Pendant ce discours, prononcé sur les ondes de la BBC, de Gaulle a dit : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. » Selon France.fr, un site web gouvernemental : « Le 18 juin, par son discours aussi visionnaire que fulgurant, Charles de Gaulle [a sauvé] tout simplement l'honneur de la

[13] Version originale : « Grandeur implies the will to be a "player" and not a "stake," and to be an "ambitious," "universal," and "inventive" actor on the world scene. Grandeur involves the self-conscious defense of the independence, honor, and rank of the nation. »
Daniel Mahoney, *De Gaulle: Statesmanship, Grandeur, and Modern Democracy* (Westport: Praeger, 1996), 16.

France. »[14] Comme chef des Forces françaises libres, de Gaulle a travaillé avec les États-Unis et le Royaume-Uni pour vaincre les Allemands et renverser le gouvernement de Vichy. Cependant, pendant la guerre de Gaulle a déjà commencé à se méfier des ambitions des ses alliés américains et anglais. De Gaulle n'a pas été invité à la Conférence de Yalta en 1945, et il était convaincu que les Américains, les Anglais et les Soviétiques planifiaient la division de l'Europe en sphères d'influences au détriment de la France.[15]

Pendant la guerre, de Gaulle s'est établit comme président d'un gouvernement français provisoire. Selon France.fr, il a « restauré la République et posé les fondements d'une France nouvelle. »[16] Après la guerre, la France a voulu oublier le régime de Vichy et créer une nouvelle république. De Gaulle a recommandé un gouvernement avec une présidence forte, mais la constitution finalement adoptée a institué un exécutif faible. Il a démissionné du gouvernement de la IV^{e} République en janvier 1946. Cette république est tombée en 1958 pendant la Guerre d'Algérie et une période d'instabilité en France, et en mai on a fait appel à de Gaulle pour prendre la position de la tête du gouvernement. De Gaulle a dirigé la rédaction d'une nouvelle constitution française, celle de la V^{e} République (qui est encore en vigueur), et en décembre il est devenu le premier président de la nouvelle république. Pendant sa présidence, de Gaulle a mené une politique étrangère nationaliste qui privilégiait les intérêts nationaux français et qui a créé pour la France un rôle unique dans le système international.

---

[14] « L'appel du 18 juin 1940 », *France.fr*, *Service d'information du Gouvernement*, http://www.france.fr /connaitre/histoire/grands-evenements/article/l-appel-du-18-juin-1940.
[15] Michel Gueldry, *France and European Integration: Toward a Transnational Policy?* (Westport: Praeger, 2001), 148.
[16] «40e anniversaire de la mort du général de Gaulle », *France.fr*, *Service d'information du Gouvernement*, http://www.france.fr/connaitre/histoire/grands-evenements/article/40e-anniversaire-de-la-mort-du-general-de-gaulle.

Charles de Gaulle a résisté à l'influence américaine qui dominait l'Europe de l'ouest à cette époque. Le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'Otan en 1966 était un geste public du refus français de subir la puissance des États-Unis. La France avait signé le traité de l'Atlantique Nord en 1949, pendant la présidence de Vincent Auriol. A ce moment-là, la France craignait vivement le réarmement de l'Allemagne ainsi que la menace soviétique, et donc elle a accepté le surcroît de sécurité promis par les Américains. Cependant, au cours des années 1950 et 1960 la France s'est rapprochée de l'Allemagne, et la menace d'une invasion soviétique semblait de moins en moins pressante. Après des tentatives échouées de renforcer la puissance européenne en créant « l'Europe des patries », une confédération intergouvernementale politique et militaire, de Gaulle a finalement décidé de se retirer du commandement militaire intégré en 1966. Il croyait que la *Pax Americana* était une façon pour les États-Unis d'entraver la croissance d'une Europe forte, et il a reconnu que les Américains ne donneraient jamais à la France plus d'influence au sein de l'Otan. De Gaulle voulait une politique étrangère indépendante pour la France, et son retrait du commandement militaire lui a donné plus de liberté de s'établir comme médiateur qui engagerait également un dialogue avec les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS. De Gaulle croyait que la France pouvait revendiquer une place importante dans le système international, indépendamment des Américains et des Soviétiques.[17]

En tant qu'état indépendant, la France a pris des mesures pour démontrer sa puissance et développer la capacité de se défendre en cas d'attaque soviétique. La France a donc développé sa force de frappe en 1960, un arsenal nucléaire qui affirmait la

[17] *France and European Integration*, 151-2.

puissance française au niveau diplomatique ainsi que militaire. Cet arsenal servait un but plutôt politique que défensif, comme un historien a noté : « Les armes nucléaires françaises n'étaient pas conçues comme un arsenal du champ de bataille mais comme un instrument de dissuasion politique et l'arme de dernier recours dans une situation désespérée ».[18] Le développement de la force de frappe était surtout une façon pour la France d'affirmer son indépendance des États-Unis. La France, sceptique envers les États-Unis, doutait que les Américains se sacrifient pour défendre les intérêts de la France en cas d'attaque nucléaire soviétique en Europe. Avec son propre arsenal, elle n'avait plus besoin de l'assistance américaine pour répondre avec une frappe nucléaire parce qu'elle avait la capacité de répondre elle-même ou même de lancer une attaque préventive contre l'URSS ou un de ses satellites. En plus, la France a affirmé son indépendance politique en refusant d'identifier aucun pays (même l'URSS) comme cible nucléaire possible. Pendant la Guerre froide, la force de frappe permettait à la France de se voir et de se présenter comme un pays indépendant avec la capacité de défendre avec force son propre territoire et ses propres intérêts dans le monde.[19]

Charles de Gaulle était à la tête de la France pendant 11 ans, de mai 1958 à avril 1969. Pendant cette décennie, il a introduit et élaboré les principes qui sont devenus la base de la politique étrangère française jusqu'à présent. De Gaulle croyait que la France avait une place unique dans le monde, et donc il promouvait une politique étrangère indépendante qui permettait à la France de défendre ses propres intérêts mondiaux. Son désir pour la France d'être reconnu comme état indépendant et influent a guidé la manière

[18] Version originale : « French nuclear weapons were not primarily conceived of as a battlefield arsenal but as a political instrument of deterrence and as the weapon of last resort in a desperate situation. » *France and European Integration*, 153.
[19] *France and European Integration*, 152-4.

dont il s'est rapporté avec les pays des deux côtés du Rideau de fer et ceux du tiers monde. Aujourd'hui, le Ministère des Affaires étrangères et européennes décrit l'indépendance comme « le principe clé de sa diplomatie ».[20] Les mots et les idées de De Gaulle résonnent dans la politique française actuelle, et sa « certaine idée de la France » influence beaucoup des décisions politiques françaises.

La France au centre de l'Europe unifiée

La France a été à l'origine de la construction de l'Union européenne, et son identité comme membre fondateur de l'Europe unifiée reste centrale dans la manière dont la France définit et dirige sa politique étrangère au XXI[e] siècle. Le gouvernement français écrit, « Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et quelle que soit la majorité au pouvoir, l'Europe est devenue un axe prioritaire de la politique étrangère française. »[21] En réalité, les relations entre la France et l'Union européenne sont complexes, et il y avait toujours une tension inhérente chez les Français entre leurs ambitions d'être reconnue comme grande puissance mondiale et leur attachement à leur vision d'une Europe unifiée économiquement et politiquement. En 1986, François Mitterrand a essayé de résoudre ce problème quand il a déclaré : « J'estime complémentaire l'indépendance de la France et la construction de l'Europe. »[22] Le Ministère des Affaires étrangères et européennes identifie trois raisons principales pour lesquelles la création de l'Union européenne a été une priorité pour la France au XX[e] siècle malgré cette tension :

[20] « France's foreign policy ».
[21] « Enjeux internationaux », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/entrees-thematiques_830/index.html#sommaire_6.
[22] Jean Musitelli, « François Mitterrand, l'européen », *Institut François Mitterrand*, 2 juin 2004, http://www.mitterrand.org/Francois-Mitterrand-l-europeen.html.

1) Le désir de maintenir et renforcer la paix en Europe pour éviter des nouveaux conflits militaires destructeurs comme ceux de la Première et Seconde Guerre mondiale;
2) La nécessité de stabiliser et garantir la sécurité des pays démocratiques face à la menace communiste que constituaient l'URSS et ses satellites;
3) L'ambition de créer un espace intégré économiquement, politiquement et en matière de sécurité qui ferait de l'Europe « un territoire de paix et de prospérité où cette dernière serait capable de jouer son rôle sur la scène internationale. »[23]

Pour réaliser ces buts avantageux, les états européens se sont unifiés par une série des étapes, dont la première était la signature de la Déclaration Schuman le 9 mai 1950. La France a été au cœur de chacune de ses étapes.

La création d'une Europe unifiée par les institutions économiques et politiques a été le rêve de deux hommes politiques français, Robert Schuman et Jean Monnet, qui sont devenus les pères fondateurs de l'Union européenne. Après la Seconde Guerre mondiale, la France, l'Allemagne et le reste de l'Europe a dû reconstruire l'infrastructure qui a été détruite pendant la guerre. Face aux réalités de l'horreur et la destruction de la guerre, Schuman et Monnet se sont rendu compte que la création d'une communauté économique franco-allemande serait avantageuse également à la France et l'Allemagne. Ils ont proposé la mise en commun des productions de charbon et d'acier, deux ressources

[23] Version originale : « Realm of peace and prosperity, well able to play out its part on the international stage ».
« France and European Integration », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www.diplomatie.gouv.fr/en/france_159/france-in-the-world_6820/europe_6905/france-and-european-integration_1470.html.

indispensable à la reconstruction des économies française et allemande mais aussi essentiels à la guerre. Ils ont écrit dans la Déclaration Schuman que cette mise en commun « assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique…et changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. »[24] Schuman et Monnet voulaient rendre la guerre entre la France et l'Allemagne « non seulement impensable, mais matériellement impossible. »[25]

Schuman et Monnet ont vu la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) comme la première étape dans la construction d'une organisation européenne supranationale. Ils ont écrit dans la Déclaration : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble; elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. »[26] On peut donc tracer l'évolution de la CECA, qui avait six membres (la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg), à l'Union européenne d'aujourd'hui, qui a 27 membres et l'économie la plus grande au monde. En 1957 les membres de CECA ont fait le prochain pas dans le processus de la construction de l'Europe unifiée. Ils ont signé le Traité de Rome, qui a créé la Communauté économique européenne (CEE), un marché commun où les biens circulaient librement. La CEE s'est élargie au cours des années 1970 et 1980 avec l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark en 1973 ; de la Grèce en 1981 ; et de l'Espagne et du Portugal en 1986. En 1992, l'Europe des douze a officiellement créé l'Union européenne d'aujourd'hui en signant le Traité de Maasticht. Ce traité a prévu

[24] Robert Schuman, « Déclaration de 9 mai 1950 », *Fondation Robert Schuman*, http://www.robert-schuman.eu /declaration_9mai.php.
[25] « Déclaration de 9 mai 1950 ».
[26] « Déclaration de 9 mai 1950 ».

l'introduction de l'euro (une monnaie commune), a créé une citoyenneté européenne et a développé la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Les relations historiques entre la France et l'Union européenne sont complexes. Tandis que la France a promu l'intégration européenne, surtout l'intégration économique, elle a voulu protéger sa propre souveraineté nationale. Comme pays fondateur le plus puissant, la France a défendu le droit des états membres de garder la liberté d'agir individuellement dans les matières importantes. Les hommes politiques ont proposé plusieurs modèles différents pour l'Union européenne, dont certains étaient plus supranationaux et d'autres plus intergouvernementaux. Les partisans des modèles supranationaux imaginaient une fédération où il y aurait un gouvernement européen, et les pays respecteraient ses règles et les décisions de la majorité des états membres. Pour la France, ce modèle apportait le risque que les autres pays introduisent des politiques contraires aux intérêts de la France ou adoptent des règles qui limiteraient l'indépendance politique française. Les partisans des modèles plutôt intergouvernementaux imaginaient une communauté où les états membres prendraient toutes leurs décisions à l'unanimité – une « Europe des Patries », dans les mots de Charles de Gaulle. À cause de l'influence de la France et son insistance que cette nouvelle communauté soit une union des états souverains et indépendants, les institutions européennes étaient plutôt intergouvernementales que supranationales.

En tant qu'état le plus puissant au début de la construction de l'Europe unifiée, la France a beaucoup influencé la structure et le programme de la Communauté économique européenne (CEE). En gros, les autres membres fondateurs ont respecté la France comme grande puissance à cause de sa position victorieuse dans la Seconde Guerre mondiale, sa

puissance économique, son statut comme puissance nucléaire et son influence en Afrique et au Moyen-Orient. La France a vu la communauté économique comme son propre projet et une extension de sa sphère d'influence en Europe, et elle a trouvé des moyens d'en profiter. Elle a réussi à introduire des politiques favorables à ses propres intérêts domestiques, comme la Politique agricole commune (PAC) en 1962. Cette politique avait plusieurs objectifs : l'autosuffisance alimentaire en Europe, l'augmentation de la production agricole et la modernisation de l'agriculture européenne. La PAC est la politique de la CEE la plus grande, et la France est sa principale bénéficiaire. De 1988 à 1992, elle a représenté 61% du budget de la CEE,[27] et selon un rapport de 2008, la France reçoit environ 20% des fonds.[28]

La France voyait la création de la Communauté économique européenne comme une façon d'institutionnaliser sa puissance en Europe, et elle a été protectrice de son influence et de ses intérêts au sein de la CEE. La France aimait le principe du vote à l'unanimité parce qu'en effet, elle avait toujours le droit de veto sur tout ce que le Conseil des ministres faisait. En 1965, de Gaulle s'est servi d'une politique de blocage pour défendre ses deux intérêts principaux dans la CEE : la PAC et le vote à l'unanimité. Le président de la Commission, Walter Hallstein, voulait augmenter le pouvoir de la Commission en introduisant le vote majoritaire. Ce changement aurait entraîné l'abaissement du budget de la PAC, une politique avantageuse pour la France mais impopulaire auprès des autres pays. De Gaulle a suspendu la participation de la France

[27] « EU Budget – facts and myths », *Europa*, 12 septembre 2007, http://europa.eu/rapid/pressReleases Action.do?reference=MEMO/07/350&format=HTML&aged= 0&language=EN&guiLanguage=en, 11/28/11

[28] Jean-François Jamet, « L'influence économique de la France dans l'Union européenne », *European Issues*, *Fondation Robert Schuman*, no. 101 (2008).

aux réunions du Conseil des Ministres, une manœuvre qui a bloqué de fait toutes les décisions du Conseil. Finalement en janvier 1966, après six mois et beaucoup de pression de l'électorat français, la France a terminé sa politique de la chaise vide en acceptant le Compromis de Luxembourg. Selon le compromis, toutes les décisions qui concernent un « intérêt vital » d'un des membres doivent être votées à l'unanimité. L'indépendance était un des principes clés de la politique étrangère gaullienne, et la France était prête à se battre contre tout ce qui menaçait son autonomie dans le domaine de la politique et défendre les politiques favorables comme la PAC. La France a aussi protégé son influence en résistant à l'adhésion du Royaume-Uni, un autre pays puissant avec des objectifs et des priorités souvent contraires à ceux de la France. De Gaulle a réussi à bloquer son entrée dans la CEE en 1963 et ensuite en 1967, mais le Royaume-Uni est finalement devenu membre après sa troisième pétition en 1973. De Gaulle voyait le Royaume-Uni comme un « cheval de Troie » pour l'influence américaine, et il n'a pas voulu rivaliser avec les États-Unis au sein d'une institution qu'il considérait comme un outil de la politique étrangère français et un contrepoids à la puissance américaine. Pendant les années 1990, la France encore voyait l'Union européenne comme un moyen de protéger son influence en Europe parce que les institutions européennes et l'intégration monétaire contraindraient l'influence potentielle d'une Allemagne unie et empêcherait la croissance de la puissance allemande au détriment de la puissance française.

Au cours de son histoire, l'Union européenne est devenue de plus en plus complexe au fur et à mesure que l'étendue de ses pouvoirs augmentait et de nouveaux pays y ont adhéré. Avec l'introduction des nouvelles voix pendant les années 1990 et le

début des années 2000, l'influence de la France au sein de l'Union européenne a diminué. En 2004, l'année où 10 nouveaux états ont été admis dans l'Union, le directeur de la Fondation Robert Schuman a écrit : « L'élargissement va compliquer le jeu diplomatique et réduire notre présence relative au sein des institutions et services de l'Union… Nous aurons à faire face à une nouvelle configuration européenne dans laquelle notre poids relatif sera mécaniquement diminué. »[29] On peut voir la frustration du peuple français avec cette perception de la diminution de son pouvoir dans son rejet de la Constitution européenne. Dans un référendum le 29 mai 2005, 54.67% des Français ont dit « Non » à la question, « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? »[30] La France avait créé l'Union européenne en l'imaginant que son statut comme membre fondateur et comme puissance européenne économique et militaire donnerait toujours une voix forte, comme celle des États-Unis au sein de l'Otan. Les Français sont devenus moins enthousiastes et plus sceptiques du projet d'intégration européenne quand ils ont vu que la France ne dominait plus les institutions de l'EU, et le rejet de la Constitution européenne était une tentative de protéger l'influence qu'elle avait encore.

Depuis la création de la CECA, il y avait toujours une tension inhérente dans l'attitude française envers l'Union européenne. La France voyait l'intégration économique, politique et sécuritaire comme une opportunité d'affirmer et d'institutionnaliser sa puissance auprès de ses voisins européens. En même temps, elle était toujours protectrice de son indépendance à poursuivre ses propres intérêts et se méfiait des tentatives

[29] Jean-Dominique Giuliani, « L'influence de la France au sein de l'Union européenne », *Fondation Robert Schuman*, 26 juillet 2004.
[30] « Scrutin du 29 mai 2005 », *Ministère de l'Intérieur*, http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/resultats-elections/rf2005/000/000.html.

d'augmenter les pouvoirs des institutions européennes au détriment de sa souveraineté. Pendant la Guerre froide, la France a imaginé la création de l'« Europe puissance », une Europe capable de concurrencer économiquement et diplomatiquement les superpuissances comme les États-Unis. Encore aujourd'hui, la France considère la multipolarité et l'équilibre des puissances comme deux aspects clés de la stabilité du système international, et elle voit les institutions internationales, y compris l'UE et l'ONU, comme des instruments qui maintiennent l'ordre parmi les pays du monde. La France reconnaît la valeur des institutions internationales et les soutient en même temps qu'elle cherche les moyens d'exercer et légitimer sa puissance au sein de ces institutions.

Conclusion

Le président de la République Nicolas Sarkozy a décrit la France comme « une grande, vieille et belle nation »[31] avec une longue et riche histoire dont elle reste très fière. La France a une vision forte d'elle-même basée sur les rôles qu'elle avait joués au cours de son histoire et sur ses valeurs traditionnelles. La mémoire des grands moments dans l'histoire française – la Révolution française de 1789, la présidence de Charles de Gaulle et la construction de l'Union européenne – a influencé la politique étrangère de tous les présidents français à la fin du XX^{e} siècle et au début du XXI^{e}. Aujourd'hui le président Sarkozy réaffirme l'importance des droits de l'homme, de l'indépendance diplomatique et de l'intégration européenne, et l'influence de ces principes est évidente dans son programme, sa rhétorique et ses actions. En même temps, Sarkozy affirme que

[31] Nicolas Sarkozy. « Le Discours de Nicolas Sarkozy », *Liberation*, 6 mai 2007. http://www.liberation.fr /politiques/010118844-le-discours-de-nicolas-sarkozy.

« la France n'est pas une nostalgie »,[32] et donc il essayé d'avancer ces valeurs dans une façon qui tient compte des réalités du XXI^{e} siècle.

[32] Nicolas Sarkozy, *Témoignage* (Paris: XO Éditions, 2006), 67.

Chapitre II : La politique étrangère du président Nicolas Sarkozy

La politique étrangère de Charles de Gaulle et ses idées sur l'importance de la France dans le monde ont continué à marquer le programme diplomatique français sous les présidences de Georges Pompidou (1969 à 1974), de Valéry Giscard d'Estaing (1974 à 1981), de François Mitterrand (1981 à 1995) et de Jacques Chirac (1995 à 2007). La France a continué sa politique internationale basée sur l'idée de son importance et son prestige international, et elle a continué à utiliser son influence pour poursuivre ses propres intérêts économiques et diplomatiques. En Europe, par exemple, la France a poussé à la création d'une monnaie commune pour promouvoir son économie et augmenter sa puissance vis-à-vis de ses voisins et partenaires commerciaux. Après la fin de la guerre froide, quand le système mondial et l'équilibre des forces étaient en transition, la France tenait à l'image qu'elle avait d'elle-même en tant que nation puissante. Face à la dilution de son influence dans l'Union européenne à cause de la réunification de l'Allemagne et l'élargissement vers l'Europe de l'Est, la France a affirmé sa puissance au sein des institutions comme le Conseil des Ministres de l'Union européenne, le Fonds monétaire international, le Conseil de sécurité de des Nations Unies, le G8 et le G20.

En mai 2007, Nicolas Sarkozy a été élu président de la France après une longue campagne contre Ségolène Royal. Dans cette élection, les deux candidats ont promis des changements. Pendant la campagne, Sarkozy a employé le langage d'une « rupture tranquille » à tous les niveaux du gouvernement et de la politique française pour indiquer ses frustrations avec la politique de ses prédécesseurs et de la génération de 1968. Il a attaqué le gouvernement de Chirac pour la lenteur de ses actions : après son élection,

Sarkozy a dit que les Français « veulent un président qui agisse et obtienne des résultats ».[1] Dans son discours de victoire le soir de son élection, Sarkozy a déclaré : « Le peuple français s'est exprimé. Il a choisi de rompre avec les idées, les habitudes, et les comportements du passé. […] Le peuple français a choisi le changement ».[2] Au minimum, ignorant la rhétorique politique, cette élection signifie un changement générationnel dans les politiques françaises – c'est la première élection où les deux candidats sont nés après la seconde guerre mondiale et aucun des candidats n'a participé au gouvernement pendant la présidence de Charles de Gaulle. Selon le *New York Times*, Jacques Chirac « a vu le monde à travers deux prismes : la guerre froide et les anciens liens coloniaux de la France »,[3] tandis que, d'après Valéry Giscard d'Estaing, « [Sarkozy et Royal] sont d'une génération différente, et certainement il y aura une nouvelle approche. »[4]

Le débat dans les journaux et les publications académiques continue sur les questions telles que « Dans quelle mesure est-ce que les politiques de Sarkozy représentent une vraie rupture avec les politiques de ses prédécesseurs ? Est-ce que les changements institués par Sarkozy sont rhétoriques ou est-ce qu'il a institué de vrais changements de fait ? Est-ce que ces changements représentent le début d'une nouvelle

---

[1] Nicolas Sarkozy, « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs », (Palais de l'Elysée, 27 août 2007), *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 27 août 2007, http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs/precedentes-conferences/xveme-conference-des-ambassadeurs/article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.

[2] Nicolas Sarkozy, « Le discours de Nicolas Sarkozy », *Libération*, 6 mai 2007, http://www.liberation.fr /politiques/010118844-le-discours-de-nicolas-sarkozy.

[3] Version originale : « Mr. Chirac has been a hands-on head of state who saw the world through two prisms: the cold war and France's old colonial ties. »
Elaine Sciolino, « After Chirac, a Question Mark on French Foreign Policy », *New York Times*, 2 mai 2007, http://www.nytimes.com/2007/05/02/world/europe/02france.html.

[4] Version originale : « They are of a different generation, and certainly there will be a fresh approach. »
« After Chirac, a Question Mark on French Foreign Policy ».

étape dans la politique étrangère de la France ou est-ce qu'ils sont des occasions exceptionnelles ? » Ces questions s'appliquent surtout à la politique étrangère de la France envers les pays arabes, les autres pays européens, et les États-Unis. À cause de leur importance économique, stratégique et diplomatique, ces trois régions étaient traditionnellement au centre de la formulation du programme diplomatique du président français, et elles continuent à l'être pendant la présidence de Sarkozy. En août 2007, dans son premier grand discours sur la politique étrangère comme président, Sarkozy a beaucoup parlé des « crises du Moyen-Orient » et de ses réponses diplomatiques, de la puissance potentielle de l'Union européenne et sa « responsabilité et [son] rôle au service de [sa] sécurité et de celle du monde » et de l'amitié franco-américaine. Pendant la présidence de Chirac, la France s'est opposée à l'intervention militaire par les puissances occidentales dans le Moyen-Orient, a rejeté l'adoption de la constitution européenne et l'intégration qu'elle signifiait et s'est éloignée des États-Unis. En contraste, Sarkozy a pris une position intransigeante envers le programme nucléaire iranien, a réaffirmé l'attachement de la France à l'intégration européenne et a signalé un renouvellement de l'amitié franco-américaine. Le président s'est décrit en disant :

> « Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de France forte sans l'Europe, comme il n'y a pas d'Europe forte sans la France.
>
> Je suis de ceux qui pensent que l'émergence d'une Europe forte, acteur majeur sur la scène internationale, peut contribuer de façon décisive à la reconstruction de cet ordre mondial plus efficace, plus juste, plus harmonieux, que réclament nos peuples.
>
> Je suis de ceux qui pensent que l'amitié entre les États-Unis et la France est aussi importante aujourd'hui qu'elle l'a été au cours des deux siècles passés. […]
>
> Je suis de ceux qui pensent que les liens anciens et de tous ordres qui nous unissent aux peuples de la Méditerranée et, au-delà, de l'Afrique sont un atout, une chance pour peu

> que nous ayons l'ambition et la volonté de les organiser et de les renforcer, en rompant définitivement avec d'anciennes pratiques. »[5]

Les analystes internationaux ont fait attention à ce discours et au ton du nouveau président, et, optimistes, ils ont fait l'éloge de ce renouvellement de la politique étrangère française.

Des journaux autour du monde ont publié des analyses, des critiques, et des prédictions de la politique étrangère que Sarkozy venait de présenter. En France, *Le Monde* a annoncé que « Sarkozy donne un ton nouveau à la diplomatie française »[6] tandis que *Le Figaro*, un journal de droite, a déclaré :

> « En diplomatie, la « rupture » de Nicolas Sarkozy, c'est un nouveau dynamisme. C'est surtout une nouvelle façon de situer la France au cœur des affaires du monde… Ce qui est nouveau, c'est que la France ne se pose plus en rivale des États-Unis. Elle ne se laisse plus enfermer dans un rôle qui n'est pas le sien : celui de point de ralliement pour tous ceux qui s'opposent à l'Amérique… On le voit, en diplomatie, la « rupture » sarkozyste est réelle. Elle est d'autant plus remarquable qu'elle ménage une dose nécessaire de continuité ».[7]

Dans le monde anglophone – en Angleterre, aux États-Unis et même à Singapour – les journalistes ont annoncé un grand changement en France. Le quotidien britannique *The Guardian* a publié un article intitulé, « Le discours de Sarkozy signale un changement diplomatique français ».[8] Le *Strait Times*, un journal singapourien, a déclaré avec confiance : « Sarkozy révise (*overhauls*) la politique étrangère française ; une nouvelle tendance pro-américaine se relève tandis que le chef d'État français change les anciennes

---

[5] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs ».
[6] Natalie Nougayrède, « Sarkozy donne un ton nouveau à la diplomatie française », *Le Monde* (Paris, France), 28 août 2007.
[7] Pierre Rousselin, « Diplomatie : rupture et continuité », *Le Figaro* (Paris, France), 28 août 2007.
[8] Version originale : « Sarkozy speech signals French diplomatic shift ».
Angelique Chrisafis, « From Iran to US, Sarkozy speech signals French diplomatic shift », *The Guardian* (London, UK), 27 août 2007.

priorités ».[9] Le journaliste a continué : « C'est la restructuration de la diplomatie française la plus spectaculaire depuis presque un demi-siècle… Il n'y a pas de doute que M. Sarkozy a lancé une révolution diplomatique ».[10] À travers son grand discours, Sarkozy a réussi à attirer l'attention des médias et de la communauté diplomatique.

En dépit de tous les grands projets et ambitions du président, en 2011 le « Printemps arabe » s'est présenté inopinément comme une épreuve ainsi qu'une opportunité diplomatique. Sous la direction de Sarkozy, la France s'est jetée visiblement dans les affaires des pays arabes et en particulier dans la révolution libyenne. La France a surtout essayé d'agir multilatéralement avec ses alliés traditionnels, ses voisins européens, les États-Unis et les pays arabes. Pour comprendre les décisions et les actions que la France a prises, il faut comprendre les relations complexes entre la France et les pays méditerranéens, les pays européens et les États-Unis. Dans ce chapitre, je vais analyser les politiques de Sarkozy envers ces trois régions et examiner dans quelle mesure elles représentent une continuation ou une rupture de la politique étrangère française traditionnelle. Je trouve que Sarkozy soutient la vision gaullienne traditionnelle de la France comme une grande puissance mondiale, mais sa rhétorique forte et son énergie personnelle lui permettent d'affirmer cette vision d'une façon plus visible que ses prédécesseurs – notamment en revendiquant un rôle actif et déterminant pour la France au sein des institutions internationales et en démontrant que la France prend l'initiative pour gérer efficacement des problèmes internationaux.

---

[9] Version originale : « Sarkozy overhauls French foreign policy ; New pro-US bias revealed as French leaders overturns past priorities ».
Jonathan Eyal, « Sarkozy overhauls French foreign policy », *The Strait Times* (Singapore), 29 août 2007.
[10] Version originale : « This is the most spectacular overhaul of France's diplomacy in almost half a century… There is no question that Mr Sarkozy has now unleashed a diplomatic revolution ».

La politique de Sarkozy envers les pays méditerranéens

La France est avant tout un pays européen. Comme on l'a vu dans le premier chapitre, elle se considère au cœur d'une Europe unifiée et elle conçoit maintenant son destin comme étant intimement lié à celui de l'Europe. On voit l'importance des relations franco-européennes dans le discours sur la politique étrangère de Sarkozy où le président mentionne déjà « le rôle de l'Europe » dans la quatrième phrase. Cependant, la France, dont la frontière sud est la mer Méditerranée, s'intéresse aussi aux relations avec les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Elle a des liens historiques, économiques, militaires, diplomatiques et culturels depuis longtemps avec ces voisins riverains. Depuis des millénaires, le bassin méditerranéen est un lieu de culture caractérisé par l'échange d'idées et de technologies avec les pays qui se baignent dans cette mer commune. Depuis la Renaissance, la France a souvent cherché et trouvé des moyens de profiter économiquement, militairement et diplomatiquement de ses relations avec ces pays. La France s'est servie des pays méditerranéens non-européens pour affirmer et augmenter sa puissance, surtout vis-à-vis de ses voisins d'Europe. Au XVI^{e} siècle, par exemple, pour s'opposer à la domination de la famille Habsbourg en Europe du Sud et en Europe centrale, la France s'est alliée avec l'empire Ottoman musulman. Aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, quand les grands états européens se concurrençaient dans la construction de vastes empires coloniaux, la France a pris contrôle et exploité des terres méditerranéennes comme le Maroc, la Tunisie et l'Algérie pour démontrer sa puissance économique et militaire face au Royaume-Uni, à l'Allemagne, et à la Belgique. Grâce à ses territoires coloniaux, la France a trouvé de nouveaux débouchés et des ressources naturelles importantes pour son industrie domestique ; dans ses conquêtes, elle a trouvé

du prestige ; et dans sa « mission civilisatrice », elle a trouvé une justification morale pour ses actions.

Après la Seconde guerre mondiale, les relations franco-arabes étaient très tendues en Afrique du Nord ainsi qu'au Moyen-Orient. La France s'opposait à l'indépendance de ses colonies méditerranéennes, y compris le Maroc, la Tunisie et l'Algérie en Afrique du Nord et la Syrie et le Liban au Moyen-Orient. En plus, les relations amicales franco-israéliennes pendant les années 1950 et la crise du canal de Suez en 1956 a rendu la France peu populaire aux yeux des pays arabes. En tant que président, Charles de Gaulle a dirigé une politique d'ouverture vers le tiers monde, y compris les pays arabes, comme partie de ses efforts pour faire l'équilibre entre le bloc américain et le bloc soviétique dans le contexte de la guerre froide.[11] Après la guerre de Six Jours en 1967, de Gaulle a complètement changé la politique française envers Israël dont il a commencé à condamner les actions et contre lequel il votait (en faveur des pays arabes) au sein de l'ONU. De Gaulle a aussi commencé à donner de l'argent et à vendre des armes aux gouvernements arabes et nord-africains. En grande partie, Giscard d'Estaing Mitterrand, et Chirac ont continué la politique arabe de De Gaulle.

En 2007, Nicolas Sarkozy a changé le ton du discours national et diplomatique envers l'Afrique du Nord. Pendant sa campagne pour la présidence française, il a introduit le projet pour l'Union pour la Méditerranée, une nouvelle institution pour réunir tous des pays méditerranéens divers d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ; des pays musulmans, chrétiens, et juif ; des pays développés et en voie de développement. À

[11] Maurice Vaîsse et Jean-Paul Bled, « La politique arabe de la France est-elle un mythe ? », *Le Monde*, 14 octobre 2011, http://www.lemonde.fr/idees/video/2011/10/14/rendez-vous-de-l-histoire-la-politique-arabe-de-la-france-est-elle-un-mythe_1587965_3232.html.

travers son choix de vocabulaire, Sarkozy a cherché à définir un espace plus vaste que juste l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient, et plus divers que « les pays arabes ». Dans son discours de victoire le soir de son élection, Sarkozy mentionne trois fois la « Méditerranée » et ne prononce jamais le mot « arabe ». Le 7 février 2007, trois mois avant l'élection présidentielle, Sarkozy a donné un discours important à Toulon où il a dit : « C'est dans la perspective de l'Union Méditerranéenne qu'il nous faut repenser ce qu'on appelait jadis la politique arabe de la France. »[12] Sarkozy a continué la tradition diplomatique française de l'engagement actif au Moyen-Orient, mais il a cherché de nouvelles voies et de nouveaux forums pour gérer les mêmes défis. Ce grand projet montre un des principes directeurs de la politique étrangère de Sarkozy : la France peut mieux affirmer sa puissance au sein des institutions diplomatiques. Sarkozy, comme les autres présidents de la V^{e} République, s'est beaucoup occupé de l'économie, de la sécurité et du prestige français, et il a considéré la création de l'Union Méditerranéenne comme une opportunité diplomatique et économique pour la France.

Dans le domaine diplomatique, Sarkozy considérait la Méditerranée comme un nouvel espace politique où la France pourrait revendiquer son autorité diplomatique lorsque sa puissance au sein de l'Union européenne aurait diminué face à l'expansion de l'UE vers l'Est. Un chercheur espagnol, José Ignacio Torreblanca, a écrit : « Pour être vraiment porteur de changement, le leadership de Sarkozy aura besoin d'établir de nouvelles institutions, et pas seulement de modifier la position de la France au sein des

[12] « Sarkoy propose une "union méditerranéenne" avec la Turquie comme "pivot" », *Agence France Presse* (Paris, France), 7 février 2007, http://www.lexisnexis.com/lnacui2api/results/docview/docview.do?docLinkInd=true&risb =21_T13919104531&format=GNBFI&sort=DATE,A,H&startDocNo=1&resultsUrlKey=29_T13919097269&cisb=22_T13919103165&treeMax=true&treeWidth=0&csi=305052&docNo=16.

institutions existantes ».[13] La stratégie de créer une nouvelle institution est logique parce qu'elle donne à la France l'opportunité de déterminer les structures d'autorité au sein de cette institution dès le début au lieu de devoir modifier des rapports déjà institutionnalisées. En plus, comme l'indique Jean-François Daguzan, un chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris, le choix de l'espace méditerranéen fait partie d'une longue tradition française : « Quand les stratégies européennes sont bloquées, la Méditerranée semble une alternative évidente ».[14] La France est le pays méditerranéen le plus riche avec l'économie la plus forte ; en proposant une nouvelle institution « méditerranéenne » (par contraste avec l'Union « pour » la Méditerranée qui a finalement été créée), la France a imaginé un espace où elle pourrait prendre sa position naturelle de « leader » sans partager son influence avec d'autres puissances comme le Royaume-Uni et l'Allemagne. Avec l'adhésion des nouveaux états à l'Union européenne pendant les années 2000, la voix de la France est devenue moins forte. Pourtant, au début de la construction de l'Union européenne, la France a eu une influence significative sur les autres membres. Sarkozy imaginait que l'influence française dans la Méditerranée, région cruciale pour la sécurité, l'énergie, et le commerce, augmenterait avec la création d'une nouvelle institution basée sur des idées et des valeurs françaises. L'institution donnerait à la France un forum institutionnalisé où elle pourrait influencer directement et continuellement les décisions des pays méditerranéens en matière d'économie et de

[13] Version originale : « In order to be truly transformative, Sarkozy's leadership will have to build new institutions, not only alter the position of France within existing ones. »
José Ignacio Torreblanca, « Sarkozy's foreign policy: where do European interests and values stand? », *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior*, February 2008.
[14] Version originale : « When European strategies are blocked, the Mediterranean appears to offer an obvious alternative ».
Jean-François Daguzan, « France's Mediterranean Policy: Between Myths and Strategy », *Journal of Contemporary European Studies* 17, no. 3 (décembre 2009) : 388.

sécurité – sans que les autres puissances européennes comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni ne participent aux discussions.

Sarkozy a aussi imaginé la construction de cette Union pour la Méditerranée comme une étape vers la résolution de plusieurs défis diplomatiques français comme la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et le conflit israélo-palestinien. Sarkozy s'est opposé à l'adhésion de la Turquie ; quelques jours avant son élection, il a dit : « La place de la Turquie n'est pas dans l'Union européenne, mais dans l'Union méditerranéenne ».[15] Il a expliqué : « l'Europe ne peut pas s'élargir sans arrêt si elle veut avoir une identité ». Donc, il a proposé l'Union méditerranéenne comme une alternative à l'Union européenne dans laquelle la Turquie, un « grand pays méditerranéen », peut être le « pivot ».[16] Pour Sarkozy, la création de l'Union Méditerranéenne était une façon de protéger l'influence française au sein de l'UE de la Turquie et de l'augmenter vis-à-vis des autres pays méditerranéens. L'idée de créer une institution avec les pays européens, les pays africains, les pays arabes, l'Israël et l'Autorité palestinienne représente aussi une nouvelle tentative d'institutionnalisation du processus de paix israélo-palestinien. La France était déjà active dans ce processus, à la fois en tant que membre du Quartet (i.e. l'ONU, l'UE, les États-Unis et la Russie) et pays indépendant. Sarkozy voulait réaffirmer le rôle de la France comme médiateur neutre ainsi que trouver une vraie solution en mettant les négociations diplomatiques dans un contexte où les pays voisins auraient une voix. Il croyait que ce forum serait plus efficace que les tentatives américaines d'établissent d'un dialogue constructif entre les Israéliens et les Palestiniens.

[15] « Sarkoy invite la France et l'Europe à se tourner vers la Méditerranée », *Agence France Presse* (Paris, France), 3 mai 2007.
[16] « Sarkoy propose une "union méditerranéenne" avec la Turquie comme "pivot" ».

Le 13 juillet 2008, les chefs d'état des 27 états-membres de l'Union européenne et des 16 autres pays méditerranéens se sont réunis à Paris pour lancer l'Union pour la Méditerranée (UPM), qui diffère beaucoup de l'Union Méditerranéenne originalement proposée par Sarkozy. Le président français voulait créer une nouvelle organisation régionale et intergouvernementale indépendante de l'Union européenne et du processus de Barcelone (une initiative lancée en 1995 par l'Union européenne et 10 autres états méditerranéens pour construire un espace de paix, de sécurité et de prospérité). En fait, Daguzan écrit que Sarkozy « a proposé une *Union méditerranéenne* comme un anti-Processus de Barcelone ».[17] Selon son modèle original, seuls les pays autour de la Méditerranée seraient éligibles pour l'adhésion, et le reste de l'Union européenne ne le serait pas. Plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne, se sont opposés au projet français. Après beaucoup de pression et des négociations, la France a accepté d' « européaniser » l'institution en la désignant comme une extension du Processus de Barcelone et donc une union entre « les 27 états membres de l'UE et 16 partenaires de la région du sud de la Méditerranée, d'Afrique et du Moyen-Orient. »[18] Au sommet de l'inauguration de l'Union pour la Méditerranée, les 43 chefs d'état ont réaffirmé les objectifs du Processus de Barcelone et ont déclaré leur intention de « transformer la Méditerranée en un espace de paix, de démocratie, de coopération et de prospérité ».[19]

L'Union pour la Méditerranée est fondamentalement une institution économique qui vise à promouvoir le développement et l'intégration économiques à travers beaucoup

[17] Daguzin, « France's Mediterranean Policy », 395.
[18] « Union pour la Méditerranée », *Union européenne*, http://eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm.
[19] « Déclaration commune du sommet de l'Union pour la Méditerranée », *Union pour la Méditerranée*, 13 juillet 2008.

de petits projets commerciaux spécifiques et concrets. Les objectifs officiels du secrétariat de l'UPM incluent :

- Identifier et promouvoir des projets parmi les membres de l'UPM ;
- Identifier et stimuler l'intérêt et la participation des partenaires en matière du financement et de mise en place des projets ;
- Garantir la coordination et assister les partenaires dans le cadre du financement, de la mise en place et de l'évaluation des projets ; et
- Augmenter la visibilité de l'UPM dans les secteurs publics et privés au sein de l'UPM et à l'étranger.[20]

Même les autres objectifs de l'UPM comme la sécurité, la migration, l'environnement et la nutrition ont des implications économiques. Les difficultés liées à ces problèmes sociaux déstabilisent les économies domestiques et le commerce international parce qu'elles interrompent les activités commerciales, perturbent la main d'œuvre et introduisent l'instabilité, l'incertitude, et les risques à la propriété. En résolvant ces problèmes, l'UPM rétablit la confiance des gens d'affaires et crée de meilleures conditions économiques.

Quand il a proposé la création de l'Union méditerranéenne, Sarkozy était intéressé par les avantages économiques qu'apporteraient des relations étroites avec les pays méditerranéens non-européens tels de nouveaux débouchés et partenaires commerciaux riche de ressources naturelles comme le pétrole. Le président français a compris que plusieurs de ces pays sont en voie de développement et leurs marchés donc ont beaucoup de potentiel de croissance. Dans son livre *Témoignage*, Sarkozy écrit : « Je crois ainsi

[20] « Objectives », *Union pour la Méditerranée*, http://www.ufmsecretariat.org/en/objectives.

nécessaire que nous « revisitions » nos relations économiques traditionnelles pour les réorienter vers les zones de forte croissance ».[21] En créant un forum qui facilite la coopération intergouvernementale et en promouvant les liens commerciaux entre les entreprises privées françaises et méditerranéennes, la France pourrait être un des premiers pays à entrer dans ces nouveaux marchés et s'établir comme un partenaire central.

Partenaire économique important pour la France et les autres états européens, la Libye était le seul pays au bord de la Méditerranée à refuser de faire partie de l'UPM. Depuis le renversement de la monarchie libyenne et l'avènement de Kadhafi en 1969, les relations entre la Libye et l'Ouest étaient extrêmement tendues. Kadhafi s'est servi d'une rhétorique pro-arabe et anti-impérialiste ainsi que des tactiques de terreur contre les pays occidentaux. Au moment du commencement du Processus de Barcelone en 1995, la Libye était un état voyou puni par des sanctions internationales. Cependant, à partir de 2003 les relations entre la Libye et l'Europe se sont normalisées après que Kadhafi ait renoncé à son programme nucléaire et au terrorisme, et a payé des réparations aux victimes de l'attentat de Lockerbie. En octobre 2004, l'UE a supprimé ses sanctions contre la vente d'armes à la Libye.

La France était enthousiaste de renouveler ses relations avec la Libye. En novembre 2004, un mois après la suppression des sanctions, Chirac s'est rendu en visite officielle à Tripoli. Il a lancé la coopération franco-libyenne en matière d'énergie nucléaire civile et les négociations sur la vente d'armes et d'avions. À travers ces contrats, la France voulait s'établir dans un nouveau marché en train de se libéraliser et renforcer les liens entre les entreprises françaises et le gouvernement libyen. Mais il y avait aussi

[21] Nicolas Sarkozy, *Témoignage* (Paris: XO Éditions, 2006), 257.

des enjeux politiques – la France, traditionnellement sceptique face à la puissance américaine, voulait limiter l'influence des États-Unis en Libye en empêchant l'hégémonie américaine sur le marché libyen. Au début de sa présidence, Sarkozy a continué ce rapprochement avec la Libye. Il a pris la tête des négociations délicates pour la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien qui étaient détenus en Libye pour avoir (selon Kadhafi) inoculé le virus du sida à 426 enfants. Au cours de deux visites bilatérales officielles (une à Tripoli et l'autre à Paris), Sarkozy et Kadhafi ont signé plusieurs contrats lucratifs estimés à 10 milliards d'euros. Un de ces contrats a visé à fournir un réacteur nucléaire à la Libye, qui avait renoncé à son programme nucléaire. Malgré le réchauffement des relations entre la Libye et l'Europe, Kadhafi a toujours rejeté l'invitation de l'adhésion à l'UPM.[22]

La Méditerranée est une région hétérogène constituée à la fois d'anciens pays colonisateurs et colonisés situés sur trois continents avec des niveaux de développement économique différents. Cependant, pendant une visite officielle au Maroc, Sarkozy a rappelé aux peuples de la Méditerranée qu'ils partagent une grande histoire illuminée par une « lumière miraculeuse qui a éclairé les plus beaux rêves de l'humanité. »[23] À travers les voyages, le commerce, les campagnes militaires et la diplomatie, les cultures méditerranéennes se sont influencées mutuellement – mais « La Méditerranée » comme entité politique unifiée n'a pas de base historique. Aujourd'hui, la conception de « la Méditerranée » est utile pour la France sur le plan diplomatique et économique, comme la

[22] Yahia H. Zoubir, « Libya and Europe : Economic Realism at the Rescue of the Qaddafi Authoritarian Regime », *Journal of Contemporary European Studies* 17, no. 3 (décembre 2009): 401-414.
[23] Nicolas Sarkozy, « Le Discours du Président Sarkozy sur le Projet de l'Union de la Méditerranée », *Ambassade de la France auprès du Royaume-Uni*, 23 octobre 2007. http://www.ambafrance-uk.org/Discours-du-President-Sarkozy-sur.html.

création de l'Union pour la Méditerranée le démontre. La proposition d'une Union Méditerranéenne témoigne des grandes aspirations internationales de Sarkozy, tandis que le choix de créer une nouvelle institution illustre combien Sarkozy considère les institutions comme une source potentielle de puissance française. En même temps, le rejet du plan original de Sarkozy montre dans quelle mesure les institutions existantes renforcent le statu quo en donnant aux membres une voix plus forte pour s'opposer aux actions des pays ambitieux.

La politique de Sarkozy envers l'Union européenne

L'Union européenne est à l'origine une création française basée sur de nombreux traités que les états membres ont acceptés unanimement. Tout au long d'un processus qui s'est avéré continu, il y a eu une tension inhérente entre l'enthousiasme de la France pour la coopération multinationale et son scepticisme face à l'idée de rendre l'UE plus supranationale. Sarkozy est devenu président deux ans après le rejet définitif de la Constitution européenne en 2005, signe que le scepticisme était plus fort que l'enthousiasme chez les Français. En tant que président, Sarkozy a réorienté la politique étrangère française vers l'UE pour démontrer l'attachement de la France à l'Union européenne et son soutien à l'approfondissement de l'intégration européenne à travers le renforcement des institutions européennes. Il croyait qu'une Europe plus unifiée pourrait mieux revendiquer son rôle naturel sur la scène internationale et gérer les défis internationaux du XXI^{e} siècle, et il voulait que la France soit partie intégrale de cette puissante Europe.

Depuis les années 1950, les hommes d'état français comme Robert Schuman et Jean Monnet ont été le moteur de la construction de l'Union européenne. En 2002, cette tradition a continué quand Valéry Giscard d'Estaing, l'ancien président de la République, est devenu Président de la Convention établie dans le but de proposer des recommandations pour « réformer en profondeur l'Union afin de la rendre plus efficace, plus transparente, plus compréhensible et proche des européens ».[24] À travers les discussions de 2003 et 2004, les gouvernements des états-membres ont négocié et finalement accepté une constitution pour l'Union européenne basée sur les propositions de cette convention. Ce nouveau document remplacerait tous les traités fondateurs de l'Union européenne à l'exception du Traité de Rome de 1957. Il introduirait plusieurs changements dans l'institution comme la diminution des occasions d'exercer le droit de veto, le remplacement de la présidence tournante du Conseil européen par un président élu, la création d'un ministre des Affaires étrangères et la réduction d'un tiers de la taille de la Commission.[25]

Chaque gouvernement a dû officiellement ratifier la constitution à travers un vote parlementaire ou un référendum public. Jacques Chirac a choisi un référendum et il a encouragé les électeurs français à soutenir la constitution. Il a cautionné les électeurs contre le rejet du traité qui « ouvrirait une période de divisions, de doutes, d'incertitudes [en Europe] ».[26] Le 29 mai 2005, malgré les efforts de Chirac, 54.67% des électeurs français ont rejeté la constitution. Ce rejet représentait la frustration des Français vis-à-vis

[24] « Une Constitution pour l'Europe », *Union européenne*, http://europa.eu/scadplus/constitution /introduction_fr.htm.
[25] « A big, loud French "non" », *The Economist*, 29 mai 2005, http://www.economist.com/node/4028374.
[26] Béatrice Gurrey, « Jacques Chirac promet "une nouvelle impulsion" après le 29 mai », *Le Monde* (Paris, France), 28 mai 2005.

de la présidence de Chirac, particulièrement de sa politique économique. *The Economist* a écrit dans un article : « Beaucoup de Français ont rejeté la constitution simplement parce qu'ils en ont eu assez de M. Chirac et de l'incapacité de son gouvernement à revigorer l'économie et à baisser le taux de chômage – et ont voulu lui donner une gifle. »[27] Les électeurs craignaient aussi que la Constitution européenne impose des politiques économiques libérales « anglo-saxonnes » et voulaient protéger les industries françaises contre la compétition avec les pays de l'Est où il est moins cher de faire des affaires. Les Français ont rejeté la constitution à cause des enjeux et des problèmes domestiques, mais ce vote a envoyé le message à l'étranger que la France ne s'intéressait plus au projet d'intégration européenne. Fabio Liberti, un chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques, a observé : « La France a pratiquement disparu du plan politique européen entre 2005 et 2007 ».[28]

Après son élection en 2007, Sarkozy a eu l'opportunité de reformuler la politique de la France envers l'Union européenne et a su profiter de l'optimisme et l'enthousiasme qui accompagne le début d'un nouveau mandat présidentiel. Le soir de son élection à la présidence, Sarkozy a annoncé avec un ton de réconciliation : « Je veux lancer un appel à nos partenaires européens, auxquels notre destin est lié, pour leur dire que… je crois en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe. »[29] Dans son grand discours sur la politique étrangère, il a affirmé : « La construction de l'Europe

---

[27] Version originale : « Many Frenchmen rejected the constitution simply because they have had enough of Mr Chirac, and of his government's failure to revive the economy and cut France's high unemployment—and wanted to slap him in the face. »
« A big, loud French "non" ».

[28] Version originale : « France had all but disappeared from the European political map between 2005 and 2007. »
Fabio Liberti, « A General Evaluation of the French EU Presidency », *Affaires-Stratégiques*, 19 décembre 2008, http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article465.

[29] « Le discours de Nicolas Sarkozy », 6 mai 2007.

restera la priorité absolue de notre politique étrangère. Sans Union européenne forte et active, la France ne pourrait apporter de réponse efficace aux trois défis de notre temps. Sans Europe assumant son rôle de puissance, le monde serait privé d'un pôle d'équilibre nécessaire… [L'Union] doit s'affirmer progressivement comme un acteur de premier rang de la paix et de la sécurité dans le monde, en coopération avec les Nations-Unies, l'Alliance atlantique, l'Union africaine. »[30]

Depuis le début de sa présidence, Sarkozy a pris un rôle actif dans les négociations du Traité de Lisbonne, un document qu'il a décrit comme « une version simplifiée de la Constitution ».[31] Antonio Missiroli, le directeur des études à l'European Policy Centre à Bruxelles, a déclaré : « Sous Chirac il y avait une paralysie et la France n'a pas pu avoir un rôle proactif en Europe, tandis que Sarkozy était déterminé à surmonter l'impasse du traité. Il a eu une approche hyperactive aux politiques européennes. »[32] Les chefs d'état de l'UE ont accepté le traité de Lisbonne en décembre 2007, après de nombreuses négociations dans lesquelles Sarkozy a joué un rôle actif. En fait, c'était Sarkozy qui a convaincu Merkel, le président de l'UE à l'époque, qu'il fallait abandonner la Constitution et la remplacer par un autre traité.[33] Ce nouveau traité a introduit plusieurs des mêmes propositions que la Constitution de 2004 tel qu'un nouveau système de vote qualifié (la « double majorité » : 55% des états membres qui représente

---

[30] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs ».

[31] Liberti, « A General Evaluation of the French EU Presidency ».

[32] Version originale : « Under Chirac there was paralysis and France could not take a proactive role in Europe, whereas Sarkozy has been crucial in unblocking the impasse on the treaty. He has taken a hyperactive approach to European politics ».
Jamie Smyth, « Adoption of treaty ends crisis of confidence », *The Irish Times* (Dublin, Ireland) 27 décembre 2007.

[33] Renaud Dehousse et Anand Menon, « The French Presidency », *Journal of Common Market Studies* 47 (2009) 101.

65% des citoyens européens) pour rendre l'institution plus efficace, un ministre des Affaires étrangères pour rendre l'Europe plus visible sur la scène internationale et la Charte des droits fondamentaux pour mieux protéger les droits des citoyens européens.[34] Cependant, les auteurs ont enlevé le langage sur la « concurrence libre sans entraves » (*free and undistorted competition*) après que Sarkozy les a convaincu que les Français avaient rejeté la Constitution à cause des reformes économiques qui étaient incluses.[35] Après la défaite du traité dans un référendum irlandais en juin 2008, Sarkozy a fait pression sur le gouvernement irlandais pour organiser un nouveau référendum, sur le président polonais pour signer le traité déjà ratifié par son parlement et sur le gouvernement tchèque pour continuer le processus de ratification. En se mettant bien en vue au cours des négociations pour une cause que la France avait rejetée, Sarkozy a renforcé l'idée que la France voulait revendiquer son rôle central et déterminant dans la construction de l'avenir de l'Union européenne.

En juillet 2008, Sarkozy a eu l'opportunité de réaffirmer son attachement à l'Union européenne en assumant la présidence de l'Union européenne. Selon le chercheur Liberti, les objectifs de Sarkozy étaient « d'abord, de démontrer au monde que la France est revenu en Europe et de revendiquer l'influence que la France avait perdue avant la fin du mandat de Chirac et ensuite, de faire des progrès sur les priorités qui étaient historiquement une partie intégrale de la politique étrangère française. »[36] Sarkozy a identifié plusieurs priorités pour sa présidence : l'adoption du Pacte européen sur

[34] « Le Traité en bref », *Union européenne*, http://europa.eu/lisbon_treaty/glance/index_fr.htm.
[35] Maurizio Carbone, « From Paris to Dublin: Domestic Politics and the Treaty of Lisbon », *JCER* 5, no. 1 (2009) 51-52.
[36] Version originale : « Sarkozy's primary objectives were firstly to show the world that France was back in Europe and to reclaim the influence that France had lost by the end of Chirac's mandate and secondly to make progress on the issues that have historically been an integral part of French foreign policy. » Liberti, « A General Evaluation of the French EU Presidency ».

l'immigration et l'asile, la lutte contre le changement climatique, la réforme de la politique agricole commune (PAC), le renforcement de la Politique étrangère et de sécurité commune et la création de l'Union pour la Méditerranée.[37] Liberti a observé qu'en choisissant ces priorités, Sarkozy voulait démontrer au public français que la construction de l'UE pouvait progresser grâce à une volonté politique forte et à une diplomatie active. En plus, il voulait démontrer aux chefs d'état européens que la France pouvait revendiquer sa position comme moteur de la construction européenne. Le choix des priorités qui sont importantes pour les Français, comme l'immigration et la PAC, révèle la façon dont Sarkozy utilise l'Union européenne comme outil pour faire avancer les intérêts français.

Comme président de l'Union européenne, Sarkozy a dû s'occuper d'une série de trois crises internationales imprévues : le rejet du traité de Lisbonne dans le référendum irlandais, l'invasion russe de la Géorgie et la crise économique qui a suivi la faillite de Lehman Brothers aux États-Unis. Surtout dans le cas de la guerre en Géorgie, Sarkozy a nettement démontré que le président de l'Union européenne, et donc l'UE elle-même, peut être un acteur déterminant sur la scène internationale et répondre efficacement aux crises internationales au-delà de ses frontières. Le 12 août, 5 jours après que la Russie ait envahi son voisin, Sarkozy a pris l'initiative d'aller à Moscou pour négocier un cessez-le-feu entre les deux belligérants. Au début de septembre, il a réussi à obtenir le retrait des forces russes et le déploiement des soldats européens pour surveiller ce retrait. Pour expliquer son sentiment d'urgence, Sarkozy a fait référence à la crise en Bosnie pendant

[37] « Présidence française de l'Union européenne : programme de travail », *Gouvernement français*, 19 séptembre 2008, http://www.ue2008.fr/PFUE/lang/fr/accueil/presidence_du_conseil/presidence_francaise.html.

les années 1990. Il a dit : « Quand… [s'est présenté] la crise géorgienne, nous avons eu à l'esprit une obsession : arrêter la guerre et ne pas tomber dans ce qui s'était passé au moment de la Bosnie. »[38] Pendant cette crise-là, l'Europe n'est pas arrivée à négocier une fin aux hostilités ou intervenir militairement d'une façon efficace sans l'assistance des États-Unis. Cet épisode renforce l'idée dans la conscience du gouvernement française que l'Europe a besoin de sa propre force militaire indépendante de l'Otan pour qu'elle puisse défendre ses intérêts dans le monde. Par contraste, le succès des négociations menées par Sarkozy a démontré la puissance diplomatique de la France et l'Union européenne. L'admission de Vladimir Poutine que « Sarkozy a joué un grand rôle de pacification »[39] témoigne du respect que les autres pays ont ressenti envers la France et l'Europe en tant que forces médiatrices. Sarkozy a montré que l'Union européenne peut utiliser effectivement son poids économique et diplomatique comme force d'appui pour faire pression sur les autres états, y compris la Russie, son partenaire commercial central, et la Géorgie, qui aspire à l'adhésion à l'UE. Sarkozy peut faire appel à cet épisode pour justifier ses appels réitérés à l'Union européenne l'exhortant à devenir un acteur plus actif sur la scène internationale.

Dans *The International Herald Tribune*, un journaliste a déclaré : « Le leadership de Sarkozy a reconnecté les Français et l'UE, juste trois ans après que la France – membre fondateur du bloc – ait choqué elle-même et les autres en rejetant la constitution

[38] Nicolas Sarkozy, « Discours de Nicolas Sarkozy au Parlement Européen », *Ambassade de la France auprès de la Chine*, 8 janvier 2009, http://www.consulfrance-pekin.org/Discours-de-Nicolas-Sarkozy-au-Parlement-Europeen.html.
[39] Etienne Mougeotte, « Vladimir Poutine : "Nicolas Sarkozy a joué un grand rôle de pacification" », *Le Figaro* (Paris, France), 13 septembre 2008.

de l'UE lors d'un référendum ».[40] À ce moment-là, il semblait que la France avait tourné le dos au projet d'intégration européenne. Cependant, au début de sa présidence, Sarkozy avait réaffirmé son attachement au projet de la construction d'une Europe unifiée en disant : « Il n'y a pas de France forte sans l'Europe, comme il n'y a pas d'Europe forte sans la France. »[41] Il voulait réaffirmer la puissance diplomatique de la France pendant sa présidence, et il a reconnu que d'abord, la France devait revendiquer sa position déterminante auprès de ses voisins européens. Sarkozy, souvent appelé un « leader hyperactif »,[42] avait une vision forte de la France et de l'Europe en tant que des puissances internationales et avait l'énergie pour essayer de la réaliser. Il a profité de sa présidence de l'UE pour gérer ses propres priorités au sein des institutions européennes avec la coopération des autres états-membres, tandis que les crises internationales lui ont donné l'occasion de démontrer le potentiel de l'UE comme médiatrice et actrice diplomatique internationale. Sarkozy a réussi à démontrer que la France est encore un membre intégral de l'UE et il a eu un impact significatif sur l'Union européenne au sujet de la ratification du traité de Lisbonne. Cependant, sa présidence a été caractérisée surtout par son « hyperactivité », sa personnalité forte et sa vision personnelle de l'Europe – trois éléments qui étaient absents chez Catherine Ashton, la nouvelle Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères, de même que chez les prochaines présidences de l'UE comme la « *cool-tempered* » présidence du Premier ministre

[40] Version originale : « Sarkozy's leadership has helped to reconnect the French with the EU, just three years after France – a founding member of the bloc – shocked itself and others by rejecting the EU's constitution in a referendum. »
Stephen Castle et Katrin Bennhold, « Has Sarkozy's stint changed the EU? », *International Herald Tribune* (Neuilly-sur-Seine, France), 18 décembre 2008.
[41] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs. »
[42] Liberti, « A General Evaluation of the French EU Presidency ».

suédoise Fredrik Reinfeldt en 2009[43] et « l'invisible » présidence du Premier ministre espagnol José Luis Rodriguez Zapatero en 2010.[44] Sarkozy s'est distingué nettement des autres présidents par ses grandes ambitions pour l'Union européenne en tant que puissance diplomatique internationale et par sa conviction inébranlable dans l'importance du rôle de la France au sein de l'Union.

La politique de Sarkozy envers les États-Unis

La France et les États-Unis jouent des rôles importants sur la scène internationale en tant que puissances diplomatiques, économiques et militaires. Si l'histoire de leurs relations est longue et complexe, et elle est malgré tout caractérisée dans l'ensemble par nombre de similarités et un esprit de coopération. Aujourd'hui l'ambassade de France à Washington met l'accent sur « la richesse [et] la densité de la relation entre la France et les États-Unis ». Elle écrit :

> « Cette amitié franco-américaine… s'enracine dans des valeurs communes [comme la démocratie, la liberté et le respect des droits de l'homme]. Ainsi le rêve américain des Pères fondateurs se confond-il très largement avec les idéaux portés par la Révolution française. […] Cette communauté de valeurs constitue aujourd'hui le bien le plus précieux aux deux pays d'affronter ensemble les grands défis communs auxquels ils sont confrontés. […] La solidarité très profonde qui unit la France et les États-Unis illustre une fois de plus cet enseignement tiré de notre histoire commune : […] chaque fois que les valeurs qui fondent notre civilisation sont menacées, nos deux pays se retrouvent tout naturellement côte à côte au service de la même cause. »[45]

Cependant, J. F. V. Keiger de l'European Studies Research Institute note que la France est pragmatique, et donc elle mène une politique envers les États-Unis qui la permet de

[43] Valentina Pop, « Swedish EU presidency marked by "Nordic efficiency" », *EU Observer*, 23 décembre 2009, http://euobserver.com/18/29185.
[44] Andrew Rettman, « Spain ends invisible EU Presidency, » *EU Observer*, 30 juin 2010, http://euobserver .com/18/30385.
[45] « Relations franco-américaines », *La France aux États-Unis*, 24 août 2011, http://fr.ambafrance-us.org /spip.php?rubrique9.

maximiser sa puissance limitée.[46] Au cours de l'histoire franco-américaine, les différences d'intérêt et de vision du monde entre les deux pays ont provoqué des conflits entre la France et les États-Unis, notamment pendant les présidences de Charles de Gaulle et de Jacques Chirac.

Pendant les années 1960, Charles de Gaulle a dû trouver une place pour la France en tant que puissance mondiale dans le cadre d'un système bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS. Il a soutenu que « la France ne peut être la France sans la grandeur »[47] et a donc promu l'idée que le destin a donné à la France un rôle unique dans le monde. Pour réaliser concrètement cet idéal, comme je l'ai indiqué dans le premier chapitre, Charles de Gaulle a mené une politique étrangère soucieuse avant tout de préserver l'indépendance française. Selon de Gaulle, l'indépendance française signifiait d'abord être indépendant des États-Unis en matière de politique étrangère, et donc il a éloigné la France de l'influence américaine en la retirant du commandement militaire intégré de l'Otan en 1966. De Gaulle a reconnu que la France et les États-Unis partageaient des intérêts stratégiques mais il a toujours refusé de reconnaître l'hégémonie américaine. Hubert Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères, a résumé la politique de De Gaulle envers les pays de l'Atlantique avec la phrase suivante, « amis, alliés, pas alignés ».[48] Ce principe d'indépendance est devenu central à l'image que le gouvernement français a de la place de la France dans le monde et tous les présidents français de De Gaulle à Sarkozy

---

[46] Version originale : « France's attitude to the United States… has been all about managing France's own limited power in the most pragmatic of ways. »
J. F. V. Keiger, « The "novelty" of Sarkozy's foreign policy towards NATO and the US: the long view », *European Political Science* 9 (2010): 161.
[47] Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre* (Paris: Libraire Plon, 1954).
[48] Thomas Wieder, « OTAN : La reintegration n'indique pas en soi un alignement sur les États-Unis », *Le Monde*, 12 mars 2009, http://www.lemonde.fr/international/article/2009/03/12/otan-la-reintegration-n-indique-pas-en-soi-un-alignement-sur-les-États-Unis_1167224_3210.html.

ont réaffirmé l'idée que la France doit poursuivre ses propres intérêts plutôt que d'adopter ceux des États-Unis.

Les présidents depuis de Gaulle ont soutenu un système international basé sur les institutions internationales légitimes et le droit international qu'elles établissent. Les états les plus puissants dominent dans un système anarchique, mais en théorie les institutions comme l'ONU donnent aux autres états une voix et un cadre pour influencer et contenir les super-puissances comme les États-Unis. En 2003, les tentatives américaines de contourner les institutions et envahir unilatéralement l'Irak ont suscité une opposition vigoureuse de la part du président français Jacques Chirac et a provoqué un grand conflit diplomatique entre la France et les États-Unis. Frédéric Charillon, le directeur de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, a observé : « La raison et l'intérêt national français dans la crise ont consisté à préserver l'autonomie de l'ONU – un des derniers cercles internationaux dans lequel la France avait encore le rang de grande puissance, c'est-à-dire le droit de veto. »[49] Il a écrit que selon Chirac, l'approche militaire américaine à la situation en Irak « a représenté tout ce qu'il aurait fallu éviter. C'est-à-dire : l'emploi unilatéral de la force pour résoudre un problème complexe, contre la volonté de la majorité des états et des peuples et sans le vrai soutien de l'ONU. »[50] Cependant, cette opposition forte à une proposition que President Bush considérait comme impérative à la sécurité et aux intérêts américains a suscité un profond sentiment anti-français aux États-

[49] Version originale : « French rationale and national interest in the crisis consisted of preserving the autonomy of the UN – one of the last international circles in which France still had the rank of a great power, namely a veto. »
Frédéric Charillon, « France and the US: from reluctant alliance to ambiguous *rapprochement* », *European Political Science* 9 (2010) : 192.
[50] Version originale : « The US attitude towards the Iraqi crisis represented all that should have been avoided. That is to say: the unilateral use of force to solve a complex problem, against the will of most states and peoples and without the genuine support of the UN. »
Charillon, « France and the US », 191.

Unis. Les Américains considéraient les actions de Chirac pour combattre leur implication dans le conflit irakien comme autant de preuves que la France n'était pas une vraie alliée des États-Unis, et ce sentiment leur a fait oublier que Chirac avait soutenu les États-Unis à de nombreuses reprises pendant sa présidence. Ainsi, les américains ont perdu de vue le fait que Chirac avait joué un rôle important dans les opérations de l'Otan en Bosnie, avait partagé les renseignements secrets, et avait envoyé des troupes françaises en Afghanistan.[51]

Quand Sarkozy est devenu président en 2007, les relations entre la France et les États-Unis étaient extrêmement tendues. Le nouveau chef d'État, qui avait déjà une réputation d'admirateur des États-Unis, a eu l'opportunité de redéfinir les relations franco-américaines et les rendre plus amicales. Il a adopté une rhétorique et une attitude plus conciliante et pro-américaine que celles de son prédécesseur, et il a pris les mesures nécessaires pour rassurer les États-Unis de son attachement à l'amitié franco-américaine. Cette rhétorique a réussi à mettre de l'avant la coopération franco-américaine qui a toujours existé, même pendant les périodes de conflit entre les deux pays. La décision que Sarkozy a prise d'améliorer l'amitié franco-américaine fait partie de ses efforts pour revendiquer une place déterminante pour la France dans le système international et donner à la France la réputation « d'avoir l'esprit d'équipe (*be a team player)* ».[52]

Un élément fondamental de l'identité et de la politique étrangère françaises est l'idée que la France est une grande puissance mondiale, même si les autres pays ne la voient pas toujours ainsi. Sarkozy voulait rétablir l'influence française et la réputation de

[51] Jolyon Howorth, « Sarkzoy and the "american mirage" or why guallist continuity will overshadow transcendence ». *European Political Science* 9 (2010) : 205-206.
[52] John Vinocur, « Now it's Sarkozy's turn to leave a mark on EU », *International Herald Tribune* (Neuilly-sur-Seine, France), 3 juin 2008.

la France en tant que force déterminante, et il a compris qu'il fallait prendre en considération la place, la puissance et l'influence des États-Unis dans le système international en élaborant une stratégie faisable pour réaliser sa vision pour son pays. Le président savait que les États-Unis continueraient à dominer la scène internationale, et il s'est rendu compte que la France ne pouvait pas continuer à toujours s'opposer aux États-Unis si elle voulait devenir, selon les termes de Sarkozy, « [un pays] que l'on écoute de nouveau sur la scène internationale. »[53] Il a écrit : « [Les États-Unis sont] la première puissance économique, monétaire et militaire du monde […] Nul besoin d'être un grand stratège international pour comprendre que notre intérêt est d'avoir les meilleures relations avec ce pays. »[54] Cependant, en respectant la tradition de l'indépendance française, Sarkozy a clarifié sa position après son élection : « Alliés ne veut pas dire alignés et je me sens parfaitement libre d'exprimer nos accords comme nos désaccords, sans complaisance ni tabou. »[55]

À travers sa rhétorique et ses actions symboliques, Sarkozy a donné l'impression qu'il lançait une nouvelle époque dans les relations franco-américaines. Il a nommé Bernard Kouchner, le cofondateur de Médecins sans frontières, comme ministère des Affaires étrangères. Kouchner, un socialiste, avait la réputation d'être pro-américain parce qu'il avait soutenu le renversement de Saddam Hussein en Irak.[56] En août 2007, trois mois après son élection, Sarkozy a décidé de passer ses vacances dans le New Hampshire

[53] Sarkozy, *Témoignage*, 280.
[54] Sarkozy, *Témoignage*, 262.
[55] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs ».
[56] Vivienne Walt, « Diplomat Without Borders », *Time Magazine*, 28 juin 2007, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1638168,00.html.

au lieu de la Côte d'Azur,[57] et en novembre il s'est rendu en visite officielle à Washington où il a rencontré le président Bush et a fait un discours devant le Congrès. Sarkozy leur a dit : « Je veux être votre ami, votre allié, votre partenaire. Mais je veux être un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre parce que ce sont les valeurs que nous partageons ensemble. »[58] Plus concrètement, en avril 2008 il a démontré son attachement aux États-Unis en augmentant la présence française en Afghanistan. Sarkozy a déployé 700 soldats supplémentaires pour aider la FIAS (la Force internationale d'assistance et de sécurité), la coalition internationale menée par les Américains.

Le rapprochement français avec l'Otan a été vu comme le symbole du renouvellement des relations franco-américaines. En 2009, Sarkozy a déclaré : « La France reprendra toute sa place dans les structures de l'Alliance, auxquelles elle participera désormais pleinement. Ce choix est celui d'une Nation indépendante, solidaire de ses Alliés et résolue à assumer toutes ses responsabilités, au service de la sécurité de l'Alliance et de la paix. »[59] Sarkozy est retourné dans la structure militaire intégrée, l'organisme qui prend les décisions stratégiques pour l'alliance, pour que le personnel militaire français ait une présence plus forte dans les comités et les commandements militaires clés. Sarkozy a réussi à arriver à un accord avec les États-Unis et l'Otan, et donc il a reçu les crédits et les critiques pour la réintégration de la France au sein de l'Otan. Cependant, ce rapprochement représente la continuation des efforts de ses

[57] Katie Zezima, « French President Chooses U.S. for his Summer Vacation », *New York Times*, 3 août 2007, http://www.nytimes.com/2007/08/03/world/europe/03vacation.html.
[58] Nicolas Sarkozy, « Congrès des États-Unis d'Amérique : Discours de M. Nicolas Sarkozy », *La présidence de la République*, 7 novembre 2007, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/congres-des-États-Unis-d-amerique.7569.html.
[59] Nicolas Sarkozy, « Lettre du Président Sarkozy aux chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN », *Ambassade de France auprès du Royaume-Uni*, 19 mars 2009, http://www.ambafrance-uk.org/Lettre-du-President-Sarkozy-aux.

prédécesseurs. Mitterrand et Chirac ont reconnu l'importance d'un « rapprochement pragmatique » avec l'Otan, et ils ont essayé de réchauffer les relations françaises avec l'alliance en 1990-91 et ensuite en 1995-97. En 2004, Chirac a officiellement terminé la politique de « non-intégration » quand il a discrètement « inséré » 100 militaires français au sein du commandement militaire de l'Otan.[60]

Frédéric Bozo de l'Université de Paris III a noté : « Pour Sarkozy comme pour ses prédécesseurs, le but n'était pas la réintégration juste pour l'intégration, mais de réaliser des objectifs spécifiques à travers cette réintégration. »[61] Mitterrand, Chirac et Sarkozy ont reconnu que le monde a complètement changé après la fin de la Guerre froide et donc l'Otan, une création de la Guerre froide, était en train de changer aussi. L'Otan est restée une organisation militaire dévouée à la sécurité collective de l'Europe, mais elle a adopté de nouvelles compétences comme les opérations de maintien de paix, elle s'était élargie de 16 membres en 1990 à 26 en 2004 et elle a commencé à travailler plus souvent avec les démocraties non-européennes comme l'Australie et la Corée de Sud. Les présidents français ont compris qu'ils devaient faire partie du commandement intégré pour que leur voix soit écoutée et pour guider les décisions sur les questions importantes comme l'élargissement de l'alliance (y compris l'adhésion de la Géorgie et l'Ukraine), les réformes institutionnelles et le développement du concept stratégique qui servira de feuille de route pour l'alliance. Ils ont reconnu aussi que la France était un des membres les plus actifs de l'Otan – elle était toujours un des plus grands contributeurs de troupes,

[60] Frédéric Bozo, « Sarkozy's NATO policy: towards france's atlantic realignment? », *European Political Science* 9 (2010) : 179.
[61] Version originale : « For Sarkozy as for his predecessors, the goal was not reintegration for the sake of it, but attaining specific objectives through it. »
Bozo, « Sarkozy's NATO Policy », 180.

d'armes et de ressources aux opérations militaires – mais elle n'avait pas au sein de l'alliance une influence équivalente à l'étendue de sa participation.

Sarkozy a voulu réintégrer la France dans l'Otan pour augmenter l'influence française au sein de l'institution, surtout dans les débats sur l'avenir de l'alliance, et pour promouvoir une politique de défense européenne. Il a déclaré : « Nous devons être là où s'élaborent les décisions et les normes […] Je suis partisan de l'indépendance nationale, mais mon idée de l'indépendance nationale, ce n'est pas une France à la porte qui attend qu'on lui notifie des normes parce qu'elle n'a pas voulu participer à l'élaboration. »[62] Dans le but de réaliser sa vision, il a donné trois conditions pour le retour de la France dans le commandement militaire intégré : 1) les officiers français devaient être nommés aux positions à forte visibilité comme le commandement opérationnel interarmées à Lisbonne et le commandement suprême allié pour la transformation (SACT) à Norfolk en Virginie ; 2) la France devait avoir de l'influence sur la direction de l'évolution de l'Otan ; et 3) les projets français pour la défense européenne devaient recevoir plus de soutien. Symboliquement, la France a réaffirmé son indépendance quand elle a refusé de participer dans le Groupe de plans nucléaire (le comité qui décide de la politique nucléaire de l'Alliance). La décision de réintégrer l'Otan ne représente pas une tentative de s'allier plus étroitement avec les États-Unis, mais une façon d'augmenter l'influence française vis-à-vis de l'influence américaine au sein de l'Alliance Atlantique. Les États-Unis ont créé l'Otan en 1949 et en effet ils ont défini sa mission et dirigé ses actions depuis sa création. En se retirant du commandement militaire intégré, la France avait

[62] Sarkozy, Nicolas. « Discours de monsieur le président de la République », *Ambassade de France*, 11 mars 2009, http://www.ambafrance-ro.org/index.php/fr_FR/actualites/actualites-franco-roumaines/discours-du-president-sarkozy-a-l-ecole-militaire.

renoncé à l'opportunité de participer dans les discussions sur la stratégie et défendre ses propres intérêts au sein de l'institution, ce qui a réduit l'influence française dans le monde. Après la fin de la Guerre froide, l'Alliance ne pouvait plus se définir en rapport avec le Pacte de Varsovie et elle devait redéfinir sa mission. Sarkozy s'est opposé aux tentatives des États-Unis de rendre l'Otan « une organisation mondiale effectuant des missions aux confins de l'humanité, du militaire et des activités de police internationale ». Il a déclaré : « L'Otan n'a pas vocation à se substituer à l'ONU. Elle doit conserver un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire. »[63] La direction dans laquelle l'Otan évoluera aura des conséquences pour la France en tant que membre actif de l'Alliance et promotrice principale d'une politique de défense européenne. Donc, la réintégration dans l'Otan était une façon d'augmenter la présence française au sein de cette institution (qui est largement un outil de la politique étrangère américaine) pour influencer la direction de son évolution au lieu d'être influencée par les projets américains. Sarkozy a déclaré : « La France sera plus forte, la France sera plus influente. Pourquoi ? Parce que les absents ont toujours tort. Parce que la France doit codiriger plutôt que subir […] Et donc, l'Otan ne sera pas une organisation exclusivement dominée par les États-Unis. »[64]

Sarkozy a reconnu aussi qu'en réintégrant l'Otan, la France occupera une position plus légitime pour poursuivre ses projets pour une politique de défense européenne. En coopérant avec les États-Unis au sein de l'Otan, il envoie le message que la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) n'est pas un rival de l'Otan ou de la puissance

[63] Nicolas Sarkozy, « Notre défense, une priorité », *Défense et Sécurité*, 17 mars 2007, http://european-security.com/index.php?id=5638.
[64] « Discours de monsieur le président de la République ».

américaine que l'Otan incarne. Pendant un discours sur la défense, Sarkozy a dit : « Ce serait enfin une erreur d'opposer la politique européenne de défense à l'Alliance Atlantique, alors même que l'Union européenne et l'Otan sont deux organisations plus complémentaires que concurrentes ».[65] Ce message était surtout important pour les pays de l'Europe de l'Est, qui soutenaient les États-Unis et qui étaient fiers de leur participation à l'Otan parce qu'elle signifiait qu'ils n'étaient plus sous l'influence soviétique. Ces pays croyaient que la France se considérait comme une rivale des États-Unis (surtout après son opposition forte à la guerre en Irak), et ils étaient sceptiques face aux appels français pour l'indépendance européenne en matière de défense et sécurité. La France a promu la PESC parce qu'elle voulait augmenter sa puissance dans le monde à travers une puissante Europe, et la PESC donnerait à l'Europe à la fois les moyens d'être plus active sur la scène internationale et de poursuivre ses propres intérêts dans le monde. Sarkozy avait plusieurs raisons de réintégrer l'Otan, mais le succès de ses projets européens étaient une des raisons principales.

La coopération entre la France et les États-Unis, deux puissances mondiales ayant des opinions fortes sur les grands problèmes internationaux, est importante pour la dynamique des relations internationales actuelles. Chacun des deux états se voit comme une grande puissance avec l'autorité et les moyens de gérer les grands défis internationaux, ce qui peut promouvoir la coopération ou exacerber les tensions entre eux. En tant que président de la République, Sarkozy avait assez de confiance dans sa vision pour la France pour accepter ouvertement les États-Unis comme une nation alliée plutôt que rival. En 2010, pendant une conférence de presse conjointe avec le président

[65] « Notre défense, une priorité ».

Obama, il a déclaré : « Rarement dans l'histoire de nos deux pays, la communauté de vues a été aussi identique entre les États-Unis d'Amérique et la France. »[66] Les deux présidents veulent s'occuper des mêmes priorités, y compris le combat contre le terrorisme, la prévention de la prolifération nucléaire et la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien.[67] Sarkozy mène une politique étrangère pragmatique, et il comprend que la communauté internationale peut mieux gérer ces défis si les grands états travaillent ensemble. Cependant, en même temps qu'il se rapproche des États-Unis, Sarkozy essaie de revendiquer un rôle plus actif pour la France. Il refuse de simplement suivre leur direction et il réaffirme la puissance française en tant que force internationale. En 2007, Sarkozy a déclaré au Congrès américain : « Il faut une France plus forte… La France a d'immenses atouts. Je veux mettre la France en situation, dans le respect de son identité si singulière, de gagner toutes les batailles de la mondialisation… C'est cette France ambitieuse et lucide que je suis venu vous présenter aujourd'hui. »[68] Pour Sarkozy, le renouvellement et l'amélioration des relations franco-américaines font partie d'une stratégie pragmatique de la politique étrangère et des relations internationales.

Conclusion

En 2007 Nicolas Sarkozy a apporté à la présidence française une vision distincte pour la France, pour l'Europe et pour le système international. L'année précédente, il a expliqué cette vision dans son livre *Témoignage* : « Cette France, c'est un pays qui reprend son leadership en Europe et que l'on écoute de nouveau sur la scène

[66] « Relations franco-américains ».
[67] « Congrès des États-Unis d'Amérique : Discours de M. Nicolas Sarkozy ».
[68] « Congrès des États-Unis d'Amérique : Discours de M. Nicolas Sarkozy ».

internationale…. Je lui imagine un avenir à la hauteur de son histoire. »[69]

En tant que président, Sarkozy devait s'occuper des mêmes problèmes et questions que ses prédécesseurs, y compris les relations entre la France et les pays arabes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'élargissement et l'intégration de l'Union européenne, le développement d'une politique de défense européenne, les relations franco-américaines et le statut de la France au sein de l'Otan. Sarkozy, comme tous les présidents qui ont suivi de Gaulle, partage la vision gaullienne de la France comme un acteur déterminant avec un rôle unique, et cette vision guide sa politique étrangère. Torreblanca, un chercheur espagnol, a écrit en 2008 que la politique étrangère de Sarkozy représente « une tentative une fois pour toutes de réinterpréter et adapter le gaullisme au XXI^{e} siècle (le gaullisme compris [comme] une conception ambitieuse du rôle et de la présence de la France dans le monde) ».[70] Sarkozy poursuit les mêmes objectifs que ses prédécesseurs, notamment la promotion de l'influence et la puissance française, mais d'une façon unique, en accord avec à sa personnalité.

Sarkozy se sert de sa rhétorique forte et de son énergie personnelle pour rappeler au reste du monde que la France a encore la capacité de gérer efficacement les grands problèmes internationaux et il cherche de nouveaux moyens de démontrer plus visiblement la puissance française. Le président « hyperactif » s'occupe de douzaines de problèmes, de conflits et de questions européens et internationaux pour attester que la France est active dans les grands débats globaux. En particulier, Sarkozy promeut les institutions internationales comme des organismes dans lesquels les états peuvent

[69] *Témoignage*, 280-281.
[70] Version originale : « An attempt to once and for all reinterpret and adapt Gaullism to the twenty-first century (Gaullism as understood… as an ambitious outlook on France's role and presence in the world). » Torreblanca, « Sarkozy's foreign policy », 2.

coopérer pour trouver des solutions aux grands problèmes politiques, humanitaires, environnementaux et sécuritaires du XXI^{e} siècle. Sarkozy le pragmatiste voit le potentiel pour la France de faire entendre sa voix et d'exercer son influence et son leadership au sein de ces institutions. De plus, il profite des situations opportunes comme la libération des infirmières bulgares en 2007, l'invasion russe de la Géorgie en 2008 et la révolution libyenne en 2011 pour démontrer et rappeler aux autres pays que la France est encore une grande puissance qui a la capacité de résoudre efficacement les crises internationales.

Chapitre III : L'influence française dans l'intervention en Libye

Le 17 décembre 2010, un jeune homme s'est immolé dans une petite ville en Tunisie, à environ 1,650 kilomètres de Paris. Par cet acte de défiance, Mohamed Bouazizi a inspiré de nombreuses manifestations en Tunisie et dans le monde arabe contre les gouvernements répressifs. Les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont manifesté contre les abus de leur gouvernement et, motivés par leur espoir pour l'avenir ou leur haine pour leur gouvernement oppressif, ils ont transformé les politiques de la région. Au cours de l'année qui a suivi le suicide de Bouazizi, il y a eu de grandes protestations dans presque tous les pays arabes, y compris en Algérie, en Arabie saoudite, à Bahreïn, au Kuweit, au Liban, au Maroc, à Oman, en Palestine et en Syrie. Les dirigeants se sont vigoureusement opposés aux réformes demandées par les manifestants, et ils se sont servis de leur police et de leur armée pour écraser les révoltes avec force. En Syrie, les forces du président Bachar el-Assad ont déclanché un conflit violent qui continue jusqu'à présent. Malgré les tentatives désespérées des dirigeants de mettre fin à la révolution et de garder le pouvoir, les rebelles ont réussi à renverser le gouvernement de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Egypte, de Kadhafi en Libye et de Saleh au Yémen, et ont provoqué des changements dans le gouvernement de Jordanie, d'Oman, et du Kuweit.

Au début de l'année 2011, la communauté internationale s'est dépêchée de trouver une réponse à ces révoltes imprévues dans ces régions économiquement et stratégiquement importantes. Les pays occidentaux en particulier ont dû chercher une réponse diplomatique qui leur permettrait de trouver un équilibre entre le soutien à la démocratie et aux droits de l'homme et leur appui aux régimes répressifs en place qui

maintenaient la stabilité dans ces régions. Sur le plan économique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont d'immenses réserves de pétrole qui font fonctionner les économies occidentales et contrôlent les routes maritimes par lesquelles le pétrole est transporté autour du monde. Sur le plan sécuritaire, ces régions sont au centre de la lutte contre le terrorisme ; quelques pays comme l'Iran soutiennent les groupes terroristes comme le Hamas tandis que d'autres pays comme le Yémen coopèrent avec les pays occidentaux dans la lutte contre le terrorisme dans leur territoire. Il y a aussi de grands enjeux dans ces régions à cause du conflit israélo-palestinien et du programme nucléaire iranien. Donc, tandis que les Etats-Unis et l'Europe croyaient en la démocratie, soutenaient les ambitions démocratiques des manifestants et rejetaient la réponse violente des gouvernements aux manifestations, ils se souciaient aussi des conséquences de la chute des dirigeants, comme Hosni Moubarak en Egypte et Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie, qui les avaient aidé à réaliser leurs objectifs diplomatiques dans ces régions.

Incertains du résultat de ces révoltes dans le monde arabe, les pays occidentaux se sont réunis dans les forums diplomatiques pour chercher une réponse unifiée aux crises politiques et humanitaires. Beaucoup de pays étaient surpris par les manifestations et révoltes imprévues et ils se sont retrouvés face à un dilemme : faut-il soutenir les aspirations démocratiques des manifestants ou respecter leurs alliances avec leurs dirigeants ? Ils étaient réticents à unilatéralement prendre une position ferme sans avoir considéré tous les résultats possible, y compris la probabilité du succès des rebelles et les potentielles conséquences économiques, diplomatiques et stratégiques. Donc, ces pays se sont servis des institutions intergouvernementales comme l'ONU, l'Union européenne, la Cour pénale internationale et l'Otan pour trouver une réponse légitimée par l'accord de

plusieurs pays et par le droit international. En travaillant dans le cadre de ces institutions, les pays ont pu réagir à ces crises et exprimer leur désapprobation de l'usage de violence en même temps qu'ils pouvaient diminuer leurs responsabilités individuelles.

En France, le Président Nicolas Sarkozy a vu ces révoltes comme une opportunité pour la France d'affirmer sa puissance dans une région stratégique. Depuis le début de sa présidence, Sarkozy a essayé de renforcer l'influence française dans le bassin méditerranéen en créant l'Union pour la Méditerranée, en promouvant le commerce entre les entreprises privées françaises et les pays méditerranéens, en normalisant les relations franco-libyennes et en cherchant une solution au conflit israélo-palestinien. Cependant, jusqu'à 2011 il n'y a eu que des succès très limités dans son objectif de développer sa puissance dans cette région. Le printemps arabe imprévu, surtout la révolution libyenne, a donné à Sarkozy une nouvelle opportunité de démontrer son attachement aux valeurs de liberté et de démocratie, de se présenter comme le leader international qu'il se considérait être, de montrer que la France est influente et déterminante en matière de diplomatie et même de rappeler aux autres membres de l'Otan la puissance militaire française. Tandis que la communauté européenne et internationale n'étaient pas sûres de la meilleure manière de répondre aux révoltes tunisiennes et égyptiennes, Sarkozy a démontré son leadership en promouvant une réponse coordonnée à la révolution en Libye. Le président voyait les institutions internationales comme les extensions de la puissance française, et il a donc promu une réponse internationale qui avançait son programme et ses priorités. De plus, il a reconnu que la France avait fait des erreurs dans son traitement des événements en Tunisie et il était résolu à ce que la France soit « du bon côté de l'histoire » dans le cas

de la Libye.[1] Le leadership français dans l'intervention internationale en Libye représente une tentative de Sarkozy de rappeler à la communauté internationale que la France est encore une puissance diplomatique et militaire influente qui peut efficacement gérer les grands défis du XXI^{e} siècle.

Le début du printemps arabe

La révolution tunisienne et la réponse française

Le 17 décembre 2010, après une confrontation avec une policière dans sa ville de Sidi Bouzid en Tunisie, Mohamed Bouazizi s'est immolé devant le siège du gouvernement régional. Son acte de désespoir a résonné chez les jeunes tunisiens qui étaient diplômés mais chômeurs et a déclenché une vague de manifestations dans le pays. Les gens ont manifesté contre le fort taux de chômage et le manque l'opportunité pour les jeunes ainsi que la répression, la censure des média et la corruption du gouvernement. Sarkozy a décrit la situation en Tunisie ainsi : « Derrière l'émancipation des femmes, l'effort d'éducation et de formation, le dynamisme économique, l'émergence d'une classe moyenne, il y avait une désespérance, une souffrance, un sentiment d'étouffer… il y avait une irrésistible aspiration à la liberté ».[2] Le président Zine el-Abidine Ben Ali a essayé de supprimer les révoltes en utilisant la force, mais elles ont continué à se répandre malgré le nombre croissant de morts. Grâce aux nouvelles technologies comme Twitter et les téléphones portables, les rebelles ont réussi à attirer l'attention du monde sur leurs

[1] Timo Behr, « Q : Impotent bystanders? How did the EU and US respond to the Arab Spring? », *European Union Institute for Security Studies*, 27 septembre 2011, http://www.iss.europa .eu/publications /detail_debate/article/q-impotent-bystanders-how-did-the-eu-and-us-respond-to-the-arab-spring-3.
[2] Nicolas Sarkozy, « Présentation de la présidence française du G20 et du G8 : Questions / Réponses », *La présidence de la République*, 24 janvier 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/conferences-de-presse/2010/presentation-de-la-presidence-francaise-du-g20-et.10510.html.

doléances et la violence perpétrée par la police sous les ordres du président. Le 14 janvier, presque un mois après l'immolation du jeune vendeur de fruits, le gouvernement est finalement tombé et Ben Ali a fui la Tunisie.

La Tunisie est une ancienne colonie française, et les relations fortes entre la Tunisie et la France ont influencé la réponse française à la révolution tunisienne. Jacques Lanxade, l'ancien ambassadeur français en Tunisie, a expliqué que la France a continué à publiquement soutenir le régime de Ben Ali malgré sa répression du peuple tunisien parce qu'elle voyait en lui un allié dans la lutte contre l'islamisme et parce qu'elle voulait continuer à profiter de ses relations économiques.[3] La France, qui est le premier partenaire économique de la Tunisie, vend 18.9% des importations à la Tunisie et achète 28.7% des exportations tunisiennes. Ces liens économiques sont importants pour les entreprises françaises, qui sont au nombre de 1 300 en Tunisie, et la politique française traditionnelle envers la Tunisie a promu la stabilité pour minimiser les risques des citoyens français et leurs intérêts commerciaux en Tunisie.[4] En 2008, quand Sarkozy s'est rendu en visite officielle à Tunis, il a signé plusieurs contrats importants au sujet des avions d'Airbus et de l'énergie avec le président Ben Ali. Il a loué l'attachement de Ben Ali aux réformes libérales en lui disant : « J'ai pleinement confiance dans votre volonté de voir continuer à élargir l'espace des libertés en Tunisie ».[5]

---

[3] Steven Erlanger, « France Seen Wary of Interfering in Tunisian Crisis », *New York Times*, 16 janvier 2011, http://www.nytimes.com/2011/01/17/world/africa/17france.html.
[4] « Tunisia: Economic Relations », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 8 février 2012, http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/tunisia-286/france-and-tunisia/economic-relations-5170.
[5] Nicolas Sarkozy. « Allocution du président de la République, M. Nicolas Sarkozy, lors du dîner d'état offert par le président de la République tunisienne, M. Zine El Abidine Ben Ali », *Organisation de la Presse Afrique*, 29 avril 2008, http://appablog.wordpress.com/2008/04/29/discours-sarkozy-tunisie-visite-detat-en-tunisie-allocution-du-president-de-la-republique-m-nicolas-sarkozy-lors-du-diner-detat-offert-par-le-president-de-la-republique-tunisienne-m-zin.

Du fait de ses relations avec le régime du président Ben Ali, la France a été réticente à reconnaître ou soutenir les manifestants tunisiens malgré son attachement à la liberté et la démocratie. Elle a fait appel au gouvernement tunisien pour mettre fin à la violence, mais elle a été tardive à dénoncer ses actions répressives. Après de nombreuses pressions, le Premier ministre François Fillon a finalement critiqué Ben Ali pour « l'utilisation disproportionnée de la violence » et a lancé un appel au dialogue.[6] Cependant, même quelques jours avant la chute du régime de Ben Ali, des ministres français soutenaient toujours leur allié tunisien. Trois semaines après le début des manifestations et la réponse violente du gouvernement tunisien, Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, a dit : « Dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré. » Le 11 janvier, Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture, a dit que le président tunisien a été « souvent mal jugé ».[7]

Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, a été attaquée pour ses liens personnels avec des officiels tunisiens corrompus. C'est devenu un scandale que la ministre, chargée de mettre en œuvre la politique extérieure et représenter la France à l'étranger, avait des relations proches avec la famille d'un dictateur accusé d'ignorer les droits de l'homme. En décembre 2010, après le début de la révolution, Alliot-Marie a passé ses vacances de Noël en Tunisie avec des amis tunisiens. Alliot-Marie, ses parents et Patrick Ollier (ministre français des Relations avec le Parlement) ont été critiqués pour avoir accepté deux vols aller-retour à bord d'un jet privé d'Aziz Miled, un proche de Ben

[6] « Tunisie – Sous la pression des critiques, Paris hausse le ton », *LePoint.fr*, 13 janvier 2011.
[7] « Tunisie : MAM ne veut pas "donner de leçons" », *L'Express*, 11 janvier 2011, http://www.lexpress.fr /actualite/politique/tunisie-mam-ne-veut-pas-donner-de-lecons_951520.html.

Ali qui dirige une compagnie aérienne.[8] Pendant ce voyage, Miled a aussi vendu une entreprise immobilière aux parents d'Alliot-Marie.[9] En outre, le 11 janvier Alliot-Marie a offert d'aider le régime tunisien répressif à rétablir la paix – même après qu'elle avait su que Ben Ali avait utilisé la force contre les manifestants. Devant l'Assemblée nationale, elle a proposé que la France partage son « savoir-faire » avec la police tunisienne parce que les forces de sécurité françaises, « reconnues dans le monde entier », sont capables de « régler des situations sécuritaires de ce type ».[10]

Après le succès des rebelles et la chute du gouvernement de Ben Ali, la réponse française à la révolution tunisienne est devenue embarrassante. Le 24 janvier, Sarkozy a admis que la France n'avait pas reconnu la gravité des manifestations. Pendant une conférence de presse, il a déclaré : « Sans doute nous avons sous-estimé, nous la France, cette aspiration de nos amis Tunisiens à la liberté. » Cependant, il a rassuré les Tunisiens « que le peuple français est solidaire [d'eux] dans sa marche vers la démocratie et vers la liberté. C'est avec amitié et avec respect que la France se tient à ses côtés dans cette période cruciale ». Sarkozy a dû justifier le manque de soutien français pour les rebelles et pour les valeurs qu'ils revendiquaient, la liberté et la démocratie. Il a donné une piètre explication : « La puissance coloniale […] est toujours illégitime à prononcer un jugement sur une affaire intérieure de l'ancienne colonie […] Donc je revendique une certaine réserve […] parce que je ne veux pas que la France soit assimilée à un pays qui a

[8] « Tunisie : Michèle Alliot-Marie s'enlise », *Liberation*, 5 février 2011, http://www.liberation.fr/politiques/01012318212-mam-n-aurait-pas-tout-dit-sur-l-avion-de-son-ami-tunisien.
[9] « Les parents de Michèle Alliot-Marie ont racheté une société d'Aziz Miled », *Libération*, 15 février 2011, http://www.liberation.fr/politiques/01012320182-les-parents-de-michele-alliot-marie-ont-rachete-une-societe-d-aziz-miled.
[10] « Première séance du mardi 11 janver 2011 : Sommaire électronique», *Assemblée nationale*, 11 janvier 2011, http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2010-2011/20110091.asp.

gardé des réflexes coloniaux. »[11] En même temps, il a essayé de compenser sa réticence à soutenir les rebelles en leur promettant de l'aide pour mettre en place des élections démocratiques, pour rendre les richesses de la famille de Ben Ali et pour intervenir auprès des autres pays européens pour « que la Tunisie obtienne la procédure d'octroi du statut avancé ».[12] Il a aussi refusé de donner l'asile à l'ex-président tunisien ou aux membres de sa grande famille. Sarkozy a réorganisé ses ministres en février et il a remplacé Michèle Alliot-Marie par Alain Juppé, qui avait été ministre des Affaires étrangères de 1993 à 1995. Cependant, la France a fait cette volte-face trop tard ; son soutien au président Ben Ali et à son régime répressif avait déjà terni sa réputation de protecteur des droits de l'homme et de la démocratie.

Le printemps arabe en Égypte

Les grandes protestations en Tunisie ont inspiré des manifestations similaires contre les gouvernements autoritaires dans le monde arabe. Le gouvernement égyptien, qui gère le pays arabe le plus peuplé, était le prochain à être renversé par ses citoyens. Le 25 janvier, désigné comme « journée de révolte contre la torture, la pauvreté, la corruption et le chômage » par le groupe Mouvement du 6 avril, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le gouvernement d'Hosni Moubarak. Au Caire, 15 000 personnes sont venues sur la place Tahrir pour exiger le départ du président, qui était au pouvoir depuis 29 ans. Le conflit s'est intensifié quand Moubarak a envoyé la police pour

[11] « Présentation de la présidence française du G20 et du G8 : Questions / Réponses ».
[12] « Présentation de la présidence française du G20 et du G8 : Questions / Réponses ».

disperser les manifestants, et un policier et plusieurs manifestants sont morts.[13] Moubarak a essayé, sans succès, d'apaiser les manifestants en limogeant son gouvernement, en nommant un vice-président et en promettant qu'il ne se présenterait pas aux prochaines élections. Les protestations anti-Moubarak et les affrontements violents entre les manifestants et les partisans du président ont continué, et les autres chefs d'état ont mis la pression sur Moubarak pour démissionner. Le 11 février, le vice-président Omar Souleimane a finalement annoncé le départ de Moubarak et le transfert du pouvoir à l'armée.[14]

Les révoltes en Égypte n'étaient pas aussi imprévues que celles en Tunisie, et la France et la communauté internationale y ont réagi plus vite mais toujours prudemment. Le 27 janvier, deux jours après le déclenchement des manifestations, le ministère français des Affaires étrangères et européenne a annoncé : « Il n'appartient pas à la France d'intervenir dans les affaires intérieurs égyptiennes. »[15] Les Etats-Unis et les états européens, dont la plupart étaient les alliés de Moubarak, ont continué à observer de près les événements en Égypte et analyser le progrès et la probabilité de succès des révoltes pour qu'ils puissent se positionner en conséquence. Les 28 et 29 janvier, quand Moubarak a limogé son gouvernement et a nommé un vice-président, il est devenu évident que son régime était extrêmement fragile et qu'il allait tomber. À ce moment, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel (Chancelière fédérale d'Allemagne) et David Cameron (Premier ministre

[13] « Égypte : plusieurs morts à l'issue d'une journée de protestations sans précédent », *Le Monde*, 25 janvier 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/25/des-milliers-d-egyptiens-dans-les-rues-pour-protester-contre-moubarak_1470541_3218.html.
[14] « Démission de Moubarak : la communauté internationale se félicite », *RFI*, 12 février 2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110211-demission-moubarak-communaute-internationale-felicite.
[15] « Situation en Égypte », *Ministère des Affaires étrangère et européennes*, 27 janvier 2011, http://www .diplomatie .gouv.fr/fr/pays-zones-geo/egypte/la-france-et-l-egypte/evenements-4482/article/situation-en-egypte-27-01-11.

du Royaume-Uni) ont déclaré : « Le peuple égyptien a des revendications légitimes et aspire à un avenir meilleur et plus juste. Nous appelons le Président Moubarak à engager un processus de changement qui se traduise à travers un gouvernement à représentation élargi et des élections libres et justes ».[16] Cependant, ils n'ont pas directement demandé à Moubarak de démissionner tout de suite, même après que le président égyptien a déclaré qu'il resterait à son poste jusqu'aux prochaines élections en septembre. Quand Moubarak a finalement annoncé son départ, Sarkozy a salué sa décision : « La France rend hommage à cette décision courageuse et nécessaire ».[17] Tandis que la France et la communauté internationale ont pris une position plus forte vis-à-vis de Moubarak que vis-à-vis de Ben Ali, elles ont réagi aux événements occasionnés par les acteurs égyptiens plutôt qu'influencer la direction de la révolution. C'est seulement après que les rebelles ont révélé les faiblesses du gouvernement et que Moubarak lui-même a reconnu que sa chute était inévitable, que Sarkozy et les autres chefs d'état ont essayé d'accélérer le processus de transition pour qu'il se fasse d'une manière plus paisible.

La Libye

Le prochain domino : la Libye

Le 15 février, quatre jours après le départ de Moubarak et un mois après la chute de Ben Ali, les manifestations ont commencé à Benghazi, la deuxième ville de la Libye.

[16] Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et David Cameron, « Déclaration conjointe du Président de la République française, Nicolas Sarkozy, de la Chancelière fédérale d'Allemagne, Angela Merkel, et du Premier ministre du Royaume uni, David Cameron », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 29 janvier 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/egypte/la-france-et-l-egypte/evenements-4482/article/egypte-declaration-conjointe-de.
[17] Nicolas Sarkozy, « Communiqué du Président de la République », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 11 février 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/egypte/la-france-et-l-egypte/evenements-4482/article/egypte-communique-du-president-de.

L'arrestation d'un activiste des droits de l'homme a déclenché un soulèvement contre le régime répressif du colonel Mouammar Kadhafi, qui avait pris le pouvoir dans un coup d'état en 1969.[18] Selon les organisations non gouvernementales (ONG) comme Human Rights Watch, les forces de Kadhafi ont arrêté et attaqué des manifestants pacifiques et ils ont tué au moins 200 personnes pendant les premiers six jours des révoltes. Ces organisations observatrices ont aussi accusé le gouvernement d'avoir arrêté et fait disparaître des centaines de personnes soupçonnées d'avoir participé dans les manifestations anti-Kadhafi.[19] Malgré les tentatives du gouvernement de mettre fin aux révoltes, les rebelles ont commencé à s'organiser en milices pour se défendre contre les forces loyalistes du colonel. Un nombre croissant de ministres, de généraux et de diplomates libyens, y compris l'ambassadeur auprès des Nations Unis, ont condamné la force disproportionnée utilisée par Kadhafi contre le peuple libyen et ils se sont retirés du gouvernement. Un groupe d'anciens officiels de Kadhafi, mené par l'ancien ministre de la Justice, Moustafa Abdul-Jalil, a créé le Conseil national de transition (CNT) pour gérer la révolution et les territoires sous le contrôle des rebelles. Selon le journal anglais *The Telegraph*, le conflit en Libye est rapidement devenu une vraie guerre civile entre les rebelles et les forces kadhafistes.[20] Kadhafi a déclaré son intention de « [se battre] jusqu'à

[18] « Libya Protests: Second city Benghazi hit by violence », *BBC News*, 16 février 2011, http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12477275.
[19] « Libye : Évenements de 2011 », *Human Rights Watch*, 2012, http://www.hrw.org/fr/world-report-2012/libye.
[20] Richard Spencer, « Libya: civil war breaks out as Gaddafi mounts rearguard fight », *The Telegraph*, 23 février 2011, http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8344034/Libya-civil-war-breaks-out-as-Gaddafi-mounts-rearguard-fight.html.

la dernière goutte de [son] sang » et a menacé de « purger la Libye maison par maison » et faire de la ville de Benghazi un « nouveau Tienanmen ».[21]

La communauté internationale a réagi plus vite au conflit en Libye qu'à la révolution tunisienne. Les chefs d'état et les diplomates, y compris Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, David Cameron et Catherine Ashton (Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères) ont condamné sans tarder « la répression exercée à l'encontre de manifestations pacifiques », ont déploré « la violence et la mort de civils »[22] et ont exigé que Kadhafi mette fin à « l'usage de force contre sa propre population ».[23] Tandis qu'ils se sont dépêchés de condamner les abus flagrants des droits des citoyens libyens, ils ont hésité à unilatéralement mettre en place des actions plus concrètes comme l'imposition de sanctions, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne ou l'envoi d'armes aux rebelles. Les pays ont donc cherché une réponse multilatérale, et ils se sont réunis dans les institutions internationales pour en négocier une. Les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont réunis une semaine après le déclenchement du soulèvement, et le 26 février ils ont adopté une résolution unanimement. Même la Russie et la Chine ont voté pour la résolution 1970, qui impose des sanctions sur le gouvernement de Kadhafi et prévoit que le dirigeant libyen soit poursuivi en justice devant la Cour pénale internationale pour ses crimes de guerre. En plus, la résolution :

---

[21] « Kadhafi : "Je me battrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang" », *Le Monde*, 22 février 2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/22/kadhafi-je-me-battrai-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-mon-sang_1483823_3212.html.

[22] Catherine Ashton, « Situation en Libye (Bruxelles, 20 février 2011) », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 20 février 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/l-ue-et-la-libye/article/situation-en-libye-20-02-11.

[23] Nicolas Sarkozy, « Libye : déclaration du président de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 23 février 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/libye-declaration-du-president-de.

- « Exige qu'il soit immédiatement mis fin à la violence et demande que des mesures soient prises pour satisfaire les revendications légitimes de la population »
- Met en place un embargo sur la vente ou le transfert d'armes, de munitions, de matériels militaires et de fonds pour financer les activités militaires
- Gèle les fonds et les avoirs de six membres de la famille Kadhafi[24]

Cette résolution exprime la désapprobation de la communauté internationale face aux actions terribles de Kadhafi, mais elle ne fait rien qui dissuaderait Kadhafi de tuer ses propres sujets pour protéger son autorité et son pouvoir. Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, a dit : « Tandis que la résolution ne peut pas indépendamment mettre fin à la violence et la répression, elle est une étape indispensable, une expression claire de la volonté d'une communauté des nations unies. […] Le texte envoie un message fort que l'on ne tolérera pas de violations flagrantes des droits de l'homme fondamentaux, et ceux qui commettent des crimes graves seront tenus pour responsables ».[25] Après que la résolution 1970 est entrée en vigueur, la violence en Libye s'est intensifiée, et la communauté internationale a dû considérer d'autres moyens de mettre la pression sur Kadhafi pour cesser la violence et promouvoir la liberté et la démocratie en Libye.

[24] Conseil de sécurité des Nations Unies, séance 6491, « Résolution 1970 », 26 février 2011. http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/RES/1970%20(2011).

[25] Version originale : « While it cannot, by itself, end the violence and the repression, it is a vital step, a clear expression of the will of a united community of nations. […] The text sends a strong message that gross violations of basic human rights will not be tolerated, and that those responsible for grave crimes will be held accountable. »
Ban Ki-moon, « Remarks to the Security Council on Libya », *UN News Center*, 26 février 2011, http://www.un.org/apps/news/infocus/sgspeeches/search_full.asp?statID=1096.

La réaction française à la révolution libyenne

Nicolas Sarkozy a résolu cette fois de ne pas répéter les mêmes erreurs diplomatiques qu'il avait faites en réponse à la révolution en Tunisie. Il a dû rétablir l'image de la France comme défenseur de la liberté et des droits de l'homme en refusant de tolérer les abus commis par le régime de Kadhafi contre le peuple libyen. Sarkozy a aussi dû réaffirmer son attachement à la démocratie partout dans le monde, surtout après que la France avait soutenu le dictateur tunisien plutôt que les manifestants démocratiques. À la fin de février, il a adopté une rhétorique plus forte. Sarkozy a clairement exprimé son soutien pour les manifestants : « Ce changement [dans le monde arabe] est historique. […] Il porte en lui une formidable espérance car il s'est accompli au nom des valeurs qui nous sont les plus chères, celles des droits de l'homme et de la démocratie. […] Nous ne devons avoir qu'un seul but : accompagner, soutenir, aider les peuples qui ont choisi d'être libres. »[26]

Sarkozy a insisté à répondre résolument à la révolution tunisienne et il a promu une réaction plus forte que le passage d'une résolution faible du Conseil de sécurité. Le lendemain du passage de la résolution 1970, il a déclaré dans une allocution radiotélévisée :

> « Entre l'ingérence qui ne serait pas acceptée et l'indifférence qui serait une faute morale et stratégique, il nous faut tout faire pour que l'espérance qui vient de naître ne meure pas […] Si toutes les bonnes volontés ne s'unissent pas pour les faire réussir, ils peuvent aussi bien sombrer dans la violence et déboucher sur des dictatures pires encore que les précédents. Nous avons donc le devoir d'agir avec une ambition qui soit à la dimension des événements historiques que nous vivons ».[27]

[26] Nicolas Sarkozy, « Allocution radiotélévisée du Président sur la situation internationale », *La présidence de la République*, 27 février 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/allocution-radiotelevisee-du-president-sur-la.10756.html.
[27] « Allocution radiotélévisée du Président sur la situation internationale ».

Face aux critiques domestiques que « la voix de la France a disparu dans le monde »,[28] Sarkozy a aussi dû réaffirmer la puissance française à travers sa réponse à la crise libyenne. Le 22 février, un groupe de diplomates anonymes a publié un article où ils ont écrit : « Nous n'intéressons plus grand monde car nous avons perdu notre visibilité et notre capacité de manœuvre diplomatique. Cette perte d'influence n'est pas imputable aux diplomates mais aux options choisies par les politiques. »[29] Le peuple français partageait cet avis ; au début du mois de mars, un sondage rapportait que 81% des Français croyaient que l'importance de la France sur la scène internationale était en déclin.[30] À ce moment-là, le taux d'approbation de Sarkozy n'était que de 31%.[31]

Le philosophe Bernard-Henri Lévy a aussi influencé les décisions de Sarkozy au sujet du conflit libyen. Lévy, connu par les initiales BHL, est un philosophe français et un socialiste qui s'oppose à Sarkozy sur le plan politique. *Le Monde* décrit le philosophe comme un « militant depuis des décennies de causes épiques et souvent justes [et] un génie de la communication » qui a choisi l'opposition libyenne comme sa cause célèbre.[32] Lévy a compris la vanité de Sarkozy, et il s'en est servi pour encourager le président à intervenir en Libye. Dans son livre *La Guerre sans l'aimer*, BHL raconte un échange avec Sarkozy où il a dit : « S'il y a un massacre à Benghazi, le sang des massacrés

---

[28] Marly, « La Voix de la France a disparu dans le monde », *Le Monde*, 22 février 2011, http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/22/on-ne-s-improvise-pas-diplomate_1483517_3232.html.
[29] « La Voix de la France a disparu dans le monde ».
[30] « French lament a shrinking role », *France 24*, 3 mars 2011, http:/www.france24.com/en/20110302-new-poll-shows-french-pessimism-about-role-world-sarkozy-alliot-marie.
[31] « Baromètre politique Ipsos/Le Point », *Ipsos*, 12 mars 2012, http://www.sondages-en-france.fr/sondages/Popularit%C3%A9/Nicolas%20Sarkozy.
[32] Natalie Nougayrède, « BHL, porte-étendard libyen », *Le Monde*, 8 novembre 2011, http://www.bernard-henri-levy.com/bhl-porte-etendard-libyen-le-monde-fr-le-8-novembre-2011-article-de-natalie-nougayrede-24407.html.

éclaboussera le drapeau français ».[33] Lévy écrit que Sarkozy a lancé une discussion de ce qu'il pourrait faire pour intervenir, pour protéger le peuple libyen et l'héritage de sa présidence. Selon BHL, Sarkozy a dit : « Je ne serai pas Mitterrand. Je ne serai pas le président sous lequel on aura laissé mourir le peuple libyen ».[34] Lévy a partagé les doubles préoccupations de Sarkozy sur la situation humanitaire et sa propre réputation, et malgré leurs différences politiques et personnelles, les deux hommes ont travaillé ensemble pour coordonner une intervention internationale en Libye. Selon le magazine *L'Express*, « BHL a informé, sollicité, accompagné, questionné le président de la République » avant et pendant l'intervention en Libye.[35] Il a mis Sarkozy en rapport avec les chefs de l'opposition libyenne et il a organisé des réunions pour le CNT avec le président français et aussi Hillary Clinton. En revanche, selon *Le Monde*, « le président [s'est servi] du philosophe comme d'un puissant agent de promotion de sa politique ».[36] BHL a beaucoup contribué à l'effort français d'aider l'opposition libyenne et à ce que la France se positionne du bon côté de l'histoire. Dans les mots du journal allemand *Der Spiegel*, « un philosophe dans une chemise blanche de Dior a mené l'Occident en guerre ».[37]

La révolution libyenne s'est présentée comme une occasion pour Sarkozy de démontrer que la France peut être un leader diplomatique et militaire sur la scène internationale. Il a pris la tête de la réponse européenne et internationale en poussant

---

[33] « "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusives du livre de BHL », *L'Express*, 25 novembre 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/bhl-libye-la-guerre-sans-l-aimer-extraits-exclusifs-du-livre_1048843.html.
[34] « "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusives du livre de BHL ».
[35] « "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusives du livre de BHL ».
[36] « BHL, porte-étendard libyen ».
[37] Mathieu von Rohr, « New Film Depicts Bernard-Henri Lévy's Role in Libya », *Der Spiegel*, 4 avril 2012, http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,825524,00.html.

l'Union européenne à adopter des sanctions contre la Libye, en étant le premier à exiger la démission de Kadhafi et à reconnaître le Conseil national de transition (CNT), en recommandant une résolution plus forte au sein du Conseil de sécurité, en organisant une réunion de chefs d'état à Paris pour discuter la situation en Libye et en promouvant une réponse militaire à Kadhafi. Sarkozy a cherché des accords multilatéraux et la légitimité pour ses actions qui viendraient de l'approbation de la communauté internationale, mais au fond il a poursuivi un cours diplomatique qui mettrait en avant la puissance française.

Pour plusieurs raisons, la France n'a pas pris beaucoup de risques diplomatiques en promouvant la chute de Kadhafi. Le dictateur libyen était impopulaire auprès du reste du monde, et la plupart de la communauté internationale avait déjà dénoncé son régime quand Sarkozy a fait l'appel à une action plus forte. En février Ban Ki-moon a dit que Kadhafi « avait perdu sa légitimité quand il a déclaré la guerre à son peuple » tandis que Hillary Clinton, la secrétaire d'État des Etats-Unis, a déclaré : « À travers ses actions, [Kadhafi] avait perdu la légitimité de gouverner […] il faut que Kadhafi parte, maintenant, sans plus de violence et sans autre délai ».[38] Les pays occidentaux étaient toujours soupçonneux des actions de Kadhafi, et Susan Rice, l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, l'a même décrit comme « *delusional* ».[39] Les autres pays arabes, qui n'aimaient pas Kadhafi non plus, ont aussi dénoncé la violence perpétrée par le colonel. Le 22 février, la Ligue arabe s'est réunie et a décidé de suspendre la Libye de ses

[38] Version originale (Ki-moon) : « He has lost his legitimacy when he declared war on his people. »
Version oringale (Clinton) : « Through their actions, they have lost the legitimacy to govern… It is time for Gadhafi to go, now, without further violence or delay. »
CNN Wire Staff, « Gadhafi clings to power amid growing support for protests », *CNN World*, 28 février 2011, http://articles.cnn.com/2011-02-28/world/libya.protests_1_rebel-forces-demonstrators-military-jet/2?_s=PM:WORLD.
[39] « Gadhafi clings to power amid growing support for protests ».

activités.[40] Donc, il n'y avait pas de division forte entre les pays occidentaux et arabes sur la question de condamner Kadhafi, et plusieurs pays arabes comme le Qatar et les Émirats arabes unis ont soutenu les projets de Sarkozy pour aider les rebelles libyens. Le président Obama a déclaré que « le même message […] a été donné par l'Union européenne, la Ligue arabe, l'Union africaine, l'Organisation de la conférence islamique et plusieurs autres nations ».[41] En promouvant une réponse plus forte à Kadhafi, Sarkozy n'a fait qu'encourager les autres gouvernements à appliquer leur résolution.

À ce moment la décision de soutenir les manifestants n'avait pas l'air très risqué parce qu'il semblait que Kadhafi serait le prochain dictateur à tomber. Cette fois, les pays occidentaux voulaient être « du bon côté de l'histoire » quand les rebelles réussiraient à renverser le gouvernement. On avait déjà vu la chute de deux gouvernements autoritaires au cours de plusieurs semaines tumultueuses, et l'on était plein d'espoir que ces pays autoritaires deviendraient de vraies démocraties. Les pays occidentaux ont voulu soutenir le côté qui serait victorieux – et qui donc contrôlerait le pétrole et le commerce libyens. Ils ont aussi pensé qu'ils auraient plus d'influence auprès du nouveau gouvernement s'ils soutenaient sa création, et ce nouveau gouvernement serait plus démocratique s'il recevait l'encouragement des démocraties établies. Les pays occidentaux n'ont pas craint la revanche de Kadhafi pour avoir pris le parti des rebelles parce qu'ils savaient que le colonel ne serait plus au pouvoir.

---

[40] « 23 février : La Ligue Arabe suspend la Libye de ses activités », *Info-Libye*, 23 février 2011, http://www.info-libye.com/article-la-ligue-arabe-suspend-la-libye-de-ses-activites-76495728.html.
[41] Version originale : « This same message […] has been delivered by the European Union, the Arab League, the African Union, the Organization of the Islamic Conference, and many individual nations. » Barack Obama, « Transcript of President Obama's Libya Speech », *National Review Online*, 23 février 2011, http://www.nationalreview.com/egypt-watch/260570/transcript-president-obamas-libya-speech-matthew-shaffer.

De plus, Sarkozy a profité du manque de leadership proactif américain. Les Etats-Unis étaient toujours un pays puissant avec beaucoup de poids dans les négociations internationales, mais ils étaient réticents à s'exposer diplomatiquement ou militairement dans un pays qui n'est pas un partenaire économique ou fournisseur de pétrole important. À la suite des guerres en Irak et en Afghanistan, le peuple américain et les conseillers du président étaient peu enthousiastes de s'engager dans un nouveau conflit dans le monde musulman et risquer plus d'équipements et de vies américaines. Après le passage de la résolution 1970, Obama a condamné en termes vifs la violence perpétrée par Kadhafi contre le peuple libyen et Hillary Clinton a indiqué que le président continuait à explorer « toutes les options possibles ».[42] Cependant, il était clair qu'Obama hésitait à réagir unilatéralement avec des mesures plus forte que la simple rhétorique. Le 23 février, il a déclaré : « Le monde entier observe [le développement du conflit en Libye] et nous allons coordonner notre assistance et notre responsabilité avec la communauté internationale. »[43] Dans ce même discours, Obama a souligné les actions « que nous allons coordonner avec nos alliés et partenaires [et] que nous allons entreprendre à travers les institutions multilatérales », et il a indiqué qu'il avait envoyé le sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques en Europe pour « intensifier [ses] consultations avec [ses] alliés et partenaires sur la situation en Libye ».

[42] « Gadhafi clings to power amid growing support for protests ».
[43] Version originale : « The entire world is watching, and we will coordinate our assistance and accountability measures with the international community. »
« Transcript of President Obama's Libya Speech ».

Selon le *Washington Post*, Obama « a étroitement collaboré avec ses homologues européens et parfois a suivi leur exemple ».[44] Par exemple, Sarkozy a exigé la démission de Kadhafi et a promu la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne quelques jours avant les Américains. Obama a reconnu que les enjeux libyens étaient plus grands pour les Européens, et il a accepté de les laisser prendre la tête de la réponse internationale. Selon un officiel de la Maison-Blanche, indépendamment du rôle que les Etats-Unis prennent, « nous sommes toujours du côté de changement » (*It's not as if we're not on the side of change*).[45] Un autre officiel a décrit l'approche d'Obama comme « le leadership de l'arrière » (*leading from behind*),[46] une stratégie beaucoup critiquée par des conservateurs comme John Bolton (ancien ambassadeur américain à l'ONU) et le sénateur John McCain. Le président américain a insisté pour étudier tous les renseignements et a refusé de se dépêcher de prendre une décision aussi conséquente. Selon Ryan Lizza, un journaliste pour le *New Yorker*, Obama « a abordé la politique étrangère comme si c'était de la jurisprudence, en décidant de sa réponse selon chaque menace ou crise selon ses propres mérites ».[47] Son caractère prudent et pensif contraste vivement avec le caractère « hyperactif » de Sarkozy, qui voulait agir avec fermeté et démontrer la capacité française de gérer les crises internationales. La lenteur avec laquelle Obama a pris ses décisions a donné à la France l'opportunité de prendre la tête de la réponse internationale au conflit libyen et de jouir du crédit issu des grandes actions multilatérales.

---

[44] Scott Wilson, « On Libya, Obama willing to let allies take the lead », *Washington Post*, 10 mars 2011, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/03/09/AR2011030 905672.html.
[45] « On Libya, Obama willing to let allies take the lead ».
[46] Ryan Lizza, « The Consequentialist », *New Yorker*, 2 mai 2011, http://www.newyorker.com/reporting /2011/05/02/110502fa_fact_lizza#ixzz1s9AgVyCh.
[47] Version originale : « [Obama] approached foreign policy as if it were case law, deciding his response to every threat or crisis on its own merits. »
« The Consequentialist ».

Le rôle français dans la réponse internationale au conflit libyen

Dans son livre *Témoignage*, Sarkozy a écrit : « Pour peser davantage dans ces débats [internationaux], il nous faut […] accroître notre présence stratégique dans les négociations et les organismes internationaux ».[48] Les diplomates et chefs d'état occidentaux, arabes et africains se sont servis de toutes les voies diplomatiques pour gérer la réaction internationale au conflit libyen, et Sarkozy a compris qu'il aurait besoin d'être proactif dans les négociations internationales pour démontrer l'influence française. À la fin du mois de février et au cours du mois de mars, il y a eu beaucoup de réunions d'urgence au sein des organismes internationaux y compris l'Union européenne, le Conseil de sécurité, la Ligue arabe, l'Otan, l'Assemblée générale des Nations unies, l'Organisation de la conférence islamique, le G8, l'Union africaine et le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Il y a eu aussi une série de sommets multilatéraux, et le 29 mars les participants de la Conférence de Londres sur la Libye ont créé un Groupe de contact qui « se réunira afin de fournir un leadership et une direction politique globale pour les efforts internationaux, […] et fournir un point focal dans la communauté internationale pour le contact avec les parties libyennes ».[49] Sarkozy a respecté le rôle des institutions internationales dans le système global, et il a hésité à réagir unilatéralement. Son insistance à travailler au sein des institutions comme l'Union européenne, le G8 ou l'Union pour la Méditerranée montre à quel point il a cherché à tirer profit de ses relations avec ses alliés. Sarkozy a démontré son raisonnement dans une conversation avec BHL :

[48] Nicolas Sarkozy, *Témoignage* (Paris: XO Éditions, 2006), 267.
[49] William Hague, « Déclaration de William Hague sur la Conférence de Londres sur la Libye », *UK in France*, 30 mars 2011, http://www.ukinfrance.fco.gov.uk/fr/news/?view=News&id=579692382.

> « Même [le bombardement de] trois aéroports, cela ne se fait pas sans l'accord de nos alliés. Et, plus important encore, sans un mandat international. Le pire serait de faire la même erreur que Bush en Irak. On ne le pardonnerait ni à la France ni à moi. […] On va faire un consensus européen. Et, forts de ce consensus, on ira aux Nations unies. »[50]

Sarkozy avait identifié ses objectifs dans sa réponse à la crise en Libye, et il s'est rendu compte qu'il pourrait les réaliser seulement avec l'approbation de la communauté internationale. Donc en démontrant son leadership, il a dû trouver l'équilibre entre ses actions au sein des organismes multilatéraux et ses actions et sa rhétorique personnelles.

À l'approche de l'intervention militaire en Libye, la France a influencé la direction de la réponse internationale :

- en poussant l'Union européenne à adopter des sanctions contre la Libye ;
- en étant la première à exiger la démission de Kadhafi et à reconnaître officiellement le Conseil national de transition (CNT) comme le seul « représentant légitime du peuple libyen » ;[51]
- en promouvant une réponse militaire aux conflit libyen dans la forme d'une zone d'exclusion aérienne ;
- en introduisant une résolution plus forte au sein du Conseil de sécurité qui autorise

  « toutes les mesures nécessaires pour protéger » le peuple libyen ;[52]
- en organisant une réunion de chefs d'état à Paris pour discuter de la situation en Libye.

---

[50] « "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusifs du livre de BHL ».
[51] « Paris reconnaît officiellement le Conseil national de transition libyen », *RFI*, 10 mars 2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110310-benghazi-fief-rebellion-vie-continue.
[52] Alain Juppé, « 17 mars 2011 – Conseil de sécurité – Libye – Intervention de M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes », *La France à l'ONU*, 17 mars 2011, http://www.franceonu.org/spip.phpo?article=5443.

De plus, la France a conduit ses propres opérations humanitaires pour apporter une aide médicale aux hôpitaux à Benghazi et pour évacuer les ressortissants égyptiens des camps de réfugiés situés à la frontière tuniso-libyenne.[53]

Dans son grand discours sur la politique étrangère en 2007, Sarkozy a dit : « Je [pense] que l'émergence d'une Europe forte, acteur majeur sur la scène internationale, peut contribuer de façon décisive à la reconstruction de cet ordre mondial plus efficace, plus juste, plus harmonieux, que réclament nos peuples ».[54] Le printemps arabe aurait pu être une occasion pour l'Union européenne de se présenter comme une force déterminante et pour la Haute Représentante pour les affaires étrangères de l'UE d'affirmer sa place sur la scène diplomatique au niveau des autres ministres des affaires étrangères. Sarkozy a considéré l'Union européenne comme une extension de la puissance française, et donc il aurait vu un succès diplomatique pour l'UE comme un symbole de l'influence française. En mars, pendant une conférence de presse il a déclaré : « La France avait souhaité […] que la réaction de l'Europe soit à la hauteur des événements historiques qui se déroulent en ce moment même. »[55] Cependant, les états-membres n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une réponse officielle. Le 20 février, Catherine Ashton a déclaré : « L'Union européenne demande instamment aux autorités de faire preuve de retenue et de calme, et de s'abstenir dès à présent d'autres actes de violence contre des manifestants

---

[53] « Crise humanitaire en Libye – Point sur les actions de la France (3 mars 2011) », *Ministère des Affaire étrangères et européennes*, 3 mars 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/crise-humanitaire-en-libye-point.

[54] Nicolas Sarkozy, « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. 27 août 2007. http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs/precedentes-conferences /xveme-conference-des-ambassadeurs/article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.

[55] Nicolas Sarkozy, « Conférence de presse de Nicolas Sarkozy à l'issue du Conseil européen sur la Libye », *Réseau Voltaire*, 11 mars 2011, http://www.voltairenet.org/Conference-de-presse-de-Nicolas, 168890.

pacifiques. »[56] L'UE n'a pas mis en place des mesures pour contraindre Kadhafi à mettre fin à la violence, et donc cette déclaration n'a pas eu d'effet.

Le 23 février, Sarkozy s'est adressé au Conseil des ministres et a demandé une réponse plus forte de la part de l'UE. Il a dit : « Je demande […] l'adoption rapide de sanctions concrètes afin que tous ceux qui sont impliqués dans les violences en cours sachent qu'ils devront assumer les conséquences de leurs actes. […] Je souhaite en outre que soit examinée la suspension des relations économiques, commerciales et financières avec la Libye, jusqu'à nouvel ordre ».[57] Sarkozy a été le premier à promouvoir de telles mesures, mais il y avait des réticences de la part de l'Allemagne et le Royaume-Uni, deux pays influents. Angela Merkel et David Cameron n'étaient pas prêts à soutenir immédiatement les sanctions. Merkel a dit qu'elle les soutiendrait si le gouvernement libyen continuait sa violence,[58] et Cameron a dit avec précaution : « Les sanctions sont toujours une option pour le futur […] Bien sûr, si la Libye continue sur ce chemin, il y aura un argument fort [pour les sanctions] ».[59] L'Allemagne et le Royaume-Uni sont très vite devenus partisans des sanctions, mais seulement après l'encouragement de Sarkozy. L'Union européenne n'a pas démontré le leadership international que Sarkozy aurait préféré, malgré les efforts français de mener une réponse plus résolue. Éventuellement l'UE a imposé des sanctions contre Kadhafi et sa famille, mais très tôt il était évident

---

[56] « Situation en Libye (Bruxelles, 20 février 2011) ».
[57] « Libye : déclaration du president de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) ».
[58] « France urges EU sanctions on Libya », *Al Jazeera*, 23 février 2011, http://www.aljazeera.com/news/europe/2011 /02/201122310212200199.html.
[59] Version originale : « Sanctions are always an option for the future […] Of course, if Libya continues down this path, there will be a very strong argument [for sanctions] ».
Nicholas Watt et Patrick Wintour, « Libye no-fly zone call by France fails to get David Cameron's backing », *The Guardian*, 23 février 2011, http://www.guardian.co.uk/world/2011/feb/23/libya-nofly-zone-david-cameron.

qu'elle ne pourrait pas être un acteur décisif concernant la Libye à cause de la lenteur de sa réponse et la réticence de plusieurs états-membres de s'engager en Libye.

Sarkozy a aussi démontré son leadership sur le plan diplomatique en devenant le premier chef d'état à exiger la démission de Kadhafi et à reconnaître le Conseil national de transition comme le représentant légitime du peuple libyen. Pendant sa déclaration devant le Conseil des ministres de l'Union européenne, Sarkozy a parlé d'un « nouvel ordre » en Libye, mais le 25 février, il a officiellement demandé à Kadhafi de se retirer. Pendant une conférence de presse conjointe avec le président de la Turquie, Sarkozy a déclaré : « De notre côté, s'agissant de la France, notre position est claire : M. Kadhafi doit partir. Les violences répétées, systématiques contre le peuple libyen sont inacceptables et feront l'objet d'enquêtes et de sanctions. »[60] Cameron, puis les autres chefs d'état y compris Obama, ont suivi l'exemple de Sarkozy en demandant la démission de Kadhafi. En faisant cet appel, Sarkozy a changé la rhétorique de la discussion. La communauté internationale avait parlé de son soutien à la démocratie et de ses tentatives de mettre fin à la violence, mais elle était réticente à explicitement soutenir la chute du régime de Kadhafi.

Le 10 mars, Sarkozy est devenu le premier chef d'état à reconnaître le Conseil national de transition (CNT), une autorité politique libyenne qui coordonnait les rebelles, comme le seul « représentant légitime du peuple libyen ».[61] Bernard-Henri Lévy, qui avait déjà promis le soutien de Sarkozy à Abdul-Jalil (chef du CNT), a insisté que Sarkozy rencontre l'opposition libyenne et il a organisé une réunion à Paris entre les

[60] Nicolas Sarkozy, « Propos du Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, lors de la conférence de presse conjointe avec le Président de la République de Turquie, M. Abdullah Gül », *Consulat général de France à Istanbul*, 25 février 2011, http://www.consulfrance-istanbul.org/Propos-du-President-de-la.
[61] « Paris reconnaît officiellement le Conseil national de transition libyen ».

deux.[62] Le président de la République a officiellement reçu trois représentants du CNT à l'Elysée la veille d'un sommet européen au sujet de la situation libyenne, et il a promis d'envoyer un ambassadeur français à Benghazi. Selon Mustafa Gheriani, un organisateur de média avec le CNT, la France « a joué le rôle de briser la glace pour l'Union européenne ».[63] La reconnaissance française du CNT a encouragé le groupe libyen à continuer à rechercher la reconnaissance diplomatique auprès des autres pays. De plus, elle a augmenté leur autorité domestique et a envoyé un message fort à Kadhafi que la France – une grande puissance qui l'avait reçu chaleureusement en 2007 et qui lui avait vendu des armes et des avions – ne le soutenait plus.

Sarkozy et les rebelles libyens ont espéré que les autres états européens suivraient l'exemple français, mais la décision française unilatérale les a choqués et énervés. Un porte-parole d'Ashton a déclaré que « nous ne pouvons pas nous précipiter de manière unilatérale dans la reconnaissance de certains groupes »,[64] tandis que Guido Westerwelle, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, a répondu qu'il faut reconnaître les états et non les gouvernements particuliers.[65] Ces pays se souciaient du manque d'information sur les membres du CNT, y compris leur histoire, leurs motivations et leurs liens aux groupes terroristes, et ils n'ont pas voulu s'engager dans une guerre civile en Libye. Malgré le refus des autres états européens de recevoir ou reconnaître les représentants du CNT, leurs diplomates ont continué à condamner les actions du gouvernement libyen, exiger la démission du dirigeant et coopérer avec Sarkozy dans ses efforts pour

[62] « New Film Depicts Bernard-Henri Lévy's Role in Libya ».
[63] Patrick O'Connor, « France recognizes Libyan Opposition Leadership: Sarkozy Recommends bombing Gaddafi Headquarters », *Global Research*, 11 mars 2011, http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=23654.
[64] « Paris reconnaît officiellement le Conseil national de transition libyen ».
[65] Josh Ward, « Sarkozy's Libya Move "Shows Testosterone Level, Not Logic », *Der Spiegel*, 11 mars 2011, http://www.spiegel .de/international/europe/0,1518,750344,00.html.

augmenter la pression diplomatique et économique sur Kadhafi. Au sommet européen à Bruxelles le 11 mars, l'Union européen a décidé « de saluer et d'encourager le Conseil national de transition » et de le « considérer désormais comme un interlocuteur politique ».[66] Sarkozy a réussi à augmenter la légitimité du CNT, même si le reste de l'Europe ne l'a pas reconnu officiellement comme le seul représentant du peuple libyen.

La France a continué à promouvoir des mesures supplémentaires contre Kadhafi, surtout la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pour empêcher les attaques kadhafistes aériennes contre les rebelles et protéger la vie des Libyens innocents. Juppé a noté que les mesures déjà prises « n'ont pas été suffisantes. Dans tout le pays [de la Libye], les violences perpétrées contre les populations civiles n'ont fait que redoubler ».[67] Le 3 mars, il a dit : « Nous avons également envisagé le durcissement des pressions qu'il faut exercer sur le régime de Kadhafi pour l'amener à quitter le pouvoir […] Nous sommes d'accord aussi pour réfléchir et même agir à la planification d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye ».[68] Le déploiement des troupes, des avions et du porte-avions *Charles de Gaulle* pour gérer une zone d'exclusion aérienne serait une démonstration claire de la puissance militaire française. La France s'est engagée dans d'autres opérations militaires, comme en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, mais l'utilisation de la force en Libye serait mieux en vue parce que les Etats-Unis, les membres de l'Union européenne et les pays arabes observaient de près les événements en Libye. En outre, un geste dramatique – comme le déploiement des forces françaises ou

[66] « Conférence de presse de Nicolas Sarkozy à l'issue du Conseil européen sur la Libye ».
[67] « 17 mars 2011 – Conseil de sécurité – Libye – Intervention de M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes ».
[68] Alain Juppé, « Conférence de presse conjointe du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain Juppé, avec le ministre d'État, minister des Affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, William Hague », *La France au Venezuela*, 3 mars 2011, http://www.ambafrance-ve.org/?Conference-de-presse-conjointe-de.

internationales – permettrait à la France de réaffirmer son attachement aux droits de l'homme et à la démocratie et lui permettrait de se présenter comme le sauveur du peuple libyen. Le 16 mars, Sarkozy a écrit aux chefs d'état des membres du Conseil de sécurité : « Ensemble sauvons-nous le peuple libyen martyrisé! Le temps se compte maintenant en jours, voire en heures. »[69] Le président français s'est servi d'une rhétorique dramatique pour démontrer ses convictions et exprimer un sens d'urgence. Parce que Sarkozy s'est servi du langage fort et s'est mis bien en vue pendant ces négociations, il a été crédité du durcissement de la position internationale contre Kadhafi et a acquis la réputation d'être impulsif et irréfléchi.

Sarkozy et Juppé ont étroitement collaboré avec leur homologue anglais, Cameron et Hague, sur les négociations à propos de la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Ils ont promu les planifications pour qu'ils puissent être prêts au moment où une telle action deviendra nécessaire pour mettre fin à la crise libyenne. La plupart des autres pays européens, surtout l'Allemagne, ont résisté aux appels franco-britanniques lors d'un sommet européen à Bruxelles le 11 mars. Selon *The Guardian*, pendant un débat Ashton a même interrompu Cameron en lui disant : « *Hold your horses* » (attendez un moment).[70] Merkel a rejeté l'idée de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, disant qu'elle était « fondamentalement sceptique » par rapport à des actions militaires et Westerwelle a demandé si une telle opération limitée

[69] Nicolas Sarkozy, « Lettre à Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies », *La France en Chine*, 18 mars 2011, http://www.consulfrance-pekin.org /Lettre-a-Mesdames-et-Messieurs-les-Chefs-d-Etat-et-de-Gouvernement-des-Etats-membres-du-Conseil-de.html.
[70] Ian Traynor et Nicholas Watt, « Libya no-fly zone plan rejected by EU leaders », *The Guardian*, 11 mars 2011, http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/11/libya-no-fly-zone-plan-rejected.

n'entraînerait pas un conflit général entre les pays de l'Otan et Kadhafi.[71] Pendant une conférence de presse à l'issue du sommet européen, Sarkozy a annoncé que le Conseil européen a décidé d'examiner « toutes les options nécessaires, pourvu qu'il y ait un besoin démontrable d'une action, une claire base juridique des Nations unies et le soutien régional – je veux dire la Ligue arabe ».[72]

Sarkozy, qui a toujours insisté sur la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, s'est appliqué à établir le soutien nécessaire pour son projet chez les pays arabes et au sein du Conseil de sécurité. Dès février Ibrahim Dabbashi, l'ancien ambassadeur libyen à l'ONU qui s'était détaché du régime de Kadhafi, a demandé le soutien international aux rebelles.[73] En mars, Juppé a rencontré Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, au Caire, et puis il s'est entretenu avec Cheikh Abdallah, ministre des Affaires étrangères des Emirats Arabes Unis et Nasser Judeh, ministre des Affaires étrangères de Jordanie. Le Conseil de coopération du Golfe (7 mars), l'Organisation de la conférence islamique (8 mars) et la Ligue arabe (12 mars) ont demandé l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne,[74] et Sarkozy a utilisé leurs déclarations pour appuyer son argument en faveur d'une zone. Il a écrit aux chefs d'état des autres membres du Conseil de sécurité : « Le Conseil de la Ligue arabe a demandé en particulier au Conseil de sécurité des Nations Unies « de prendre toutes les mesures nécessaires pour imposer immédiatement une zone d'exclusion aérienne à l'encontre des appareils militaires libyens. » […] Il est plus que temps pour la communauté internationale, à travers le

[71] Leo Cendrowicz, « E.U. Unites Against Gaddafi, But Not on What's Next », *Time*, 11 mars 2011, http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2058534,00.html.
[72] « Conférence de presse de Nicolas Sarkozy à l'issue du Conseil européen sur la Libye ».
[73] Colin Moynihan, « Libya's U.N. Diplomats Break with Qaddafi », *New York Times*, 21 février 2011, http://www.nytimes.com/2011/02/22/world/africa/22nations.html.
[74] « Libya Historical Chronology », *Security Council Report*, 8 novembre 2011, http://www.security councilreport.org/site/c.glKWLeMTIsG/b.6739039.

Conseil de sécurité, de se rassembler pour tirer les conséquences de cette situation et répondre sans délai à l'appel pressant de la Ligue des États arabes. »[75]

Juppé a donc introduit une nouvelle résolution au sein du Conseil de sécurité pour gagner l'approbation de la communauté internationale et établir une base légitime avant de mettre en place une zone d'exclusion aérienne en Libye. Le 17 mars, Juppé a introduit une résolution pour mettre en place « les moyens de protéger les populations » qu'il avait préparée avec les Anglais, les Américains et les Libanais. Selon le ministre des Affaires étrangères, cette résolution :

- « [met] en place une zone d'exclusion aérienne et [autorise] les membres de la Ligue arabe et les Etats membres qui le souhaitent à prendre les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre.
- [autorise] ces mêmes États à prendre, outre la zone d'exclusion aérienne, toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations et les territoires, y compris Benghazi, qui sont sous la menace d'une attaque des forces du régime de Kadhafi.
- [renforce] les sanctions adoptées à l'encontre de ce régime, qu'il s'agisse de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes, du gel des avoirs des autorités de Tripoli ou de l'interdiction de vol des compagnies aériennes libyennes. »[76]

Cette résolution était la « base juridique » demandée par l'Allemagne et les autres Européens pour légitimer l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. En effet, elle aurait pu autoriser presque n'importe opération militaire, à condition que la communauté internationale décide qu'elle est « nécessaire » pour protéger les Libyens innocents. Le 17

[75] « Lettre à Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ».
[76] « 17 mars 2011 – Conseil de sécurité – Libye – Intervention de M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes ».

mars, la résolution 1973 a passé avec dix votes pour (Afrique du Sud, Bosnie-Herzégovine, Colombie, États-Unis, France, Gabon, Liban, Nigeria, Portugal et Royaume-Uni) et cinq abstentions (Allemagne, Brésil, Chine, Inde et Russie). Le fait que la Chine et la Russie n'aient pas mis leur veto représente un vrai succès diplomatique pour les partisans de la résolution. Le Conseil de Sécurité, l'Otan et l'Union européenne avait déjà discuté de l'idée d'une zone d'exclusion aérienne et l'Otan avait commencé à planifier la mise en place d'une telle zone avant le passage de la résolution 1973, mais Sarkozy a apporté la volonté politique pour s'engager dans une opération limitée en Libye et a poussé la résolution qui l'a autorisée.

Après avoir reçu l'autorisation d'une zone d'exclusion aérienne, la communauté internationale a dû décider comment la mettre en place et qui allait participer à cette opération. Le lendemain de l'adoption de la résolution 1973, Sarkozy a invité tous les acteurs majeurs à Paris pour une réunion à l'Elysée au sujet de l'état du conflit libyen. Le 19 mars, 22 chefs d'état, ministres des Affaires étrangères, hauts diplomates et chefs des organismes internationaux sont venus au Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen.[77] À l'issue de la réunion, ils ont réaffirmé les conditions de la résolution 1973 et

[77] Liste de participants : Nicolas Sarkozy (Président française), Ban Ki-moon (Secrétaire générale de l'ONU), José Luis Zapatero (Président espagnol), Angela Merkel (Chancelière allemande), Steven Harper (Premier ministre canadien), Cheikh Hamad Bin Al Jassem (Premier ministre qatari), Donald Tusk (Premier ministre polonais), Lars Loekke Rasmussen (Premier ministre danois), Silvio Berlusconi (Premier ministre italien), Georges Papandréou (Premier ministre grec), Jens Stoltenberg (Premier ministre norvégien), Yves Leterme (Premier ministre belge), David Cameron (Premier ministre anglais), Mark Rutte (Premier ministre néerlandais), Amr Moussa (Sécretaire général de la Ligue arabe), Herman Van Rompuy (Président du Conseil Européen), Catherine Ashton (Haute représentante pour la politique étrangère de l'UE), Hoshyar Mahmoud Zebari (Ministre des Affaires étrangères d'Irak), Cheikh Abdallah Bin Zayed (Ministre des Affaires étrangères d'EAU), Hillary Clinton (Secrétaire d'État des Etats-Unis), Nasser Joudah (Ministre des Affaires étrangères de Jordanie) et Taïeb Fassi-Fihri (Ministre des Affaires étrangères du Maroc)
« Déclaration adoptée à l'issue du Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 19 mars 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/declaration-adoptee-a-l-issue-du.

ont déclaré : « Même si nos contributions seront différenciées, nous sommes déterminés à agir collectivement et résolument pour donner plein effet à ces décisions. […] Nous sommes déterminés à prendre toutes les actions nécessaires, y compris militaires, conformément à la résolution 1973, pour assurer le plein respect des exigences du Conseil de sécurité ».[78] Ce groupe de chefs d'état et diplomates européens, nord américains et arabes ont aussi condamné les actions de Kadhafi en disant : « Nous ne laisserons pas le colonel Kadhafi continuer de défier la volonté de la communauté internationale et mépriser celle de son peuple. Nous poursuivrons notre aide en faveur des Libyens afin qu'ils puissent reconstruire leur pays. »[79] Les planifications pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne étaient déjà en place, et les participants se sont réunis au sommet pour démontrer leur attachement à la coopération internationale, souligner la diversité de la coalition et donner le feu vert à une opération militaire. Pour Sarkozy, l'organisation du sommet lui a permis de réaffirmer son attachement à une réponse ferme au conflit libyen. En invitant les autres chefs d'état à Paris, Sarkozy a créé une occasion d'apparaître sur les photos, dans les journaux et à la télé comme un grand diplomate. Il a eu aussi l'occasion de donner le ton au sommet et donc de mettre en avant ses propres priorités. En faisant venir ces chefs d'état en France, il a souligné l'influence et la puissance françaises ainsi que l'importance historique de Paris comme une ville où les négociations ont lieu et les traités signés.

Tandis que les participants du sommet parlaient du conflit libyen, les forces kadhafistes étaient en train d'entrer dans Benghazi, la capitale de l'opposition. Pendant le sommet, Sarkozy a annoncé que les avions militaires français étaient déjà en route vers la

[78] « Déclaration adoptée à l'issue du Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen ».
[79] « Déclaration adoptée à l'issue du Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen ».

Libye. Il a déclaré : « Nos forces aériennes s'opposeront à toute agression des avions du Colonel Kadhafi contre la population de Benghazi. D'ores et déjà, nos avions empêchent les attaques aériennes sur la ville. D'ores et déjà d'autres avions français sont prêts à intervenir contre des blindés qui menacent des civils désarmés. »[80] Les participants du sommet n'avaient pas encore annoncé l'entreprise des actions concrètes dans leur déclaration, et la France a été la première à envoyer des avions en Libye pour protéger les civils libyens. Selon l'État major français, le premier tir a eu lieu contre « un véhicule libyen clairement identifié comme appartenant aux forces pro-Kadhafi » à 16h45 le même après-midi.[81] Avec cette démonstration de force, Sarkozy a affirmé l'attachement de la France à ses valeurs, la puissance militaire française et sa capacité de leadership. Selon *The Guardian*, le jour du sommet Sarkozy « a assumé le rôle qu'il joue si bien : celui d'un leader mondial incisif, décisif et résolu. […] Il est devenu de plus en plus évident que la France était à la tête de l'opération militaire ».[82] À l'issue du sommet, le Premier ministre belge Yves Leterme a franchement déclaré : « Il est clair que la France assure le leadership de l'action militaire dans l'espace aérien libyen. »[83]

Sarkozy a pris en charge l'opération en s'assurant que les avions français étaient les premiers à arriver et les premiers à frapper des cibles libyennes. Cependant, il voulait que l'instauration de la zone d'exclusion aérienne soit une opération multilatérale, et

---

[80] Nicolas Sarkozy, « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen », *La présidence de la République*, 19 mars 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/declarations/2011/declaration-de-m-le-president-lors-du-sommet-de.10952.html.

[81] « A l'issue d'un sommet international, la France ouvre le feu en Libye », *L'Express*, 19 mars 2011, http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/a-l-issue-d-un-sommet-international-la-france-ouvre-le-feu-en-libye_974122.html.

[82] Kim Willsher, « Sarkozy struts the world stage with an eye on French votes », *The Guardian*, 19 mars 2011, http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/20/sarkozy-struts-world-stage-presidential-election-2012.

[83] « A l'issue d'un sommet international, la France ouvre le feu en Libye ».

Sarkozy a dû trouver l'équilibre entre présenter la France comme un acteur décisif et affirmer son esprit d'équipe. Le 19 mars, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont aussi lancé leur propre opération en Libye. Au cours des semaines suivantes, le reste du monde est arrivé à voir ces trois pays – la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis – comme les trois chefs de l'opération, malgré le rôle dominant joué par la France au cours des négociations internationales.

Les forces américaines ont pris en charges les premières campagnes militaires, et Obama a voulu rapidement transférer le contrôle de l'opération à un organisme international. Le 22 mars, Obama, Cameron et Sarkozy ont décidé que l'Otan allait prendre en charge l'exécution de la zone d'exclusion aérienne, l'embargo d'armes et les frappes aériennes. Cette décision a représenté un échec pour Sarkozy, qui avait voulu continuer son leadership en établissant un commandement franco-britannique pour gérer toutes les opérations militaires. Il a soutenu qu'il s'est opposé au transfert du contrôle à l'Otan parce que l'alliance est vue comme un outil américain et parce que les participants comme le Qatar, qui n'étaient pas des membres de l'Otan, n'aurait pas de voix sur les décisions militaires. Cependant, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et surtout la Turquie ont vigoureusement insisté sur un rôle dirigeant pour l'alliance militaire transatlantique, et ils sont arrivés à un compromis avec Sarkozy qui a permis un comité indépendant, constitué juste de pays participants, de faire les décisions politiques sur la direction et les objectifs de l'opération. Selon le compromis, un comité de l'Otan dirigerait les activités militaires

et approuverait chaque sortie aérienne, mais la militaire française a gardé le droit de contourner ce comité et décider unilatéralement d'engager des cibles en Libye.[84]

L'Otan a pris en charge les opérations en Libye, connu par le nom de code « Opération Unified Protector », le 29 mars. 18 pays ont participé dans l'application de la zone d'exclusion aérienne : la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Émirats arabes unis, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, la Norvège, les Pays-Bas, le Qatar, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède et la Turquie. De ces pays, seulement huit ont effectué des sorties de combat : la France, les Etats-Unis, le Danemark, le Royaume-Uni, le Canada, l'Italie, la Norvège et la Belgique. Ces pays ont refusé de déployer des troupes au sol, mais ils ont aidé les rebelles en effectuant des frappes aériennes et navales contre des cibles stratégiques comme l'enceinte de Kadhafi et contre les forces kadhafistes en train d'attaquer des populations civiles. La France a continué à se distinguer pendant l'opération en effectuant plus de frappes que les autres participants – elle a effectué un tiers (33%) de toutes les sorties de combat, tandis que les Etats-Unis n'en ont effectué que 16% et le Royaume-Uni n'a effectué que 10%.[85] La France a aussi unilatéralement parachuté des armes aux rebelles libyennes (en violation de l'embargo d'armes), et elle a reçu beaucoup de critiques quand ses alliés l'ont appris en juin.[86]

---

[84] Leo Cendrowicz, « Libya: NATO Takes Charge, but Will Europe Take the Lead? », *Time*, 25 mars 2011, http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2061541,00.html.
[85] Jorge Benitez, « What percent of NATO strikes in Libya were carried out by the U.S.? », *CNN World*, 22 août 2011, http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com/2011/08/22/what-percent-of-nato-strikes-in-libya-were-carried-out-by-the-u-s.
[86] Philippe Gelie, « La France a parachuté des armes aux rebelles libyens », *Le Figaro*, 28 juin 2011, http://www.lefigaro.fr/international/2011/06/28/01003-20110628ARTFIG00704-la-france-a-parachute-des-armes-aux-rebelles-libyens.php.

Les combats violents entre les forces kadhafistes et les rebelles ont continué au sol tout l'été. En août, le conflit s'est accéléré et les rebelles ont eu une série de succès. Ils ont pris la capitale de Tripoli le 22 août, et deux jours après ils ont saisi et pillé l'enceinte de Kadhafi. En automne, les rebelles ont concentré leurs efforts à la capture de Syrte, la ville de naissance de Kadhafi et le dernier bastion kadhafist. Le 20 octobre, ils ont finalement trouvé Kadhafi à Syrte et un rebelle anonyme a tué le dirigeant détesté. Le 23 octobre, Mustafa Abdul-Jalil, président du Conseil national de transition, a proclamé la « libération » de la Libye pendant une grande cérémonie à Benghazi.[87] Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, a déclaré : « Je me félicite vivement de l'annonce faite par le Conseil national de transition selon laquelle la Libye est à présent entièrement libérée. Il s'agit d'une grande victoire pour le peuple libyen. »[88] Il a aussi annoncé que l'Otan allait mettre fin à l'opération Unified Protector le 31 octobre. Malheureusement, des conflits entre les milices libyennes n'ont pas terminé au moment de la libération du pays et la fin de l'opération militaire internationale, et ils continuent jusqu'à présent (avril 2012).

Conclusion

Le 15 février, Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron ont publié une tribune conjointe dans *Le Figaro* dans laquelle ils ont écrit : « Aujourd'hui, l'Otan et la coalition agissent au nom des Nations Unies avec un mandat international sans

[87] Garry Blight, Sheila Pulham et Paul Torpey. « Arab Spring: an interactive timeline of Middle East Protests », *The Guardian*, 5 janvier 2012, http://www.guardian.co.uk/world/interactive/2011/mar/22 /middle-east-protest-interactive-timeline.
[88] Anders Fogh Rasmussen, « Déclaration du secrétaire general de l'OTAN sur la liberation de la Libye », *Organistaion du traité de l'Atlantique Nord*, 23 octobre 2011, http://www.nato.int/cps/en/natolive/news _79828.htm.

précédent. »[89] La réponse internationale au conflit libyen a été vraiment remarquable. Un groupe de pays extrêmement divers – des pays de l'Europe de l'ouest, de l'Europe de sud, de la Scandinavie, d'Amérique du nord et du Moyen-Orient – ont cherché l'approbation de la communauté internationale et puis se sont réunis pour s'opposer à la violence perpétrée par Kadhafi contre le peuple libyen. Selon Alain Juppé, c'était un moment important parce que « ce qui [était] en question, c'est la crédibilité, […] même l'honneur, de la communauté internationale ».[90] La France en particulier a dû réaffirmer son attachement à la démocratie et les droits de l'homme après l'embarras de son soutien à Ben Ali pendant la révolution tunisienne. De plus, Sarkozy a vu la situation violente en Libye comme une occasion opportune pour mener un grand effort international, pour démontrer l'influence diplomatique et la puissance militaire françaises et pour situer la France du bon côté de l'histoire.

Dans les négociations sur la crise libyenne, Sarkozy s'est distingué comme un acteur décisif et influent. Au sommet de Paris, Sarkozy a déclaré : « La France est décidée à assumer son rôle, son rôle devant l'Histoire ».[91] À chaque étape de l'intervention internationale en Libye, Sarkozy a démontré son leadership et a mis la pression aux autres chefs d'état pour qu'ils suivent l'exemple de la France. La France a été la première à exiger la démission de Kadhafi, à reconnaître le Conseil national de transition, à introduire dans le Conseil de sécurité une résolution autorisant l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, à envoyer des avions pour mettre en place la zone et à

[89] Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron, « Le chemin vers la paix », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 15 avril 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye /evenements-4528/article/libye-tribune-conjointe-de-nicolas.
[90] . « 17 mars 2011 – Conseil de sécurité – Libye – Intervention de M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes ».
[91] « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen ».

effectuer une sortie de combat en Libye. Sarkozy a fait appel à la création du Groupe de contact, a organisé plusieurs réunions et sommets diplomatiques, a personnellement téléphoné aux chefs d'état européens et arabes pour les convaincre de soutenir ses projets et a obtenu un mandat international pour une opération militaire multilatérale – tout au nom de protéger le peuple libyen et « l'aider à réaliser ses aspirations et à bâtir son avenir et ses institutions dans un cadre démocratique ».[92]

Les actions de Sarkozy vis-à-vis de la situation en Libye représentent une continuation de la politique étrangère qu'il avait menée depuis le début de sa présidence. À travers ses actions, Sarkozy a surtout essayé de démontrer visiblement la puissance française et rappeler au reste du monde que la France est toujours une force déterminante et influente sur la scène internationale. Comme on l'a vu dans le deuxième chapitre, il s'est servi des institutions internationales, des relations bilatérales et multilatérales, de la rhétorique forte et de son énergie personnelle pour réaliser ses objectifs diplomatiques. Sarkozy s'est servi de ces quatre éléments précis pour encourager une réponse internationale forte à au conflit libyen.

Sarkozy a démontré du vrai leadership en évaluant la situation, en développant un plan d'action pour y répondre et a convaincant des autres états de suivre son exemple. Il a tout fait bien en vue publique – il a donné des allocutions radiotélévisée, il s'est adressé en personne au Conseil des ministres et aux chefs d'état pendant des sommets à Bruxelles et à Paris, il a donné plusieurs conférences de presse et en septembre il est allé en personne à Benghazi. La réponse française au conflit libyen a été très médiatisée, et Sarkozy a souligné ses motivations humanitaires pour intervenir dans le conflit.

[92] « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen ».

Cependant, Sarkozy n'a pas toujours démontré la vraie diplomatie, qui exige des compromise et l'esprit d'équipe. Au contraire, il a toujours insisté sur être le leader et être crédité de ses contributions. Sarkozy a démontré de l'arrogance et de l'opportunisme en plus du leadership, et beaucoup des autres pays (comme l'Allemagne, la Turquie et la Russie) étaient sceptiques de ses motivations pour insister sur une intervention internationale. Au début de l'opération Unified Protector, Abdullah Gül, président de Turquie, a déclaré que « le but [de la campagne militaire menée par la France] n'est pas la libération du peuple libyen. Il y a des programmes secrets et des intérêts différents ».[93] L'ambition démontrée par Sarkozy a été contre-productive parce qu'il était évident que le président pensait surtout de ses propres intérêts. Si Sarkozy avait démontré la volonté d'arriver aux compromis et de partager le crédit – bref, un peu d'humilité – il est probable que ses efforts auraient été mieux reçus et la communauté internationale aurait été plus disposée à le créditer pour son rôle en organisant l'opération multilatérale qui a entraîné la chute de Kadhafi.

[93] Ian Traynor, « Turkey and France clash over Libya air campaign », *The Guardian*, 24 mars 2011, http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/24/turkey-france-clash-libya-campaign.

Conclusion : Le bilan des activités de Sarkozy

Le 15 septembre 2011, Nicolas Sarkozy et David Cameron sont devenus les premiers chefs d'état à aller en Libye depuis la chute de Tripoli. Ils ont été reçus chaleureusement par le peuple libyen, qui les ont remerciés pour leurs contributions à la lutte contre Kadhafi. *RFI* a déclaré : « Sarkozy et Cameron accueillis en héros »,[1] tandis que *The Telegraph* écrit : « Ils sont venu en triomphe, après une victoire intrépide et improbable ».[2] Mahmoud Djibril, Premier ministre du Conseil national de transition (CNT) libyen, a déclaré : « Je voudrais exprimer notre reconnaissance et notre gratitude pour la position historique adoptée par le président Nicolas Sarkozy ».[3] La mise en place d'une opération militaire aérienne par une coalition aussi diverse sous le leadership franco-britannique et un mandat international est vraiment historique. En promouvant une intervention internationale en Libye pour minimiser la violence, Sarkozy a influencé le résultat du conflit et a entraîné la chute du colonel Kadhafi, le dirigeant libyen depuis 1969. On a accusé Sarkozy d'avoir eu toutes sortes de motivations pour gérer la réponse internationale au conflit et pour promouvoir une réponse forte – il s'est intéressé au pétrole libyen, il a voulu contraindre la migration, il a désiré punir Kadhafi pour son ancien soutien au terrorisme, il a voulu gagner les prochaines élections présidentielles ou il a voulu sauver la vie des Libyens innocents.[4]

---

[1] « Sarkozy et Cameron accueillis en héros; les forces du CNT sont à Syrte », *RFI*, 16 septembre 2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110916-libye-sarkozy-cameron-accueillis-heros-forces-cnt-syrte.
[2] Richard Spencer, « Libya: David Cameron and Nicolas Sarkozy receive heroes' welcome in Tripoli », *The Telegraph*, 15 septembre 2011, http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8766542/Libya-David-Caermon-and-Nicolas-Sarkozy-receive-heroes-welcome-in-Tripoli.html.
[3] Nicolas Sarkozy, David Cameron et Moustafa Abdel Jalil, « Conférence de presse conjointe : MM Cameron, Abdel Jalil et Sarkozy », *La Présidence de la République*, 15 septembre 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/conference-de-presse-conjointe-mm-cameron-abdel.12029.html.
[4] Michael Elliott, « Viewpoint: How Libya Became a French and British War », *Time*, 19 mars 2011, http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2060412,00.html.

Je trouve que le leadership international démontré par Sarkozy représente une tentative de réaffirmer le rôle et l'influence qui, aux yeux de Sarkozy, appartient à la France. Il a voulu que la France réalise la vision qu'elle avait d'elle-même et il a voulu que la communauté internationale partage cette vision de la France. Comme l'on a vu dans le premier chapitre, cette vision a trois éléments dont chacun est l'héritage d'une période importante dans l'histoire française. L'attachement de la France à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme date de la Révolution française de 1789 ; le concept de la puissance ou la grandeur française date de la présidence de Charles de Gaulle ; et l'idée de la France comme un membre de l'Europe unifiée date de la construction de l'Union européenne, où la France a été un membre fondateur. À travers ses actions diplomatiques et militaires, Sarkozy a voulu réaffirmer l'image de la France comme défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, qui a été ternie par son hésitation en réponse à la Révolution tunisienne ; il a voulu démontrer au reste du monde que la France est toujours une puissance mondiale qui peut efficacement gérer les complexes problèmes internationaux ; et il a voulu que l'Europe soit « écout[ée] de nouveau sur la scène internationale ».[5] Sarkozy a réussi dans son premier objectif, mais pas nécessairement dans les deux autres.

La France comme défenseur des droits de l'homme

Quand Sarkozy était en Libye en septembre, Moustafa Abdul-Jalil, président du Conseil national de transition, a déclaré : « Je voudrais dire que l'intervention de nos amis a été motivée par des considérations humanitaires uniquement. » Il a dit aussi que le

[5] Nicolas Sarkozy, *Témoignage* (Paris: XO Éditions, 2006), 280.

soutien français « n'était motivé par aucun intérêt politique ».[6] Bernard-Henri Lévy a aussi caractérisé Sarkozy comme humanitaire au cœur. Selon le philosophe, Sarkozy lui a dit : « Je ne serai pas le président sous lequel on aura laissé mourir le peuple libyen […] Je me fais pas d'illusions. Cette guerre ne sera pas populaire. […] Mais ce n'est pas la question. Il faut la faire. »[7]

Les motivations de la France pour intervenir étaient complexes, et sans doute il y avait des considérations nobles ainsi que les considérations stratégiques. On ne peut pas démêler toutes les pensées de Sarkozy, mais l'essentiel est que la France a lancé très tôt les opérations humanitaires. Le 28 février, quand elle était encore en train de coordonner une réponse internationale forte, la France a envoyé des médecins, des infirmiers, des logisticiens et cinq tonnes de médicaments et de matériel de soin à Benghazi. En mars, elle a envoyé 51 tonnes de fret humanitaire aux réfugiés libyens en Tunisie et elle a alloué 500 000 euros pour appuyer les programmes d'assistance au Haut commissariat pour les réfugiés aux Nations Unis.[8] Elle a agi unilatéralement ainsi qu'avec la communauté internationale, mais elle était certaine de souligner ses contributions en mettant des images du drapeau français sur toutes les provisions. Sarkozy a insisté sur l'importance de l'aide humanitaire pendant ses discours et conférences de presse, et il a significativement visité plusieurs hôpitaux et Libyens blessés en personne quand il est allé en Libye en septembre.

---

[6] « Conférence de presse conjointe : MM Cameron, Abdel Jalil et Sarkozy ».
[7] « "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusives du livre de BHL », *L'Express*, 25 novembre 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/bhl-libye-la-guerre-sans-l-aimer-extraits-exclusifs-du-livre_1048843.html.
[8] « Crise humanitaire en Libye – Point sur les actions de la France (3 mars 2011) », *Ministère des Affaire étrangères et européennes*, 3 mars 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/crise-humanitaire-en-libye-point.

La France comme puissance diplomatique et militaire

Après l'embarras d'avoir soutenu Ben Ali en Tunisie, la France a dû réaffirmer son attachement aux droits de l'homme. Cependant, les actes et les dépenses de Sarkozy montrent qu'il a été plus engagé dans les négociations et les opérations militaires – des grandes actions qui réaffirmaient la puissance française et desquelles il pouvait s'attribuer le mérite. Tandis qu'il a donné 500 000 euros pour aider les populations civiles et les réfugiés libyens, il a dépensé plus de 160 millions d'euros pour les opérations militaires entre mars et juillet – plus d'un million d'euros chaque jour.[9]

Un historien a défini la grandeur comme « le désir d'être un "joueur" et pas un "enjeu", et d'être un acteur "ambitieux", "universel" et "inventif" sur la scène internationale ».[10] Après le déclenchement du conflit libyen, Sarkozy a cherché à se présenter comme un « joueur » en refusant de « rester spectat[eur] face à ces violations massives des droits de l'Homme ».[11] Il a donc proposé des projets ambitieux et inventifs pour mettre fin à la violence, et dans le cadre d'un mandat international il a démontré son attachement aux valeurs universelles comme la démocratie. Le peuple libyen, qui a été personnellement touché par l'assistance française, a remercié la France pour l'aide qu'elle lui a donnée et a reconnu son rôle en tant que pays puissant. Cependant, Sarkozy n'a pas amélioré la réputation de la France en tant qu'acteur global déterminant ou leader international parce qu'il était évident que l'étendue de son rôle dans l'intervention en

[9] « French Libya military mission costs 160 mln euros », *Reuters*, 10 juillet 2011, http://af.reuters.com /article/topNews/idAFJOE76902T20110710.
[10] Daniel Mahoney, *De Gaulle: Statesmanship, Grandeur, and Modern Democracy* (Westport: Praeger, 1996), 16.
[11] Nicolas Sarkozy, « Libye : déclaration du président de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 23 février 2011, http://www.diplomatie .gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/libye-declaration-du-president-de.

Libye a été le résultat de plusieurs facteurs favorables et ne marque pas le début d'une nouvelle politique étrangère où la France sera plus proactive.

Les Libyens ont remercié Sarkozy pour le rôle qu'il avait joué dans la Révolution libyenne, y compris sa reconnaissance diplomatique du Conseil national de transition, sa participation dans l'opération Unified Protector et ses contributions d'assistance humanitaire. Quand deux représentants du CNT sont venus à Paris en mars juste après le déclenchement de l'opération militaire, ils ont dit à Sarkozy : « Aujourd'hui, dans Benghazi, on entend des *One, two, three, viva Sarkozy!* Les Libyens remercient la France et des drapeaux français flottent au côté des drapeaux libyens ». Sarkozy a vu cet enthousiasme en personne le 15 septembre quand il a été chaleureusement accueilli en Libye. Des milliers de Libyens sont venus accueillir Sarkozy et Cameron avec les pancartes qui disaient : « Mercie Sarkouzi »,[12] « Mr Sarkozy Benghazi Loves You »[13] ou simplement « Thanks France ».[14] Il y avait même des parents qui ont amené leurs petits « Sarkozy ». Moustafa Bosen a raconté à un journaliste : « M. Cameron et M. Sarkozy ont décidé de sauver la vie de mon fils, alors quand il est né le 21 mars nous l'avons appelé Sarkozy et je l'ai amené ici pour les remercier tous les deux. »[15] Selon le journaliste : « Les Libyens attribuent la première place sur leur liste de sauveurs à la France. » Il a cité Abdul-Jalil qui a déclaré : « La France a été à la pointe pour frapper les

---

[12] « Nicolas Sarkozy pourrait se rendre à Benghazi jeudi », *Le Monde*, 14 septembre 2011, http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/09/14/nicolas-sarkozy-pourrait-aller-a-benghazi-jeudi_1571982_1496980.html.

[13] Patrick Forestier, « La Guerre secrète des Français en Libye », *Paris Match*, 2 septembre 2011, http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/La-guerre-secrete-des-Francais-en-Libye-328043.

[14] « Libyans welcome Sarkozy and Cameron », *Wikimedia Commons*, 15 septembre 2011, http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Libyans_welcome_Sarkozy_and_Cameron.JPG.

[15] Version originale : « Mr Cameron and Mr Sarkozy decided to save my son's life so when he was born on March 21 we named him Sarkozy and I have brought him here today to thank them both. »
« Libya: David Cameron and Nicolas Sarkozy receive heroes' welcome in Tripoli ».

forces kadhafistes et prévenir un massacre à Benghazi ».[16] Dans les actions entreprises par la France, les Libyens ont vu ce que Sarkozy appelle son attachement de rester « à leurs côtés pour la paix, pour la démocratie et pour le progrès économique ». Sarkozy a réaffirmé son attachement au peuple libyen en même temps qu'il a confirmé que « c'est aux Libyens de construire l'avenir, […] c'est aux Libyens de choisir leurs dirigeants, ce n'est en aucun cas à nous ».[17] Au début de sa présidence, Sarkozy avait développé des relations avec Kadhafi : il est soupçonné d'avoir accepté de l'argent de Kadhafi pour financer sa campagne électorale,[18] il a accueilli le dirigeant libyen à Paris en 2007 et il lui a proposé la coopération « pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ».[19] Sarkozy a considérablement changé sa politique vis-à-vis de la Libye après le déclenchement de la violence, et le peuple libyen est arrivé à voir la France comme une puissance mondiale avec la volonté et les moyens de l'aider commencer un nouveau chapitre de son histoire.

L'image de la France tenue par les autres pays n'a pas vraiment changé après cette démonstration de leadership. Tous les chefs d'état reconnaissent que Sarkozy est réaliste et pragmatique et qu'il prend des décisions selon des circonstances actuelles plutôt que suive une vraie philosophie déterminée. Dans le cas du conflit libyen, plusieurs facteurs ont influencé et facilité les actions de Sarkozy : l'embarras qui a résulté de la réaction

---

[16] Verion originale : « Libyans assign first place in their list of saviours to France […] "France was in the forefront to strike Gaddafi forces and prevent a massacre in Benghazi," [Mr. Abdul Jalil] said ».
« Libya: David Cameron and Nicolas Sarkozy receive heroes' welcome in Tripoli ».
[17] Nicolas Sarkozy, David Cameron et Moustafa Abdel Jalil, « Conférence de presse conjointe : MM Cameron, Abdel Jalil et Sarkozy », *La Présidence de la République*, 15 septembre 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/conference-de-presse-conjointe-mm-cameron-abdel.12029.html.
[18] « Kadhafi a-t-il finance la campagne 2007 de Sarkozy ? », *Libération*, 12 mars 2012, http://www.liberation.fr/monde/01012395459-kadhafi-a-t-il-finance-la-campagne-de-sarkozy.
[19] Samuel Laurent, « Nucléaire : M. Sarkozy réécrit ses relations avec Kadhfai », *Le Monde*, 17 avril 2012, http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/17/nucleaire-m-sarkozy-reecrit-ses-relations-avec-kadhafi_1686477_1471069.html.

française à la révolution tunisienne, la coopération des pays arabes, l'approbation de la communauté internationale pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, le précédent de la chute des régimes de Ben Ali et Moubarak, la méfiance presque universelle pour Kadhafi et la présence d'une autorité de l'opposition libyenne bien organisée. Le leadership diplomatique démontré par la France est donc le résultat d'une combinaison de circonstances spécifiques et ne présage pas de changement dans la façon dont elle mène sa politique étrangère. Selon un journaliste du *Guardian* : « La guerre en Libye a été exceptionnelle. Elle n'a établi aucune nouvelle doctrine. Elle a plutôt établi un paradigme post-Irak limité pour l'interventionnisme sélectif, "faisable" et faussement rassurant ».[20] Il est clair que la communauté internationale n'a pas anticipé les grands changements dans la politique étrangère française post-Libye, et elle ne s'est pas tournée vers la France pour gérer la réponse internationale aux autres crises comme celle en Syrie aujourd'hui.

De plus, l'opération Unified Protector a dévoilé les limites de la capacité militaire française au lieu de démontrer sa puissance. La France a négocié la mise en place de la zone d'exclusion aérienne et elle a promu la coordination des frappes aériennes ciblées pour aider les rebelles. Cependant, elle n'a pas eu la capacité ou les ressources d'effectuer elle-même une telle opération limitée. Tandis que la France a effectué un tiers de sorties de combat, pendant le premier mois de l'opération elle n'a effectué que 20% de toutes les sorties (y compris les sorties d'interdiction aérienne, de reconnaissance, de détection et de

[20] Version originale : « The war in Libya was a one-off. It established no new doctrine. Rather, it set a limited post-Iraq paradigme for selective, "do-able", feelgood interventionism. »
Simon Tisdall, « Lessons from Libya: how Cameron and Sarkozy got lucky », *The Guardian*, 13 octobre 2011, http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/oct/13/lessons-from-libya-obama-cameron-sarkoyz.

ravitaillement).[21] Il est devenu évident que la France, ainsi que ses alliés européens, n'a pas eu assez de bombes guidées pour réussir à l'opération, et elle a dû se les procurer des États-Unis. Un expert en matières de défense a dit que l'intervention en Libye « n'était pas une grande guerre. Si [les Européens] étaient à court de munitions [guidées] si tôt dans une petite opération, il faut qu'on se demande quelle sorte de guerre ils comptaient effectuer. »[22] Au lieu de démontrer sa puissance militaire, la France a montré qu'elle n'avait pas la capacité de mener une vraie guerre et elle a démontré la supériorité de la puissance militaire américaine.

La France au sein d'une Europe puissante

Le débat sur l'intervention en Libye a dévoilé des vraies divisons au sein de l'Union européenne aux sujets de la politique étrangère et du recours à la force, tandis que l'opération Unified Protecter a révélé les limites de sa capacité de défense. La communauté internationale a reconnu le rôle déterminant de la France et du Royaume-Uni dans les négociations et la mobilisation de la coalition multilatérale, mais elle a clairement vu que c'était le leadership franco-britannique, pas le leadership européen. En 2007, Sarkozy a déclaré : « Je souhaite que les Européens assument pleinement leur responsabilité et leur rôle au service de leur sécurité et de celle du monde. […] Nous avons aussi besoin d'une vision commune des menaces qui pèsent sur nous et des moyens

[21] Simon Rogers, « Nato operations in Libya; data journalism breaks down which country does what », *The Guardian*, 31 octobre 2011, http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2011/may/22/nato-libya-data-journalism-operations-country#.

[22] Version originale : « Libya has not been a very big war. If [the Europeans] would run out of these munitions this early in such a small operation, you have to wonder what kind of war they were planning on fighting. »
Karen DeYoung et Greg Jaffe, « NATO runs short on some munitions in Libya », *Washington Post*, 15 avril 2011, http://www.washingtonpost.com/world/nato-runs-short-on-some-munitions-in-libya/2011/04/15/AF3O7ElD_story_1.html.

d'y répondre. »[23] Sarkozy a prévu une occasion où l'Europe aura l'opportunité de démontrer son influence internationale, et le conflit libyen aurait pu être cette opportunité. Cependant, la lenteur de la réponse européenne à la violence perpétrée par Kadhafi, la réticence de pays européens à intervenir dans un conflit domestique, la difficulté des diplomates européens à arriver à un consensus et les limites de la capacité militaire des états européens suggèrent qu'il manque à l'Union européenne la capacité d'être une puissance diplomatique avec la vision et les moyens de gérer les problèmes du XXI^{e} siècle.

En réagissant lentement et avec trop de précaution, l'Union européenne a manqué une occasion de prendre une position décisive. Les révoltes à Benghazi ont commencé le 15 février et le conflit s'est intensifié depuis le 18 février – mais les chefs d'état de l'Union européenne ne se sont réunis que le 11 mars. Le premier mars, 8 jours après que Kadhafi a menacé de « purger la Libye maison par maison »,[24] les diplomates allemands étaient toujours réticents d'organiser un sommet européen et insistaient que les idées françaises « n'étaient pas sérieuses ».[25] Quand le sommet a finalement eu lieu, Sarkozy est venu au Conseil des ministres pour demander une réponse européenne forte et unifiée. Il s'est servi d'une rhétorique forte en condamnant les actions de Kadhafi et en demandant « l'adoption rapide de sanctions concrètes afin que tous ceux qui sont impliqués dans les

[23] Nicolas Sarkozy, « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. 27 août 2007, http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs/precedentes-conferences /xveme-conference-des-ambassadeurs/article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.
[24] « Kadhafi : "Je me battrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang" », *Le Monde*, 22 février 2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/22/kadhafi-je-me-battrai-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-mon-sang_1483823_3212.html.
[25] Andrew Rettman, « EU calls emergency Libya summit for 11 March », *EU Observer*, 1 mars 2011, http://www.euobserver.com/9/31899.

violences en cours sachent qu'ils devront assumer les conséquences de leurs actes. »[26] Cependant plusieurs pays comme l'Allemagne et l'Italie, ainsi que Catherine Ashton (Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères) se sont opposés à son appel à examiner « la suspension des relations économiques, commerciales et financières avec la Libye ».[27]

L'incapacité des membres de l'Union européenne d'arriver à un consensus sur les questions difficiles a démontré la faiblesse de l'institution en matière de la diplomatie. Tous les 27 états doivent se mettre d'accord sur toutes les actions entreprises au nom de l'Europe, ce qui est difficile quand il y a une gamme d'opinions, de priorités et de moyens financiers et militaires. L'UE a donc décidé de prendre seulement des mesures inoffensives, comme envoyer de l'aide humanitaire aux réfugiés et accélérer le rapatriement des ressortissants de l'Union européenne ainsi que des mesures déjà acceptées dans la résolution 1970 du Conseil de sécurité, comme un embargo sur les armes et un gel des avoirs de la famille Kadhafi.[28] En n'adoptant que des mesures faibles, l'Union européenne a démontré son manque de vision et son refus de réagir à la crise libyenne d'une manière proactive ou inventive.

En outre l'opération Unified Protector a souligné les limites de la capacité de l'Europe. Sarkozy a promu le développement d'une capacité de défense européenne, indépendante de l'Otan et des Américains, mais l'intervention en Libye a révélé qu'aujourd'hui l'Europe n'a pas la capacité de mener une petite opération, et encore moins

[26] Nicolas Sarkozy, « Libye : déclaration du président de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 23 février 2011, http://www.diplomatie .gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/libye-declaration-du-president-de.
[27] « Libye : déclaration du président de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) ».
[28] « Événements en Libye : un aperçu de la réaction de l'Union européenne », *Commission européenne*, 10 mars 2011, http://ec.europa.edu/news/external_relations/110310_1_fr.htm.

la capacité de se défendre si une vraie guerre est déclenchée. On a découvert assez vite que les participants européens n'avaient pas assez d'avions militaires ou de munitions pour contribuer à l'opération limitée, et les autres pays comme la Pologne ont expliqué qu'ils ne pouvaient pas participer parce qu'ils n'avaient rien pour contribuer aux efforts de la coalition. Les Européens étaient dépendants des avions radar Awacs, des avions ravitailleurs et des autres capacités américaines pour les renseignements, le ravitaillement en vol et la suppression des défenses aériennes libyennes.[29] En juin, Robert Gates, secrétaire à la défense des États-Unis, a déclaré :

> « Concernant l'opération de l'Otan en Libye, il est devenu douloureusement évident que des lacunes – en moyens et en volonté – compromettent potentiellement la capacité de l'alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer.[30] […] Tandis que cette opération a révélé des défauts résultés du manque de fonds, elle a aussi démontré le potentiel de l'Otan, avec une opération où les Européens prennent la tête avec le soutien américain. Cependant, tandis que tous les membres de l'alliance ont voté pour la mission libyenne, moins d'une moitié ont participé, et moins d'un tiers a accepté d'effectuer des sorties de combat.[31] Franchement, beaucoup de ces alliés qui restent passifs n'agissent pas de cette façon parce qu'ils ne veulent pas participer, mais simplement parce qu'ils ne le peuvent pas. Ils ne sont tout simplement pas dotés de capacités militaires ».[32]

Gates s'est inquiété de la création d'une « alliance à deux vitesses » ou quelques membres se contentent de ne participer que dans les opérations humanitaires populaires tandis que d'autres doivent assumer la responsabilité et les coûts des opérations de combat.[33] C'est exactement ce qu'on a vu dans le cas de l'intervention militaire en Libye où 8 pays ont

---

[29] Thom Shanker et Steven Erlanger, « Blunt U.S. Warning Reveals Deep Strains in NATO », *New York Times*, 10 juin 2011, http://www.nytimes.com/2011/06/11/world/europe/11nato.html?pagewanted=all.
[30] « Libye : les États-Unis demandent à leurs allies de plus s'investir dans l'OTAN », *Le Monde*, 10 juin 2011, http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/06/10/libye-les-États-Unis-demandent-a-leurs-allies-de-plus-s-investir-dans-l-otan_1534410_3208.html.
[31] Version originale : « And while the operation has exposed some shortcomings caused by underfunding, it has also shown the potential of NATO, with an operation where Europeans are taking the lead with American support. However, while every alliance member voted for Libya mission, less than half have participated at all, and fewer than a third have been willing to participate in the strike mission. »
Robert Gates, « The Security and Defense Agenda (Future of NATO) », *U.S. Department of Defense*, 10 juin 2011, http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=1581.
[32] « Robert Gates tacle les pays membres de l'OTAN », *La Voix de l'Amérique*, 10 juin 2011, http://www.voanews.com/french/news/Robert-Gates-tacle-les-pays-membres-de-lOTAN-123649474.html.
[33] « Libye : les États-Unis demandent à leurs allies de plus s'investir dans l'OTAN ».

effectué des sorties de frappe, 10 autres pays ont contribué des avions, des navires ou des personnels, et le reste de l'Europe a refusé de participer.

Sarkozy a voulu une réponse internationale résolue à la violence en Libye, et il a réussi à mobiliser une coalition multilatérale qui a aidé les rebelles à renverser le régime de Kadhafi. Cependant, les négociations sur l'intervention ont exposé les divisions entre les états européens et ont démontré les limites de la politique étrangère de l'Union européenne. Avec 27 membres, elle ne peut pas parler avec une seule voix quand il s'agit des situations controversées, et donc elle ne deviendra pas une force diplomatique proactive. Cette expérience a aussi démontré qu'il n'est pas raisonnable pour la France de compter sur l'Union européenne comme un outil de la politique étrangère française qui l'aiderait à gérer des problèmes complexes.

Conclusion

Nicolas Sarkozy a dit que « la marque d'un homme d'État, c'est la volonté de changer le cours des choses. »[34] En février et mars 2011, il a changé le cours de la révolution libyenne. Il a encouragé la communauté internationale de discuter la situation libyenne, d'autoriser des sanctions et une zone d'exclusion aérienne contre Kadhafi et d'effectuer une opération militaire bien coordonné. Il s'est servi de tous les outils diplomatiques à sa disposition, y compris les négociations bilatérales et multilatérales, les sommets internationaux, les sanctions et les embargos, les grands discours publics, l'assistance humanitaire et les opérations militaires pour gérer la réponse internationale aux violations des droits de l'homme du peuple libyen. Quoi que soit le résultat de

[34] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) ».

l'élection française présidentielle en mai 2012, Sarkozy sera reconnu pour son rôle décisif dans la réponse internationale au conflit libyen.

Sarkozy, comme son prédécesseur Charles de Gaulle, a « une certaine idée de la France ».[35] Selon Sarkozy, la France est une puissance mondiale qui se fait peser dans les grands débats du XXI^{e} siècle et qui démontre du leadership en gérant les problèmes universaux tels que le terrorisme, l'immigration et le changement climatique. Pour Sarkozy, comme pour de Gaulle, cette vision pour la France repose sur une perception de son influence dans le monde et sur la manière dont elle mène sa politique étrangère. En 2007 le président a déclaré : « À travers elle, c'est notre identité en tant que nation que nous exprimons ».[36] La politique étrangère française n'est pas seulement une façon de gérer des problèmes internationaux ou de promouvoir des intérêts de la France – elle est un élément de l'identité de la République française. À travers ses actions vis-à-vis de la Libye, Sarkozy a cherché à démontrer que « la France est grande et écoutée quand elle est rassemblée derrière une vision et une volonté ».[37] Ce désir de démontrer la puissance et l'influence française est une caractéristique principale de la politique étrangère française, et il le restera quel que soit le résultat de la prochaine élection présidentielle. Cependant, Nicolas Sarkozy a une rhétorique, un point de vue et un style présidentiel uniques à lui-même qui caractérisent sa présidence et sa politique étrangère. En étudiant le rôle décisif que la France a joué dans la réponse internationale en Libye, on voit clairement l'influence et le leadership personnels du président Sarkozy.

---

[35] Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre* (Paris: Librairie Plon, 1954), 1.
[36] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) ».
[37] « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) ».

Appendice : Allocation de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007)[1]

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le débat international n'est pas abstrait ou lointain : les menaces d'aujourd'hui -terrorisme, prolifération, criminalité- ignorent les frontières ; les évolutions de l'environnement et de l'économie mondiale affectent nos vies quotidiennes ; les droits de l'homme sont bafoués sous nos yeux. Guidée par nos valeurs, notre politique étrangère doit s'appuyer sur une vision claire du monde et des intérêts que nous défendons. A travers elle, c'est notre identité en tant que nation que nous exprimons.

Or, les Français jettent sur l'état du monde, le rôle de l'Europe et la place de la France un regard inquiet. Ils avaient accueilli avec espoir la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'ordre injuste de Yalta ; les progrès des droits de l'Homme et de la démocratie ; les promesses d'une globalisation qui, depuis 1990, a permis de multiplier par deux le PIB mondial et d'augmenter de 50% le niveau de vie moyen.

Ils constatent aujourd'hui qu'à la différence des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, les dirigeants de ces vingt dernières années n'ont pas réussi à créer un nouvel ordre planétaire, ni même à adapter efficacement le précédent. Si l'on excepte les rares moments d'unité de la première guerre du Golfe ou du 11 septembre 2001, c'est un sentiment, général et justifié, de division et de perte de contrôle qui domine, dans un monde à la fois global et émietté, fait d'interdépendances non maîtrisées.

Alors que les Etats restent au cœur du système international, leur capacité d'action se trouve désormais confrontée à la puissance des acteurs économiques, des médias ou, pour le pire, des réseaux criminels et terroristes ; confrontée aussi aux risques de ce début de XXIe siècle : des flux migratoires de moins en moins maîtrisés ; un bouleversement des équilibres économiques mondiaux qui accroît la méfiance à l'égard de la globalisation à mesure que les délocalisations gagnent, de proche en proche, tous les secteurs d'activité ; ou encore des crises financières, comme celle que nous venons d'essuyer et qui pourraient se reproduire si les dirigeants des grands pays ne choisissaient pas de mener une action résolue et concertée en faveur de la transparence et de la régulation des marchés internationaux.

Face à des crises internationales telles que celle de l'Irak, il est aujourd'hui établi que le recours unilatéral à la force conduit à l'échec ; mais les institutions multilatérales, qu'elles soient universelles, comme l'ONU, ou régionales, comme l'OTAN, peinent à convaincre de leur efficacité, du Darfour à l'Afghanistan.

---

[1] Nicolas Sarkozy, « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007), *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs/precedentes-conferences /xveme-conference-des-ambassadeurs/article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.

En Europe même, les interrogations sont fortes, notamment après le dernier élargissement : où sont les frontières de l'Union ? De nouveaux élargissements sont-ils compatibles avec la poursuite nécessaire de l'intégration ? Plus largement, l'Europe n'est-elle pas devenue la courroie de transmission des excès de la mondialisation, alors qu'elle devrait, au contraire, en amortir les chocs et permettre à nos peuples d'en saisir toutes les opportunités ?

Sur ce fond d'inquiétude et de désillusion, les Français se demandent ce que la France peut faire face aux principaux défis auxquels le monde est confronté en ce début de XXIème siècle. J'en vois trois, dont tout le reste dépend :

- Premier défi : comment prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident, voulue par les groupes extrémistes tels qu'Al Qaeda qui rêvent d'instaurer, de l'Indonésie au Nigéria, un khalifat rejetant toute ouverture, toute modernité, toute idée même de diversité. Si ces forces devaient atteindre leur sinistre objectif, nul doute que ce siècle serait pire encore que le précédent, pourtant marqué par un affrontement sans merci entre idéologies.

- Deuxième défi : comment intégrer dans le nouvel ordre global les géants émergents que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil ? Moteurs de la croissance mondiale, ils sont aussi facteurs de graves déséquilibres ; géants de demain, ils veulent que leur nouveau statut soit reconnu, sans être toujours prêts à respecter des règles qui sont pourtant dans l'intérêt de tous.

- Troisième défi : comment faire face à des risques majeurs que nous sommes, dans l'histoire de l'humanité, la première génération à identifier scientifiquement et à pouvoir traiter globalement, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, des nouvelles pandémies ou de la pérennité des approvisionnements énergétiques ?

A ces questions, permettez-moi d'apporter ma réponse, au nom de la France, et d'abord, de vous dire quelle est mon approche des dossiers internationaux.

Je suis de ceux qui pensent que la marque d'un homme d'Etat, c'est la volonté de changer le cours des choses. Pour cela, il faut une volonté inébranlable ; il faut aussi faire partager ses rêves, ses ambitions et ses objectifs.

Je suis de ceux qui pensent que la France a encore beaucoup à apporter au monde, parce qu'elle a l'un des peuples les plus dynamiques et les mieux formés, l'une des économies les plus performantes, une diplomatie et des forces armées parmi les meilleures. Mais notre pays n'est pas le seul à avoir de tels atouts et il ne les conservera que s'il réussit à mener des réformes nombreuses et ambitieuses. J'ai proposé ces réformes au peuple français ; elles seront toutes mises en œuvre avec détermination, dans un esprit de concertation et d'ouverture.

Je suis aussi de ceux qui pensent que la France est grande et écoutée quand elle est rassemblée derrière une vision et une volonté. Les Français m'ont élu sur un programme clair et détaillé. Ils veulent un Président qui agisse et obtienne des résultats. C'est vrai à l'intérieur. C'est vrai en politique étrangère. Ces deux dimensions de mon action sont d'ailleurs inséparables : la France, pas plus que toute autre nation, n'a de droits acquis à son statut international ; son message dans le monde ne restera entendu que s'il est porté par un peuple ambitieux et confiant, une société réconciliée avec elle-même et une économie performante. Les réformes que je veux conduire à l'intérieur pour rendre aux Français foi en l'avenir, moderniser notre économie et adapter nos institutions, participent de ma vision de la France dans le monde. Je veux une France plus forte chez elle, car c'est la condition de son influence au-delà de nos frontières. C'est là, aussi, que réside la cohérence de mon projet.

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de France forte sans l'Europe, comme il n'y a pas d'Europe forte sans la France.

Je suis de ceux qui pensent que l'émergence d'une Europe forte, acteur majeur sur la scène internationale, peut contribuer de façon décisive à la reconstruction de cet ordre mondial plus efficace, plus juste, plus harmonieux, que réclament nos peuples.

Je suis de ceux qui pensent que l'amitié entre les Etats-Unis et la France est aussi importante aujourd'hui qu'elle l'a été au cours des deux siècles passés. Alliés ne veut pas dire alignés et je me sens parfaitement libre d'exprimer nos accords comme nos désaccords, sans complaisance ni tabou.

Je suis de ceux qui pensent que les liens anciens et de tous ordres qui nous unissent aux peuples de la Méditerranée et, au-delà, de l'Afrique sont un atout, une chance pour peu que nous ayons l'ambition et la volonté de les organiser et de les renforcer, en rompant définitivement avec d'anciennes pratiques.

Je suis de ceux qui pensent que notre langue est au cœur de notre identité et une partie de notre âme ; que la Francophonie et ses solidarités sont un atout majeur pour tous ceux qui ont le français en partage.

Je suis enfin de ceux qui pensent que la France demeure porteuse d'un message et de valeurs qui résonnent à travers le monde, ceux de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, de l'humanisme, mais aussi, plus récemment, de l'humanitaire et du devoir de protéger incarnés par des hommes tels que Bernard Kouchner, que j'ai été heureux d'accueillir au gouvernement et de placer à la tête de notre diplomatie.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, La construction de l'Europe restera la priorité absolue de notre politique étrangère. Sans Union européenne forte et active, la France ne pourrait apporter de réponse efficace aux trois défis de notre temps. Sans Europe assumant son rôle de puissance, le monde serait privé d'un pôle d'équilibre nécessaire.

C'est pourquoi j'ai voulu, en toute priorité, remettre l'Europe en marche en proposant le traité simplifié ; le succès était loin d'être acquis d'avance ; il a été obtenu grâce à une parfaite entente franco-allemande, moteur essentiel de l'Union européenne. Je veux ici rendre un hommage tout particulier à mon amie Angela Merkel. Le succès doit aussi beaucoup à la Commission et à son remarquable Président José Manuel Barroso. En réalité, les bonnes volontés de tous se sont rejointes, car nous avions proposé un scenario de sortie de crise suffisamment clair et fédérateur. C'est une leçon pour l'avenir.

L'adoption par le Conseil européen de juin d'un mandat politique très précis a ouvert la voie à une conférence intergouvernementale technique, qui se bornera à transcrire en forme juridique notre accord politique, ce qui ne diminue en rien l'ampleur de la tâche de la Présidence portugaise en qui nous avons toute confiance. Notre souhait est qu'elle achève ses travaux pour le Conseil européen d'octobre, afin de permettre une entrée en vigueur du nouveau traité avant les élections européennes du printemps 2009.

L'Europe étant désormais sortie du blocage du chantier institutionnel qui durait depuis 10 ans, le moment est venu de poser la question de l'avenir du projet européen. Je souhaite que, d'ici la fin de l'année, soit créé par les 27 un comité de dix à douze sages de très haut niveau, à l'image de ceux présidés par Werner, Davignon et Westendorp ou du comité Delors, pour réfléchir à cette

question simple mais essentielle : " quelle Europe en 2020-2030 et pour quelles missions ? ". Les sages devraient remettre leurs conclusions et leurs propositions avant les élections européennes de juin 2009, pour permettre au Parlement nouvellement élu et à la prochaine Commission de disposer du fruit de leurs travaux, en complément du traité simplifié et du travail de rénovation des politiques de l'Union et de son cadre financier.

Si cette réflexion essentielle sur l'avenir de notre Union est lancée par les 27, la France ne s'opposera pas à ce que de nouveaux chapitres de la négociation entre l'Union et la Turquie soient ouverts dans les mois et les années qui viennent, à condition que ces chapitres soient compatibles avec les deux visions possibles de l'avenir de leurs relations : soit l'adhésion, soit une association aussi étroite que possible sans aller jusqu'à l'adhésion. Chacun sait que cette seconde formule est celle que j'ai prônée pendant toute ma campagne électorale. Je n'ai pas changé d'avis et je pense qu'elle sera un jour reconnue par tous comme la plus raisonnable. En attendant, comme le Premier Ministre Erdogan, je souhaite que la Turquie et la France renouent les liens privilégiés qu'elles ont tissés au fil d'une longue histoire partagée.

La présidence française de l'Union, dans dix mois seulement, doit dès à présent mobiliser toutes nos énergies. Pour la réussir, nous devrons jouer collectif, nous mettre à l'écoute de nos partenaires, tous nos partenaires. Chacune des capitales de l'Union recevra, avant le 1er juillet, ma visite ou celle du Premier Ministre. Nous aurons, bien sûr, des priorités à leur proposer pour faire progresser l'Europe dans les domaines clés de l'immigration, de l'énergie et de l'environnement. Trois domaines où les attentes des Européens sont fortes et sur lesquels j'aurai l'occasion de revenir.

Je souhaite aujourd'hui mettre l'accent sur le dossier de l'Europe de la Défense. Bientôt dix ans après l'accord de Saint-Malo, le moment est venu de lui donner un nouvel élan.

Ce qui a été accompli ces dernières années est loin d'être négligeable puisque l'Union a conduit une quinzaine d'opérations sur notre continent, en Afrique, au Proche-Orient, en Asie. Ces interventions démontrent, s'il en était besoin, qu'il n'y a pas compétition, mais bien complémentarité, entre l'OTAN et l'Union. Face à la multiplication des crises, il n'y a pas trop plein, mais bien déficit de capacités en Europe.

Je souhaite que les Européens assument pleinement leur responsabilité et leur rôle au service de leur sécurité et de celle du monde. Pour cela, nous avons besoin en priorité de renforcer nos capacités de planification et de conduite des opérations ; de développer l'Europe de l'armement avec de nouveaux programmes et de rationnaliser ceux qui existent ; d'assurer l'interopérabilité de nos forces ; et que chacun en Europe prenne sa part de la sécurité commune. Mais au delà des instruments, nous avons aussi besoin d'une vision commune des menaces qui pèsent sur nous et des moyens d'y répondre : il nous faut élaborer ensemble une nouvelle "stratégie européenne de sécurité", prolongeant celle adoptée en 2003 sous l'égide de Javier Solana. Nous pourrions approuver ce nouveau texte sous présidence française en 2008. Notre Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, dont j'ai demandé l'élaboration dans les prochains mois, sera la contribution de la France à ce travail nécessaire.

Dans cette démarche européenne, la France et l'Allemagne ont mis en place les fondations : la brigade franco-allemande, puis le Corps européen. A Saint-Malo, la France et le Royaume-Uni ont poursuivi cette construction, comme il est naturel puisqu'ensemble, nos deux budgets de défense représentent les deux tiers du total de ceux des 25 autres pays de l'Union, et nos budgets de recherche de défense, le double. Mais l'Italie, l'Espagne, la Pologne, les Pays-Bas, et tous nos autres partenaires ont vocation à participer à cet effort commun qui nous permettra de valoriser au

mieux nos atouts : l'Union dispose de toute la palette des instruments d'intervention dans les crises : militaires, humanitaires, financiers. Elle doit s'affirmer progressivement comme un acteur de premier rang de la paix et de la sécurité dans le monde, en coopération avec les Nations-Unies, l'Alliance atlantique, l'Union africaine. Elle devrait aussi avoir la volonté de lancer une véritable politique de coopération et d'assistance en matière de sécurité avec les pays tiers, notamment en Afrique.

Ces progrès de l'Europe de la défense ne s'inscrivent en aucun cas dans une compétition avec l'Otan. Cette Alliance atlantique, faut-il le rappeler, elle est la nôtre : nous l'avons fondée, nous en sommes aujourd'hui un des principaux contributeurs. Sur 26 membres, 21 sont aussi membres de l'Union. Opposer l'Union à l'Otan n'a pas de sens : nous avons besoin des deux. Mieux : je suis convaincu qu'il est dans l'intérêt bien compris des Etats-Unis que l'Union européenne rassemble ses forces, rationalise ses capacités, bref organise sa défense. Nous devons progresser avec pragmatisme, avec ambition, sans a priori idéologique, avec pour principal souci la sécurité du monde occidental. Parce que les deux mouvements sont complémentaires, je souhaite que dans les prochains mois nous avancions de front vers le renforcement de l'Europe de la défense et vers la rénovation de l'Otan et de sa relation avec la France.

C'est du reste ce qui se passe déjà sur le terrain : en Afghanistan, sous mandat de l'ONU, la force de l'OTAN était naguère dirigée par le Corps européen de l'Union, sous les ordres d'un général français. Le Kosovo offre une autre illustration de cette complémentarité puisque l'Union et l'OTAN, sous mandat de l'ONU, y coopèrent étroitement. Cette coopération revêtira une importance cruciale au cours des prochains mois. A l'initiative de la France, le Groupe de Contact poursuit ses efforts pour renouer le dialogue entre Serbes et Kosovars. Nous soutenons le principe d'une indépendance supervisée par la communauté internationale, garante des droits des minorités et accompagnée par l'Union européenne. La France soutiendra toute solution acceptée par les deux parties. Je souhaite aujourd'hui lancer un triple appel : aux Serbes et aux Kosovars pour qu'ils fassent preuve de réalisme et se prêtent de bonne foi à cet effort ultime pour parvenir à une solution mutuellement acceptée ; aux Russes et aux Américains, pour qu'ils comprennent que ce dossier très difficile est d'abord un dossier européen ; et aux Européens, qui doivent afficher leur unité puisque ce sont les pays de l'Union qui devront assumer l'essentiel des responsabilités et des coûts et que c'est dans l'Union que se situe l'avenir à long terme de l'espace balkanique.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Bientôt dotée d'institutions efficaces, d'un président stable du Conseil européen, d'un Haut Représentant en charge de la politique étrangère qui remplacera les trois responsables actuels, et d'un véritable service diplomatique européen, l'Union sera en mesure de mieux affirmer sur la scène mondiale la vision et les valeurs que nous partageons. Pour la France, cette émergence de l'Europe en tant qu'acteur politique global correspond à une nécessité, face aux trois défis du XXIème siècle que j'évoquais tout à l'heure : quelles réponses sommes-nous, ensemble, capables de leur apporter ?

La menace d'une confrontation, entre l'Islam et l'Occident, d'abord. Nous aurions tort d'en sous-estimer la possibilité : l'affaire des caricatures en a été un signe avant-coureur.

Nos pays, tous nos pays y compris ceux du monde musulman, sont aujourd'hui sous la menace d'attentats criminels comme ceux qui ont frappé New York, Bali, Madrid, Bombay, Istanbul, Londres ou Casablanca. Pensons à ce qui se passerait demain si les terroristes utilisaient des moyens nucléaires, biologiques ou chimiques. Le premier devoir de nos Etats est d'organiser une coopération totale entre services de sécurité de tous les pays concernés.

Notre devoir, celui de l'Alliance atlantique, est aussi d'accentuer nos efforts en Afghanistan. J'ai décidé de renforcer la présence de nos formateurs au sein de l'armée afghane car c'est elle qui doit, au premier chef, livrer et gagner le combat contre les Talibans. J'ai décidé d'accentuer notre action d'aide à la reconstruction, car il n'y aura pas de succès durable si le peuple afghan ne recueille pas les fruits tangibles d'un retour de la sécurité et de la paix. Il n'y aura pas non plus de succès dans la lutte contre la drogue. Le moment est sans doute venu de nommer, sous l'autorité du Président Karzaï, une personnalité de premier plan capable d'assurer une meilleure coordination entre actions militaires et initiatives civiles.

Mais nos actions en Afghanistan seraient vaines si, de l'autre côté de la frontière, le Pakistan demeurait le refuge des Talibans et d'Al Qaeda, avant d'en devenir, peut-être, la victime. Je suis convaincu qu'une politique plus déterminée de la part de toutes les autorités pakistanaises est possible et qu'elle est dans leur intérêt à long terme. Nous sommes prêts à les y aider.

Prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident, c'est aussi encourager, aider, dans chaque pays musulman les forces de modération et de modernité à faire prévaloir un Islam ouvert et tolérant, acceptant la diversité comme un enrichissement. Dans ce domaine, il n'est pas de recette miracle, unique. Mais l'évolution de pays comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie, l'Indonésie témoigne, malgré des différences importantes, de l'existence d'un mouvement des sociétés, encouragé par les gouvernements. Je souhaite que notre coopération renforce les programmes tournés vers l'ouverture et le dialogue des sociétés, en lien, pourquoi pas, avec les représentants de l'Islam de France.

Prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident, c'est encore aider, comme la France le propose, les pays musulmans à accéder à l'énergie du futur : l'électricité nucléaire, dans le respect des traités et en pleine coopération avec les pays qui maîtrisent déjà cette technologie.

Prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident, c'est enfin traiter les crises du Moyen-Orient. Il y a cinq ans seulement, la région ne connaissait qu'une crise. Aujourd'hui, elle en subit quatre, très différentes mais chaque jour davantage liées entre elles.

Tout a été dit, beaucoup a été tenté à propos du conflit israélo-palestinien. Le paradoxe de la situation est que nous savons quelle sera sa solution, deux Etats -ou peut-être devrait-on mieux dire : deux Etats-Nations- vivant côte à côte dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Nous connaissons le contenu détaillé de cette solution à travers les paramètres Clinton et le legs de Taba. Nous avions une idée du chemin à parcourir : la feuille de route, qu'il faut certainement revisiter. Nous connaissons enfin les parrains de la paix : les membres du Quartet, désormais représentés par une personnalité de premier plan : Tony Blair, et les pays arabes modérés.

Malgré tout cela, chacun a le sentiment désespérant que la paix ne progresse pas. Pire : qu'elle recule dans les esprits et les cœurs. J'ai la réputation d'être l'ami d'Israël et c'est vrai. Je ne transigerai jamais sur la sécurité d'Israël. Mais tous les dirigeants des pays arabes, à commencer par le président Mahmoud Abbas, qui sont venus nombreux à Paris depuis mon élection, connaissent mes sentiments d'amitié et de respect envers leurs peuples. Que cette amitié m'autorise à dire aux dirigeants israéliens et palestiniens que la France est déterminée à prendre ou à soutenir toute initiative utile. Mais elle a une conviction : la paix se négociera d'abord entre Israéliens et Palestiniens.

Dans l'immédiat, nos efforts, ceux du Quartet et des pays arabes modérés, doivent aller à la reconstruction de l'Autorité palestinienne, sous l'autorité de son Président. Mais il est tout aussi

indispensable de relancer sans délai une authentique dynamique de paix conduisant à la création d'un Etat palestinien. Que les parties et la communauté internationale se dérobent à nouveau à cette ambition, et la création d'un " Hamastan " dans la bande de Gaza risque d'apparaître rétrospectivement comme la première étape de la prise de contrôle de tous les territoires palestiniens par les islamistes radicaux. Nous ne pouvons pas nous résigner à cette perspective. La France ne s'y résigne pas.

Le Liban, depuis des siècles, est cher au cœur des Français. Cette amitié n'est pas dirigée vers un groupe ou un clan : la France est l'amie de tous les Libanais. Elle est passionnément attachée à la pleine liberté, à l'indépendance, à la souveraineté du Liban, telles qu'exigées dans les résolutions 1559 et 1701 du Conseil de Sécurité. C'est cette amitié qui a encouragé Bernard Kouchner à convier à la Celle Saint-Cloud puis à rencontrer à Beyrouth tous les acteurs de la vie politique. Le dialogue qui y a repris doit se poursuivre pour aboutir à une sortie de crise par le haut : un Président élu dans les délais et selon la constitution, en qui tous les Libanais se reconnaîtront et capable de travailler avec tous ; à l'intérieur avec toutes les communautés, comme à l'extérieur avec tous les grands partenaires du Liban. Tous les acteurs régionaux, dont la Syrie, doivent agir pour favoriser une telle solution. Si Damas s'engageait clairement dans cette voie, alors les conditions d'un dialogue franco-syrien seraient réunies.

La tragédie irakienne ne peut pas nous laisser indifférents. La France était et demeure hostile à cette guerre. Que l'histoire nous ait donné raison ne nous dispense pas d'en mesurer les conséquences : une nation qui se défait dans une guerre civile sans merci ; un affrontement entre chiites et sunnites qui peut embraser tout le Moyen-Orient ; des groupes terroristes qui s'installent durablement, s'aguerrissent avant d'attaquer de nouvelles cibles à travers le monde entier ; une économie mondiale à la merci de la moindre étincelle sur les champs pétroliers.

Il n'y aura de solution que politique : elle implique la marginalisation des groupes extrémistes et un processus sincère de réconciliation nationale, au terme duquel chaque segment de la société irakienne, chaque Irakien, devra être assuré d'un accès équitable aux institutions et aux ressources de son pays ; elle implique aussi que soit défini un horizon clair concernant le retrait des troupes étrangères. Car c'est la décision attendue sur ce sujet qui contraindra tous les acteurs à mesurer leurs responsabilités et à s'organiser en conséquence. C'est alors, et alors seulement, que la communauté internationale, à commencer par les pays de la région, pourra agir le plus utilement. La France, pour sa part, y sera disposée. C'est le message que Bernard Kouchner vient d'apporter à Bagdad, message de solidarité et de disponibilité. Quatrième crise, au confluent des trois autres : l'Iran. La France maintient avec ses dirigeants un dialogue sans complaisance, qui s'est avéré utile en plusieurs occasions. Elle a pris l'initiative, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, d'une négociation où l'Europe joue un rôle central, rejointe par les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Les paramètres en sont connus ; je n'y reviens pas, sinon pour réaffirmer qu'un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable, et souligner l'entière détermination de la France dans la démarche actuelle alliant sanctions croissantes mais aussi ouverture si l'Iran fait le choix de respecter ses obligations. Cette démarche est la seule qui puisse nous permettre d'échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran. Cette quatrième crise est sans doute la plus grave qui pèse aujourd'hui sur l'ordre international.

Les solutions qui émergent lentement de l'autre processus de négociation " à six ", et qui ont conduit la Corée du Nord à accepter, sous le contrôle de l'AIEA, la renonciation au nucléaire militaire et la fermeture du réacteur de Yongbyon, montrent, après le renoncement de la Libye aux armes de destruction massive, qu'il existe un chemin pour peu qu'il y ait une volonté. Le

peuple iranien, qui est un grand peuple et mérite le respect, n'aspire ni à l'isolement, ni à la confrontation.

La France n'épargnera aucun effort pour convaincre l'Iran qu'il aurait beaucoup à gagner en s'engageant dans une négociation sérieuse avec les Européens, les Américains, les Chinois et les Russes.

Dans un espace précis, mais combien emblématique, j'ai souhaité apporter ma réponse au risque de confrontation entre l'Islam et l'Occident : je veux parler du projet d'Union de la Méditerranée. De même que l'histoire de l'Europe est faite de siècles d'affrontements et de guerres, de même l'histoire des peuples de la Méditerranée est faite de conquêtes et d'invasions. Comme en Europe, des liens très forts se sont tissés, nos cultures se sont mutuellement enrichies. C'est le cas notamment entre la France et les pays du Maghreb. Le moment est venu de franchir un pas supplémentaire, qui peut être décisif, et de démontrer par nos actes plutôt que par nos discours, la force de cette amitié.

Il ne s'agit pas d'ignorer ce qui a déjà été accompli : le processus de Barcelone, le 5 + 5 ou le Forum Méditerranéen. Il s'agit au contraire d'aller au-delà, entre pays riverains de notre mer commune, en partant de la démarche qui fut celle de Jean Monnet à propos de l'Europe : celle des solidarités concrètes. Bâtissons autour de quatre piliers : l'environnement et le développement durable ; le dialogue des cultures ; la croissance économique et le développement social ; l'espace de sécurité méditerranéen. Imaginons ensemble, dans chacun de ces domaines, quelques projets ambitieux mais réalistes, mobilisant des Etats, les entreprises, les associations, tous ceux qui souhaiteront participer à ce grand projet. Montrons ainsi à nos peuples que nous pouvons ensemble bâtir pour nos enfants un avenir partagé de prospérité et de sécurité ! Naturellement, l'Union européenne, à travers ses institutions, en particulier la Commission, devrait être acteur de plein droit de l'Union méditerranéenne. Un dialogue informel a déjà été engagé avec les pays riverains, y compris la Libye que je souhaite, maintenant que le dossier de l'équipe médicale est réglé, encourager à rejoindre le concert des nations.

Il faut maintenant préparer une première réunion de Chefs d'Etat et de gouvernement qui devrait se tenir au premier semestre 2008.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Les deux derniers défis auxquels notre monde est aujourd'hui confronté ne peuvent être traités séparément : de notre capacité à bâtir avec les géants émergents un ordre mondial efficace et juste dépendra directement notre capacité à répondre aux menaces du XXIème siècle que sont, notamment, le réchauffement climatique, les nouvelles pandémies et les menaces sur la pérennité de notre approvisionnement énergétique. Jusqu'à présent, reconnaissons-le, la réponse de la communauté internationale aux bouleversements engagés voici 17 ans n'a pas été à la hauteur des enjeux.

Depuis 1990, l'affrontement bipolaire a disparu ; les notions mêmes de Tiers Monde et de Non-alignement n'ont plus de sens. La libéralisation économique, commerciale, financière, la révolution des technologies de l'information et de la communication et son extension fulgurante au monde entier, les progrès des transports ont créé une planète où règne l'interdépendance, mutualisant les opportunités, les risques et les crises. Dans le même temps, et en réaction à ce qui a été bien souvent vécu comme une occidentalisation du monde, sont apparus des réactions de refus, des réflexes identitaires, des tentations nationales ou religieuses de retours, par la violence, vers la pureté de mythiques âges d'or. Ces réactions à la globalisation pourraient conduire à un monde déstructuré et déstabilisé.

Ces évolutions s'accompagnent d'une seconde réalité, qui n'est pas moins préoccupante : le monde est devenu multipolaire mais cette multipolarité, qui pourrait annoncer un nouveau concert des grandes puissances, dérive plutôt vers le choc de politiques de puissance. Les Etats-Unis n'ont pas su résister à la tentation du recours unilatéral à la force et ne démontrent malheureusement pas, dans la protection de l'environnement, cette capacité de " leadership " qu'ils revendiquent ailleurs.

La Russie impose son retour sur la scène mondiale en jouant avec une certaine brutalité de ses atouts, notamment pétroliers et gaziers, alors que le monde, l'Europe en particulier, espèrent d'elle une contribution importante et positive au règlement des problèmes de notre temps que son statut retrouvé justifie.

La Chine, engagée dans la plus impressionnante renaissance de l'histoire de l'humanité, transforme sa quête insatiable de matières premières en stratégie de contrôle, notamment en Afrique. La monnaie elle-même, loin des lois du marché, devient un instrument au service de politiques de puissance. Les règles progressivement négociées et adoptées par les Etats sont trop souvent bafouées, qu'il s'agisse des normes sociales, de la propriété intellectuelle ou de l'environnement.

Face aux excès d'une mondialisation mal maîtrisée, face aux risques d'un monde multipolaire antagoniste, je suis convaincu que l'Union européenne peut apporter une contribution importante à l'émergence d'un multilatéralisme efficace fondé sur le respect par tous de règles communes et la réciprocité. Depuis 1990, l'Europe rassemblée a retrouvé, après cinq décennies de division et de dépendance, la responsabilité pleine et entière de son destin et la capacité de peser, à nouveau, de façon décisive sur les affaires du monde. Elle seule a accumulé, à travers le long processus de sa construction communautaire, l'expérience pratique d'une souveraineté partagée qui correspond bien aux exigences de notre temps. En ce début de XXIème siècle, le monde n'a pas besoin d'une table rase. Les institutions nécessaires existent. Les réformes engagées en 2005 dans le système des Nations-Unies vont dans le bon sens. Ce qui a manqué jusqu'à présent est la volonté politique de les mener à terme, notamment l'élargissement nécessaire du Conseil de Sécurité, dans les deux catégories de membres, avec comme nouveaux membres permanents l'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil et une juste représentation de l'Afrique.

Le Fonds Monétaire International, lui aussi, doit conduire d'indispensables réformes pour mieux refléter et agir sur les réalités d'aujourd'hui : c'est précisément ce que propose Dominique Strauss-Kahn, candidat de l'Union européenne au poste de directeur général.

Enfin, le G8 doit poursuivre sa lente transformation. Le dialogue conduit, lors des récents sommets, avec les plus hauts dirigeants de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique et de l'Afrique du Sud, devrait être institutionnalisé et durer une journée pleine. Peu à peu, le G8 doit devenir le G13. Autant que la concertation économique, la nécessité d'une coopération étroite entre les pays les plus industrialisés et les grands pays émergents pour lutter contre le changement climatique justifie cette évolution. La protection de notre planète rend en effet indispensable la reconnaissance de responsabilités communes, mais différenciées, par les principales puissances de ce monde nouveau. La France sera au cœur de ce grand débat, qui revêtira un caractère structurant pour les relations internationales.

Ce nouveau concert des grandes puissances, du Conseil de Sécurité élargi au G8 transformé, ne saurait laisser de côté la défense et la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie. Bien au contraire : la globalisation a contribué, et je m'en félicite, à l'émergence d'une opinion mondiale de mieux en mieux informée, de plus en plus réactive. A travers les médias et les

mouvements associatifs, elle s'affirme comme un acteur à part entière de la vie internationale. Dans ce combat pour la promotion des valeurs fondatrices de notre République, un combat plus soucieux de résultats tangibles que d'effets déclaratoires, je compte maintenir un dialogue régulier avec nos principales ONG. Une première séance s'est tenue à l'Elysée en juin ; d'autres suivront, notamment sur la problématique du développement de l'Afrique.

A l'écoute de nos associations, je souhaite aussi être à l'écoute des peuples africains : qu'attendent-ils aujourd'hui de la France ? Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, d'aller à la rencontre des forces vives du continent et notamment de sa jeunesse. Je lui ai présenté, de Dakar, avec amitié et franchise, mon analyse. Je souhaite prendre connaissance, dans le même esprit d'amitié et de franchise, des attentes de la jeunesse d'Afrique à l'égard de notre pays avant mon prochain voyage sur le continent.

L'Afrique restera une priorité essentielle de notre politique étrangère et un axe central de la politique de coopération de l'Union européenne. Elle n'est pas l'homme malade du monde d'aujourd'hui. Elle n'a pas besoin de notre charité. Depuis plusieurs années, elle connaît une croissance moyenne de 5% et pourrait faire mieux encore si les producteurs locaux de certains produits de base tels que le coton étaient rétribués au juste prix.

L'Afrique a tout pour réussir dans la mondialisation et la France veut l'y aider. Il s'agit d'accélérer son développement. Malgré ses progrès, l'Afrique reste encore à l'écart de la prospérité mondiale. Elle ne peut tirer le meilleur parti de ses immenses richesses naturelles, trop souvent menacées de pillage, et souffre plus que d'autres des conséquences des changements climatiques. A mi-chemin du calendrier des objectifs du millénaire, il convient donc de poursuivre notre effort d'aide.

Ce n'est pas seulement affaire de montants financiers, même s'il ne fait pas de doute que notre engagement doive être maintenu en dépit des difficultés qui pèseront sur le budget de 2008. Il faut aussi viser à de meilleurs résultats. Plus d'aide doit signifier plus d'efficacité, et donc une gestion en progrès constant. Mais il ne peut y avoir de développement ni de prospérité sans sécurité. A cet égard aussi, l'Afrique progresse. Des nombreuses crises qui handicapaient le continent, beaucoup sont en voie de résorption, dans la région des Grands Lacs comme en Afrique de l'Ouest.

La plus tragique reste aujourd'hui celle du Darfour. La souffrance des populations nous oblige. C'est pourquoi j'ai souhaité que la France s'implique pleinement. Il est réconfortant qu'à la suite de la réunion du groupe de contact élargi, à Paris le 25 juin, la communauté internationale ait démontré sa volonté d'agir. L'adoption de la résolution créant l'opération hybride des Nations Unies et de l'Union Africaine, est un premier succès. La force doit maintenant se déployer au plus vite. La rencontre d'Arusha entre les factions rebelles, au début de ce mois, ouvre les perspectives d'une solution politique qui, seule, permettra un règlement durable de la crise.

Pour mobiliser davantage encore la communauté internationale face aux défis de la paix et de la sécurité en Afrique, j'ai pris l'initiative d'une réunion du Conseil de Sécurité qui se tiendra le 25 septembre à New York, au niveau des Chefs d'Etat ou de gouvernement et que je présiderai.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Vous l'aurez compris : je me fais une très haute idée de la France et de son rôle dans le monde d'aujourd'hui ; j'ai de grandes ambitions pour l'Union européenne, sa place naturelle au cœur d'un système multilatéral efficace et juste.

Pour mettre en œuvre cette politique étrangère ambitieuse, la France a la chance d'avoir à la tête du Ministère des Affaires étrangères et européennes quatre personnalités remarquables : Bernard Kouchner, et à ses côtés Jean-Pierre Jouyet, Jean-Marie Bockel et Rama Yade. Elle a la chance de disposer d'un corps diplomatique de très grande qualité. En vous recevant aujourd'hui pour la première fois, je veux vous dire combien le travail que vous accomplissez, avec compétence et talent, parfois au péril de votre vie comme à Beyrouth ou à Bagdad, fait honneur à notre République.

Encore faut-il que votre ministère ait les moyens de sa mission et voie reconnu son rôle interministériel au cœur de notre stratégie nationale pour le succès de la France dans la mondialisation. Le moment est donc venu d'engager une nouvelle étape de sa modernisation. C'est le sens de la lettre qu'avec le Premier Ministre, j'ai adressée ce matin même au Ministre des Affaires étrangères et européennes. Il pourra notamment s'appuyer, pour conduire sa réflexion et préparer son " Livre Blanc ", sur le rapport que me remettra dans quelques jours Hubert Védrine, ainsi que sur une large concertation. Je sais pouvoir compter sur Bernard Kouchner, et sur vous tous, pour conduire ces réformes et mettre en œuvre notre politique étrangère avec détermination et imagination. Merci de porter haut et loin le message de la France !

Bibliographie

« 23 février : La Ligue Arabe suspend la Libye de ses activités », *Info-Libye*, 23 février 2011, http://www.info-libye.com/article-la-ligue-arabe-suspend-la-libye-de-ses-activites-76495728.html.

« A l'issue d'un sommet international, la France ouvre le feu en Libye ». *L'Express*, 19 mars 2011. http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/a-l-issue-d-un-sommet-international-la-france-ouvre-le-feu-en-libye_974122.html.

Abadi, Cameron. « Sarko's Dreams of Grandeur ». *Foreign Policy*, 22 mars 2011. http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/03/22/sarkos_dreams_of_grandeur?page=0,0#0.

Ashton, Catherine. « Situation en Libye (Bruxelles, 20 février 2011) ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 20 février 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/l-ue-et-la-libye/article/situation-en-libye-20-02-11.

Behr, Timo. « Q : Impotent bystanders? How did the EU and US respond to the Arab Spring? ». *European Union Institute for Security Studies*. 27 septembre 2011. http://www.iss.europa .eu/publications/detail_debate/article/q-impotent-bystanders-how-did-the-eu-and-us-respond-to-the-arab-spring-3.

« Baromètre politique Ipsos/Le Point », *Ipsos*, 12 mars 2012, http://www.sondages-en-france.fr/sondages/Popularit%C3%A9/Nicolas%20Sarkozy.

Behr, Timo et Ruth Hanau Santini. « Sarkozy's Mediterranean union plans should worry Brussels. » *EU Observer*. 12 novembre 2007. http://euobserver.com/7/25112.

Belkin, Paul, *France: Factors Shaping Foreign Policy, and Issues in US-French Relations*. Congressional Research Service, 2011.

Benitez, Jorge. « What percent of NATO strikes in Libya were carried out by the U.S.? ». *CNN World*, 22 août 2011. http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com/2011/08/22/what-percent-of-nato-strikes-in-libya-were-carried-out-by-the-u-s.

« A Big, Loud French "non" ». *The Economist*. 29 mai 2005. http://www.economist.com/node /4028374.

Blight, Gary, Sheila Pulham et Paul Torpey. « Arab Spring: an interactive timeline of Middle East Protests ». *The Guardian*, 5 janvier 2012. http://www.guardian.co.uk/world/interactive/2011/mar/22/middle-east-protest-interactive-timeline.

Bozo, Frédéric. « Sarkozy's NATO policy: towards france's atlantic realignment? ». *European Political Science* 9 (2010) : 176-188.

Bureau of European and Eurasian Affairs, « Background Note: France ». *State Department*. 27 mai 2011. http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3842.htm.

Castle, Stephen et Katrin Bennhold. « Has Sarkozy's stint changed the EU ? ». *International Herald Tribune* (Neuilly-sur-Seine, France), 18 décembre 2008.

Cendrowicz, Leo. « E.U. Unites Against Gaddafi, But Not on What's Next ». *Time*, 11 mars 2011. http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2058534,00.html.

———. « Libya: NATO Takes Charge, but Will Europe Take the Lead? ». *Time*, 25 mars 2011. http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2061541,00.html.

Charbonneau, Louis. « Did I hear "freedom fries"? – France says Iran is no Iraq ». *Reuters*. 12 février 2010. http://blogs.reuters.com/global/2010/02/12/did-i-hear-freedom-fries-france-says-iran-is-no-iraq.

Charillon, Frédéric. « France and the US: from reluctant alliance to ambiguous *rapprochement* ». *European Political Science* 9 (2010) : 189-198.

Chrisafis, Angélique. « From Iran to US, Sarkozy speech signals French diplomatic shift ». *The Guardian* (London, UK), 27 août 2007.

CNN Wire Staff, « Gadhafi clings to power amid growing support for protests », *CNN World*, 28 février 2011, http://articles.cnn.com/2011-02-28/world/libya.protests_1_rebel-forces-demonstrators-military-jet/2?_s=PM:WORLD.

Conseil de sécurité des Nations Unies, séance 6491. « Résolution 1970 ». 26 février 2011. http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/RES/1970%20(2011).

« Une Constitution pour l'Europe ». *Union européenne*. http://europa.eu/scadplus/constitution/introduction_fr.htm.

« Crise humanitaire en Libye – Point sur les actions de la France (3 mars 2011) ». *Ministère des Affaire étrangères et européennes*, 3 mars 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/crise-humanitaire-en-libye-point.

Crumley, Bruce. « Sarkozy Moves to Restore France's NATO Role ». *Time*. 11 mars 2009. http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1884477,00.html.

Daguzan, Jean-François. « France's Mediterranean Policy: Between Myths and Strategy ». *Journal of Contemporary European Studies* 17, no. 3 (2009) : 387-400.

De Gaulle, Charles. *Mémoires de guerre*. Paris: Librairie Plon, 1954.

Dehousse, Renaud et Anand Menon, « The French Presidency », *Journal of Common Market Studies* 47 (2009) : 99-111.

« Décaration adoptée à l'issue du Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 19 mars 2011. http://www. diplomatie.gouv.fr /fr/pays-zone-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/declaration-adoptee-a-l-issue-du.

« Déclaration commune du sommet de l'Union pour la Méditerranée ». *Union pour la Méditerranée*. 13 juillet 2008.

« Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ». *Assemblé nationale*. http://www. assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp.

« Démission de Moubarak : la communauté internationale se félicite ». *RFI*, 12 février 2011. http://www.rfi.fr/afrique/20110211-demission-moubarak-communaute-internationale-felicite.

DeYoung, Karen et Greg Jaffe. « NATO runs short on some munitions in Libya », *Washington Post*, 15 avril 2011. http://www.washingtonpost.com/world/nato-runs-short-on-some-munitions-in-libya/2011/04/15/AF3O7ElD_story_1.html.

Dimitrakopoulos, Dionyssis, Anand Menon et Argyris G. Passas. « France and teh EU under Sarkozy: Between European Ambitions and National Objectives? ». *Modern & Contemporary France* 17, no. 4 (novembre 2009): 451-465.

« Egypte ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. http://www.diplomatie .gouv.fr/fr/pays-zones-geo/egypte.

« Égypte : plusieurs morts à l'issue d'une journée de protestations sans précédent ». *Le Monde*, 25 janvier 2011. http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01 /25 /des-milliers-d-egyptiens-dans-les-rues-pour-protester-contre-moubarak_1470541 _3218.html.

Elliott, Michael. « Viewpoint: How Libya Became a French and British War ». *Time*, 19 mars 2011. http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2060412,00.html.

Erlanger, Steven. « France Seen Wary of Interfering in Tunisian Crisis ». *New York Times*, 16 janvier 2011. http://www.nytimes.com/2011/01/17/world/africa/17 france.html.

« Europa : Le portail de l'Union européenne ». *Union européenne*. http://europa.eu.

« Événements en Libye : un aperçu de la réaction de l'Union européenne ». *Commission européenne*, 10 mars 2011. http://ec.europa.edu/news/external_relations/110310_1_fr.htm.

Eyal, Jonathan. « Sarkozy overhalls French foreign policy ». *The Strait Times* (Singapore), 29 août 2007.

Ford, Peter. « European integration at crossroad ». *Christian Science Monitor* (Boston, MA), 31 mai 2005.

Forestier, Patrick. « La Guerre secrète des Français en Libye ». *Paris Match*, 2 septembre 2011. http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/La-guerre-secrete-des-Francais-en-Libye-328043.

« La France à l'ONU ». *Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York*. http://www.franceonu.org.

« France and NATO ». *Ministère des Affaires étrangère et européennes*, février 2009. http://www.diplomatie.gouv.fr/en/france-priorities/defence-security/french-defence/france-and-nato-7177/france-priorities/defence-security/french-defence/international-organization-in/nato/france-and-nato.

« France-Diplomatie ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. http://www.diplomatie.gouv.fr.

« France urges EU sanctions on Libya », *Al Jazeera*, 23 février 2011, http://www.aljazeera.com/news/europe/2011/02/201122310212200199.html.

« France.fr : La France et vous ». *Service d'information du Gouvernement*. http://www.france.fr.

« French lament a shrinking role ». *France 24*, 3 mars 2011. http://www.france24.com/en/2011 0302-new-poll-shows-french-pessimism-about-role-world-sarkozy-alliot-marie.

« French Libya military mission costs 160 mln euros ». *Reuters*, 10 juillet 2011. http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE76902T20110710.

Gates, Robert. « The Security and Defense Agenda (Future of NATO) ». *U.S. Department of Defense*, 10 juin 2011. http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=1581.

Gelie, Philippe. « La France a parachuté des armes aux rebelles libyens ». *Le Figaro*, 28 juin 2011. http://www.lefigaro.fr/international/2011/06/28/01003-20110628ARTFIG00704-la-france-a-parachute-des-armes-aux-rebelles-libyens.php.

Giuliani, Jean-Dominique. « L'influence de la France au sein de l'Union européenne » *Fondation Robert Schuman*. 26 juillet 2004. http://www.jd-giuliani.eu/fr/article/cat-3/4_L-influence-de-la-France-au-sein-de-l-Union-europeenne.html.

Gueldry, Michel R. *France and European Integration: Toward a Transnational Policy?*. Westport: Praeger Publishers, 2001.

« "La Guerre sans l'aimer", extraits exclusives du livre de BHL ». *L'Express*, 25 novembre 2011. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/bhl-libye-la-guerre-sans-l-aimer-extraits-exclusifs-du-livre_1048843.html.

Gurrey, Béatrice. « Jacques Chirac promet "une nouvelle impulsion" après le 29 mai ». *Le Monde* (Paris, France), 28 mai 2005.

Hague, William. « Déclaration de William Hague sur la Conférence de Londres sur la Libye ». *UK in France*, 30 mars 2011. http://www.ukinfrance.fco.gov.uk/fr/news/?view=News &id=579692382.

Haine, W. Scott, *The History of France*. Westport: Greenwood Press, 2000.

Horsley, William, « Fifty years of fraternal rivalry ». *BBC News*, 19 March 2007. http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6453889.stm.

Howorth, Jolyon. « Sarkzoy and the "american mirage" or why guallist continuity will overshadow transcendence ». *European Political Science* 9 (2010) : 199-212.

Indyk, Ari. « Nicolas Sarkozy's Mediation of the Crisis in the Caucasus ». *PiCA*, 2009. http://www.thepicaproject.org/?page_id=124.

Jamet, Jean-François. « L'influence économique de la France dans l'Union européenne ». *European Issues*, *Fondation Robert Schuman*, no. 101 (2008): http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=qe-101.

Juppé, Alain. « 17 mars 2011 – Conseil de sécurité – Libye – Intervention de M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes ». *La France à l'ONU*, 17 mars 2011. http://www.franceonu.org/spip.phpo?article=5443.

———. « Conférence de presse conjointe du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain Juppé, avec le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, William Hague ». *La France au Venezuela*, 3 mars 2011. http://www.ambafrance-ve.org/?Conference-de-presse-conjointe-de.

« Kadhafi a-t-il finance la campagne 2007 de Sarkozy ? ». *Libération*, 12 mars 2012. http://www.liberation.fr/monde/01012395459-kadhafi-a-t-il-finance-la-campagne-de-sarkozy.

« Kadhafi : "Je me battrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang" ». *Le Monde*, 22 février 2011. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/22/kadhafi-je-me-battrai-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-mon-sang_1483823_3212.html.

Ki-moon, Ban. « Remarks to the Security Council on Libya ». *UN News Center*, 26 février 2011. http://www.un.org/apps/news/infocus/sgspeeches/search_full.asp ?statID=1096.

Kozhevnikov, Roman. « Kouchner sees 3,000 French troops in Afghanistan ». *Reuters*. 11 avril 2008. http://ca.reuters.com/article/topNews/idCAL1155919920080411 ?pageNumber =1&virtualBrandChannel=0.

Kreiger, J. F. V. « The "novelty" of Sarkozy's foreign policy towards NATO and the US: the long view." *European Political Science* 9 (2010) : 155-164.

Laurent, Samuel. « Nucléaire : M. Sarkozy réécrit ses relations avec Kadhfai ». *Le Monde*, 17 avril 2012. http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article /2012/04/17 /nucleaire-m-sarkozy-reecrit-ses-relations-avec-kadhafi_1686477 _1471069.html.

Leick, Romain. « France's Sarkozy Goes His Own Way ». *Bloomberg Businessweek*, 30 juillet 2007. http://www.businessweek.com/globalbiz/content/jul2007/gb20070730 _443757.htm.

« Lettre à Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ». *La France en Chine*, 18 mars 2011. http://www.consulfrance-pekin.org/Lettre-a-Mesdames-et-Messieurs-les-Chefs-d-Etat-et-de-Gouvernement-des-Etats-membres-du-Conseil-de.html.

Liberti, Fabio. « A General Evaluation of the French EU Presidency ». *Affaires-Stratégiques*, 19 décembre 2008. http://www.affaires-strategiques.info/spip.php ?article465.

« Libya Historical Chronology ». *Security Council Report*, 8 novembre 2011. http://www.securitycouncilreport.org/site/c.glKWLeMTIsG/b.6739039.

« Libya Protests: Second city Benghazi hit by violence ». *BBC News*, 16 février 2011. http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12477275.

« Libyans welcome Sarkozy and Cameron ». *Wikimedia Commons*, 15 septembre 2011. http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Libyans_welcome_Sarkozy_and_Cameron.JPG.

« Libye ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/libye_409/index.html.

« Libye ». *Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York*. http://www.franceonu.org/spip.php?article5388.

« Libye : Évenements de 2011 ». *Human Rights Watch*, 2012. http://www.hrw.org/fr/world-report-2012/libye.

« Libye : les Etats-Unis demandent à leurs allies de plus s'investir dans l'OTAN ». *Le Monde*, 10 juin 2011. http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/06/10/libye-les-etats-unis-demandent-a-leurs-allies-de-plus-s-investir-dans-l-otan_1534410_3208.html.

Lizza, Ryan. « The Consequentialist ». *New Yorker*, 2 mai 2011. http://www.newyorker.com /reporting/2011/05/02/110502fa_fact_lizza#ixzz1s9AgVyCh.

Mahoney, Daniel J. *De Gaulle: Statesmanship, Grandeur, and Modern Democracy*. Westport: Praeger, 1996.

Marly. « La Voix de la France a disparu dans le monde ». *Le Monde*, 22 février 2011. http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/22/on-ne-s-improvise-pas-diplomate_1483517_3232.html.

McGreal, Chris, Ian Blacok, Toby Helm et Kim Willsher. « Allied strikes sweep Libya as west intervenes in conflict ». *The Guardian*, 19 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world/ 2011/mar/19/libya-air-strikes-gaddafi-france.

Mikaïl, Barah. « France and the Arab Spring : An Opportunistic Quest for Influence ». *FRIDE*, octobre 2011. http://www.fride.org/download/WP110_France_and_arab_spring.pdf.

Ministère des Affaires étrangères et européennes, *La gouvernance démocratique et les droits de l'homme*. 2010.

Mougeotte, Etienne. « Vladimir Poutine : "Nicolas Sarkozy a joué un grand rôle de pacification" ». *Le Figaro* (Paris, France), 13 septembre 2008.

Moynihan, Colin. « Libya's U.N. Diplomats Break with Qaddafi ». *New York Times*, 21 février 2011. http://www.nytimes.com/2011/02/22/world/africa/22nations.html.

« Nicolas Sarkozy pourrait se rendre à Benghazi jeudi ». *Le Monde*, 14 septembre 2011. http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/09/14/nicolas-sarkozy-pourrait-aller-a-benghazi-jeudi_1571982_1496980.html.

Nougayrède, Natalie. « BHL, porte-étendard libyen ». *Le Monde* (Paris, France), 8 novembre 2011.

———. « Sarkozy donne un ton nouveau à la diplomatie française ». *Le Monde* (Paris, France), 28 août 2007.

Obama, Barack. « Transcript of President Obama's Libya Speech ». *National Review Online*, 23 février 2011. http://www.nationalreview.com/egypt-watch/260570 /transcript-president-obamas-libya-speech-matthew-shaffer.

O'Connor, Patrick. « France recognizes Libyan Opposition Leadership: Sarkozy Recommends bombing Gaddafi Headquarters ». *Global Research*, 11 mars 2011. http://www.global research.ca/index.php?context=va&aid=23654.

« Objectives ». *Secrétariat, Union pour la Méditerranée*. http://www.ufmsecretariat .org/en/objectives.

« Les parents de Michèle Alliot-Marie ont racheté une société d'Aziz Miled », *Libération*, 15 février 2011, http://www.liberation.fr/politiques/01012320182-les-parents-de-michele-alliot-marie-ont-rachete-une-societe-d-aziz-miled.

« Paris reconnaît officiellement le Conseil national de transition libyen ». *RFI*, 10 mars 2011. http://www.rfi.fr/afrique/20110310-benghazi-fief-rebellion-vie-continue.

Pop, Valentina. « Swedish EU presidency marked by "Nordic efficiency" ». *EU Observer*, 23 décembre 2009. http://euobserver.com/18/29185.

« Première séance du mardi 11 janver 2011 : Sommaire électronique», *Assemblée nationale*, 11 janvier 2011, http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2010-2011/20110091.asp.

« Présidence française de l'Union européenne : programme de travail ». *Gouvernement français*, 19 séptembre 2008. http://www.ue2008.fr/PFUE/lang/fr/accueil /presidence_du_conseil /presidence_francaise.html

« Relations franco-américaines ». *La France aux Etats-Unis*, 24 août 2011. http://fr.ambafrance-us.org/spip.php ?rubrique9.

Rasmussen, Anders Fogh. « Déclaration du secrétaire general de l'OTAN sur la liberation de la Libye ». *Organistaion du traité de l'Atlantique Nord*, 23 octobre 2011. http://www.nato .int/cps/en/natolive/news_79828.htm.

Rettman, Andrew. « EU calls emergency Libya summit for 11 March ». *EU Observer*, 1 mars 2011. http://www.euobserver.com/9/31899.

———. "Spain ends invisible EU Presidency." *EU Observer*, 30 juin 2010. http://euobserver.com /18/30385.

« Révolution tunisienne : position officielle française ». *Ambassade de France en Tunisie*. http://ambassadefrance-tn.org/Tunisie-position-officielle.

Rigby, Vincent. « Bosnia-Herzegovina : The International Response ». 1994. http://publications .gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp374-e.htm.

« Robert Gates tacle les pays membres de l'OTAN ». *La Voix de l'Amérique*, 10 juin 2011. http://www.voanews.com/french/news/Robert-Gates-tacle-les-pays-membres-de-lOTAN-123649474.html.

Rogers, Simon. « Nato operations in Libya; data journalism breaks down which country does what ». *The Guardian*, 31 octobre 2011. http://www.guardian.co.uk/news /datablog /2011/may/22/nato-libya-data-journalism-operations-country#.

Rousselin, Pierre. « Diplomatie : rupture et continuité ». *Le Figaro* (Paris, France), 28 août 2007.

Santini, Ruth et Arturo Varvelli. « The Libyan Crisis Seen from European Capitals ». *Brookings Institution*, 1 juin 2011. http://www.brookings.edu/papers/2011/0601 _libya_santini.aspx.

Sarkozy, Nicolas. « Allocution de M. Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'ouverture de la XVème Conférence des Ambassadeurs (Palais de l'Elysée, 27 août 2007) ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*. 27 août 2007. http://www .diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere/evenements-11561/conference-des-ambassadeurs/precedentes-conferences /xveme-conference-des-ambassadeurs /article/allocution-de-m-nicolas-sarkozy-a.

———. « Allocution du président de la République, M. Nicolas Sarkozy, lors du dîner d'état offert par le président de la République tunisienne, M. Zine El Abidine Ben Ali ». *Organisation de la Presse Afrique*, 29 avril 2008. http://appablog.wordpress .com/2008/04/29/discours-sarkozy-tunisie-visite-detat-en-tunisie-allocution-du-president-de-la-republique-m-nicolas-sarkozy-lors-du-diner-detat-offert-par-le-president-de-la-republique-tunisienne-m-zin.

———. « Allocution radiotélévisée du Président sur la situation internationale », *La présidence de la République*, 27 février 2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours /2011/allocution-radiotelevisee-du-president-sur-la.10756 .html.

———. « Communiqué du Président de la République », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 11 février 2011, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr /pays-zones-geo/egypte /la-france-et-l-egypte/evenements-4482/article/egypte-communique-du-president-de.

———. « Conférence de presse de Nicolas Sarkozy à l'issue du Conseil européen sur la Libye ». *Réseau Voltaire*, 11 mars 2011. http://www.voltairenet.org/Conference-de-presse-de-Nicolas, 168890.

———. « Congrès des États-Unis d'Amérique : Discours de M. Nicolas Sarkozy ». *La présidence de la République*, 7 novembre 2007. http://www.elysee.fr/president /les-actualites/discours/2007/congres-des-etats-unis-d-amerique.7569.html.

———. « Discours de monsieur le président de la République ». *Ambassade de France*. 11 mars 2009. http://www.ambafrance-ro.org/index.php/fr_FR/actualites /actualites-franco-roumaines/discours-du-president-sarkozy-a-l-ecole-militaire.

———. « Déclaration de M. le Président lors du Sommet de Paris de soutien pour le peuple libyen ». *La présidence de la République*, 19 mars 2011. http://www.elysee.fr/president /les-actualites/declarations/2011/declaration-de-m-le-president-lors-du-sommet-de. 10952.html.

———. « Le Discours de Nicolas Sarkozy ». *Libération*, 6 mai 2007. http://www.liberation.fr/politiques /010118844-le-discours-de-nicolas-sarkozy.

———. « Le Discours de Nicolas Sarkozy au Parlement Européen ». *Ambassade de la France auprès de la Chine*, 8 janvier 2009. http://www.consulfrance-pekin.org/Discours-de-Nicolas-Sarkozy-au-Parlement-Europeen.html.

———. « Le Discours du Président Sarkozy sur le Projet de l'Union de la Méditerranée ». *Ambassade de la France auprès du Royaume-Uni*, 23 octobre 2007. http://www.ambafrance-uk.org/Discours-du-President-Sarkozy-sur.html.

———. « Lettre du Président Sarkozy aux chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN ». *Ambassade de France auprès du Royaume-Uni*, 19 mars 2009. http://www.ambafrance-uk.org/Lettre-du-President-Sarkozy-aux.

———. « Libye : déclaration du président de la République en Conseil des ministres (23 février 2011) ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 23 février 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/libye-declaration-du-president-de.

———. « Notre défense, une priorité ». *Défense et Sécurité*, 17 mars 2007. http://european-security.com/index.php?id=5638.

———. « Présentation de la présidence française du G20 et du G8 : Questions / Réponses ». *La présidence de la République*, 24 janvier 2011. http://www.elysee.fr/president/les-actualites/conferences-de-presse/2010/presentation-de-la-presidence-francaise-du-g20-et.10510.html.

———. « Propos du Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, lors de la conférence de presse conjointe avec le Président de la République de Turquie, M. Abdullah Gül ». *Consulat général de France à Istanbul*, 25 février 2011. http://www.consulfrance-istanbul.org/Propos-du-President-de-la.

———. *Témoignage*. Paris: XO Éditions, 2006.

Sarkozy, Nicolas David Cameron et Moustafa Abdel Jalil. « Conférence de presse conjointe : MM Cameron, Abdel Jalil et Sarkozy ». *La Présidence de la République*, 15 septembre 2011. http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/conference-de-presse-conjointe-mm-cameron-abdel.12029.html.

Sarkozy, Nicolas, Angela Merkel et David Cameron. « Déclaration conjointe du Président de la République française, Nicolas Sarkozy, de la Chancelière fédérale d'Allemagne, Angela Merkel, et du Premier ministre du Royaume uni, David Cameron ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 29 janvier 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr /pays-zones-geo/egypte/la-france-et-l-egypte/evenements-4482/article/egypte-declaration-conjointe-de.

Sarkozy, Nicolas, Barack Obama et David Cameron. « Le chemin vers la paix », *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 15 avril 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/libye/la-france-et-la-libye/evenements-4528/article/libye-tribune-conjointe-de-nicolas.

« Sarkozy et Cameron accueillis en héros; les forces du CNT sont à Syrte ». *RFI*, 16 septembre 2011. http://www.rfi.fr/afrique/20110916-libye-sarkozy-cameron-accueillis-heros-forces-cnt-syrte.

« Sarkoy propose une "union méditerranéenne" avec la Turquie comme "pivot" ». *Agence France Presse* (Paris, France), 7 février 2007.

Saunders, Doug. « France shatters EU unity ». *The Globe and Mail* (Canada), 30 mai 2005.

Schuman, Robert. « Déclaration de 9 mai 1950 ». *Fondation Robert Schuman*. http://www.robert-schuman.eu/declaration_9mai.php.

Sciolino, Elaine. « After Chirac, a Question Mark on French Foreign Policy ». *New York Times*. 2 mai 2007. http://www.nytimes.com/2007/05/02/world/europe/02france .html?_r=3.

Sciolino, Elaine et Ariane Bernard. « Sarkozy Lists Foreign Priorities, With Iran First ». *New York Times* (New York, NY), 28 août 2007.

Shahine, Alaa, Zainab Fattah et Benjamin Harvey. « Quaddafi Rallies Supporters as Sarkozy Calls for Ouster ». *Bloomberg*, 25 février 2011. http://www.bloomberg .com/news/2011-02-25/qaddafi-rallies-supporters-as-sarkozy-calls-for-ouster .html.

Shanker, Thom et Steven Erlanger. « Blunt U.S. Warning Reveals Deep Strains in NATO », *New York Times*, 10 juin 2011. http://www.nytimes.com/2011/06/11 /world/europe/11 nato.html?pagewanted=all.

« SIPRI Military Expenditure Database », *Stockholm International Peace Institute*, 2011, http://milexdata.sipri.org.

« Situation en Égypte ». *Ministère des Affaires étrangère et européennes*, 27 janvier 2011. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/egypte/la-france-et-l-egypte /evenements-4482/article/situation-en-egypte-27-01-11.

« Sommet international à Paris sur la Libye ». *RFI*, 19 mars 2011. http://www.rfi.fr /afrique /20110319-sommet-international-pars-sur-Libye.

Spencer, Richard. « Libya: civil war breaks out as Gaddafi mounts rearguard fight ». *The Telegraph*, 23 février 2011. http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews /africaandindianocean/libya/8344034/Libya-civil-war-breaks-out-as-Gaddafi-mounts-rearguard-fight.html.

———. « Libya: David Cameron and Nicolas Sarkozy receive heroes' welcome in Tripoli ». *The Telegraph*, 15 septembre 2011. http://www.telegraph.co.uk/news /worldnews/africaandindianocean/libya/8766542/Libya-David-Caermon-and-Nicolas-Sarkozy-receive-heroes-welcome-in-Tripoli.html.

Thrush, Glenn. « Obama tries to avoid Libya trap ». *Politico*, 9 mars 2011. http://www.politico.com/news/stories/0311/50907.html.

Tisdall, Simon. « Lessons from Libya: how Cameron and Sarkozy got lucky », *The Guardian*, 13 octobre 2011. http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011 /oct/13/lessons-from-libya-obama-cameron-sarkozy.

Torreblanca, José Ignacio. « Sarkozy's foreign policy: where do European interests and values stand? ». *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Díalogo Exterior*, February 2008.

« Le Traité en bref ». *Union européenne*. http://europa.eu/lisbon_treaty/glance/index _fr.htm.

Traynor, Ian. « EU: Poland threatens Sarkozy's scheme to rescue Lisbon treaty ». *The Guardian*, 1 juillet 2008. http://www.guardian.co.uk/world/2008/jul/02/eu.poland

———. « Libya: Nicolas Sarkozy reignites row over Nato military role ». *The Guardian*, 25 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/25/nicolas-sarkozy-nato-libya-row.

———. « Turkey and France clash over Libya air campaign ». *The Guardian*, 24 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/24/turkey-france-clash-libya-campaign.

Traynor, Ian et Kim Willsher. « Tunisian protests have caught Nicolas Sarkozy off guard, say opposition ». *The Guardian*, 17 janvier 2011. http://www.guardian.co.uk /world/2011/jan /17/tunisian-protests-sarkozy-off-guard.

Traynor, Ian et Nicholas Watt. « Libya: Nato to control no-fly zone after France gives way to Turkey ». *The Guardian*, 24 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world /2011/mar/24/france-turkey-nato-libya.

———.« Libya no-fly zone plan rejected by EU leaders ». *The Guardian*, 11 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/11/libya-no-fly-zone-plan-rejected.

« Tunisia: Economic Relations ». *Ministère des Affaires étrangères et européennes*, 8 février 2012. http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/tunisia-286/france-and-tunisia /economic-relations-5170.

« Tunisie : MAM ne veut pas "donner de leçons" », *L'Express*, 11 janvier 2011, http://www .lexpress.fr/actualite/politique/tunisie-mam-ne-veut-pas-donner-de-lecons_951520.html.

« Tunisie : Michèle Alliot-Marie s'enlise », *Liberation*, 5 février 2011, http://www.liberation.fr/politiques/01012318212-mam-n-aurait-pas-tout-dit-sur-l-avion-de-son-ami-tunisien.

« Tunisie – Sous la pression des critiques, Paris hausse le ton ». *LePoint.fr*, 13 janvier 2011.

« Union pour la Méditerranée ». *Union européenne*. http://eeas.europa.eu/euromed /index_fr.htm.

Vaïsse, Maurice et Jean-Paul Bled. « La politique arabe de la France est-elle un mythe ? ». *Le Monde*, 14 octobre 2011. http://www.lemonde.fr/idees/video/2011 /10/14/rendez-vous-de-l-histoire-la-politique-arabe-de-la-france-est-elle-un-mythe_1587965_3232.html.

Vinocur, John. « Now it's Sarkozy's turn to leave a mark on EU ». *International Herald Tribune* (Neuilly-sur-Seine, France), 3 juin 2008.

Von Rohr, Mathieu. « New Film Depicts Bernard-Henri Lévy's Role in Libya ». *Der Spiegel*, 4 avril 2012. http://www.spiegel.de/international/world/0,1518, 825524,00.html.

Walt, Vivienne. « Diplomat Without Borders ». *Time Magazine*, 28 juin 2007. http://www.time .com/time/magazine/article/0,9171,1638168,00.html.

Ward, Josh. « Sarkozy's Libya Move "Shows Testosterone Level, Not Logic ». *Der Spiegel*, 11 mars 2011. http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518, 750344,00.html.

Watt, Nicholas. « David Cameron and Nicolas Sarkozy will savour Benghazi moment for years ». *The Guardian*, 15 septembre 2011. http://www.guardian.co.uk/politics /wintour-and-watt/2011/sep/15/davidcameron-nicolas-sarkozy.

Watt, Nicholas, Nick Hopkins et Ian Traynor. « Nato to take control in Libya after US, UK and France reach agreement. » *The Guardian*, 22 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/ world/2011/mar/22/libya-nato-us-france-uk.

Watt, Nicholas et Patrick Wintour. « Libye no-fly zone call by France fails to get David Cameron's backing ». *The Guardian*, 23 février 2011. http://www.guardian.co.uk/ world/2011/feb/23/libya-nofly-zone-david-cameron.

Wieder, Thomas. « OTAN : La reintegration n'indique pas en soi un alignement sur les Etats-Unis ». *Le Monde*, 12 mars 2009. http://www.lemonde.fr/international /article/2009/03/12/otan-la-reintegration-n-indique-pas-en-soi-un-alignement-sur-les-etats-unis_1167224 _3210.html.

Willsher, Kim. « As France takes the reins on Libya, Sarkozy triumphs », *Los Angeles Times*, 20 mars 2011. http://www.articles.latimes.com/2011/mar/20/world/la-fg-libya-sarkozy-20110320.

———. « Sarkozy struts the world stage with an eye on French votes ». *The Guardian*, 19 mars 2011. http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/20/sarkozy-struts-world-stage-presidential-election-2012.

Wilson, Scott. « On Libya, Obama willing to let allies take the lead ». *Washington Post*, 10 mars 2011. http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/03/09/AR2011030 905672.html.

Zezima, Katie. « French President Chooses U.S. for his Summer Vacation ». *New York Times*, 3 août 2007. http://www.nytimes.com/2007/08/03/world/europe/03 vacation.html.

Zoubir, Yahia H. « Libya and Europe: Economic Realism at the Rescue of the Qaddafi Authoritarian Regime ». *Journal of Contemporary European Studies* 17, no. 3 (2009) : 401-415.